

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SYNDICAT PERSONNE MORALE

ÉTUDE CRITIQUE DE JURISPRUDENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 11 juin 1908, à 1 heure 1/2

PAR

JEAN CRUET

LICENCIÉ ÈS LETTRES
DOCTEUR ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES
ANCIEN ÉLÈVE DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. JACQUELIN.

Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY }
 SAUZET } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SYNDICAT PERSONNE MORALE

ÉTUDE CRITIQUE DE JURISPRUDENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 11 juin 1908, à 1 heure 1/2.

PAR

JEAN CRUET

LICENCIÉ ÈS LETTRES

DOCTEUR ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES

ANCIEN ÉLÈVE DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. JACQUEMIN.

*Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY. } professeurs.
 SAUZET. }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



DU MÊME AUTEUR

Étude juridique de l'arbitraire gouvernemental et administratif. — Des cas où l'autorité gouvernementale et administrative n'est pas tenue sous des sanctions efficaces, de respecter les droits individuels et la légalité.

Ouvrage récompensé par la Faculté de Droit de l'Université de Paris. — Arthur Rousseau. 1906 (épuisé).

La Vie du Droit, et l'Impuissance des lois — 1 vol. in-18
jésus, de la *Bibliothèque de Philosophie scientifique.* — Ernest
Flammarion. 1908 3 fr. 50

INTRODUCTION

« Les rapports de la vie contiennent en eux-mêmes les lois qui les doivent régir. »

François GÉNY.

La loi du 21 mars 1884 attribue aux syndicats professionnels, en dehors de toute autorisation spéciale du Gouvernement, une capacité assez étendue, qui n'est pas sans constituer à leur profit, même après la loi du 14 juillet 1901 sur la liberté d'associations, un véritable *privilège*.

Toute la loi est là, disait très bien M. Antonin Dubost au cours de la discussion parlementaire : elle a pour but de donner aux syndicats la personnalité civile.

Sans doute les syndicats n'avaient pas attendu pour exister la permission expresse et solennelle de l'autorité législative. Bon gré mal gré, le législateur a fini par reconnaître ces enfants naturels de l'évolution économique, il serait toutefois difficile de soutenir qu'il en ait été le père... Dix ans avant la loi de 1884, les syndicats avaient acquis la force irrésistible d'un fait social permanent, qui pouvait défier l'hostilité spasmodique du Gouvernement : à peine avaient-ils besoin de chercher encore dans la dénomination, d'ailleurs transparente, de société civile, de société à capital variable ou de société de secours mutuels, un semblant de légalité.

Mais ils avaient beau avoir les intérêts les plus considérables, ils ne pouvaient jamais invoquer de droits légalement déterminés, et judiciairement sanctionnés : la loi civile persistait à les ignorer, tandis que la loi pénale les connaissait trop. Le développement des associations professionnelles trouvait en d'autres termes dans la malveillance des textes, sinon un obstacle absolu, du moins une gêne permanente, dont la loi du 21 mars 1884 est venue les délivrer : c'est pourquoi elle constitue dans leur histoire une date heureuse, et même une date capitale.

Seule la personnalité civile peut donner au fragile concert des volontés individuelles le ferme substratum d'un organisme permanent, doué d'une vie propre, propriétaire de biens affectés à un objet déterminé, capable de s'obliger et d'estimer en justice, responsable de ses engagements et de ses fautes.

Mais l'État a le droit et le devoir de s'opposer, dans la mesure de ses forces, à la formation et au développement d'associations assez riches et assez fortement organisées pour faire échec à la fois, *il n'y a là rien de contradictoire*, à la puissance publique, et à la liberté individuelle.

D'autre part, ce serait méconnaître l'objet véritable, et le véritable intérêt des associations elles-mêmes que de leur accorder une capacité civile indéfinie, c'est-à-dire, en quelque sorte, le droit illimité de s'enrichir dans n'importe quel but, par n'importe quel moyen.

Nous avons l'intention de définir brièvement et clairement l'étendue et les conséquences de la personnalité morale des syndicats professionnels au double point de vue de leur *activité*, et de leur *responsabilité*, en essayant de dégager, par l'analyse approfondie de la jurisprudence, confrontation incessante du fait et du droit, les points sur

lesquels une expérience déjà longue a montré l'utilité ou la nécessité de préciser, de compléter, de modifier la charte organique de 1884.

Un texte législatif, en lui-même invariable, prend au contact direct des réalités sociales les aspects les plus inattendus et les plus variables : car il y a dans le droit une *vie* intense et continue qui fait de l'observation des phénomènes juridiques une science si prodigieusement intéressante.

Ce travail nous fournira l'occasion de montrer, dans un cas particulier, comment se dessinent progressivement, par l'application même d'un texte élargi et déformé par la pression des mœurs, les traits embryonnaires d'une législation meilleure : car la loi de 1884, comme presque toutes les lois, a posé beaucoup plus de problèmes qu'elle n'a donné de solutions. Nous allons voir que, parmi les droits et les obligations du syndicat personne morale, ce qu'il y a d'essentiel, c'est précisément ce que le législateur n'a pas dit.

CHAPITRE I

LA NATURE JURIDIQUE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

Les syndicats professionnels ne sont pas les seuls groupements appelés, d'après la loi française, à jouir du bénéfice de la personnalité civile : l'État, les départements, les communes, les chambres de commerce, les sociétés commerciales, un grand nombre d'associations privées, constituent autant de personnes morales, infiniment différentes par leur but, par la forme dans laquelle leur est conférée la capacité civile, par l'étendue de cette capacité civile, enfin par les droits de la puissance publique à leur égard.

Rechercher à quelle catégorie de personnes morales appartiennent les syndicats professionnels, c'est dégager par avance les idées directrices qui doivent présider à l'interprétation de la loi de 1884. Sur un certain nombre de points, les plus délicats peut-être, le législateur a fait confiance au *droit commun* : il s'agit de savoir lequel.

I

Il est, en droit français, trois grandes familles de personnes morales : les établissements publics, les sociétés,

les associations, déclarées ou reconnues d'utilité publique.

Il n'y a, selon nous, aucune difficulté à montrer que, dans l'état actuel de la législation, les syndicats professionnels sont des *associations déclarées, régies par une loi spéciale*.

Il est évident, tout d'abord, que les syndicats professionnels ne sont pas des établissements publics : ils ne sont, en effet, à aucun degré les organes d'un service public et ne sont pas rattachés, même par le lien le plus lâche, à l'ensemble des rouages administratifs. Il est possible, et peut-être même, à en croire certains indices, n'est-il pas absolument invraisemblable, que les syndicats professionnels, comme les collèges d'artisans à Rome, comme les chambres de commerce en France, s'incorporent peu à peu à l'organisation administrative, en conservant une personnalité distincte (1) : alors, mais alors seulement, ils pourront être considérés comme des établissements publics.

Les syndicats professionnels sont-ils des sociétés, au sens juridique du mot ? Évidemment non. Les sociétés, civiles ou commerciales, se distinguent des associations par leur but essentiellement lucratif : sans la recherche du bénéfice, a-t-on dit justement, il n'est pas de société. Or, cette définition ne s'applique assurément pas aux syn-

(1) Les syndicats professionnels sont représentés par des délégués au Conseil supérieur du Travail, les décrets des 17 septembre 1900 et 2 janvier 1901 leur ont accordé une part prépondérante dans les élections aux Conseils régionaux du travail, des circulaires ministérielles ont prescrit à l'inspection du travail d'accepter ou de rechercher leur concours pour l'application des lois sociales. Mais il n'y a pas encore pénétration complète entre les syndicats et l'administration. La commission administrative de la Bourse du Travail ne peut être regardée comme une autorité administrative (Seine, 11 février 1903).

dicats dont l'objet est limité par la loi de 1884 à l'étude et à la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. L'article 3 de la loi de 1884 a été interprété par la jurisprudence comme refusant aux syndicats la capacité de faire des actes de commerce ; cette jurisprudence n'a jamais été attaquée et ne pouvait l'être. Certains projets de réforme demandent l'attribution aux syndicats professionnels du droit de faire le commerce : si ces projets étaient accueillis par le Parlement, mais alors seulement, les syndicats deviendraient de véritables sociétés, ou tout au moins prendraient un caractère mixte, singulièrement difficile à préciser.

Si les syndicats, d'après les textes actuels, ne sont ni des établissements publics, ni des sociétés, que peuvent-ils être ?

Ils sont nécessairement des associations.

Qu'est-ce qu'une association ? Un groupement formé par des personnes qui se proposent d'unir leurs efforts en vue d'un but —, matériel ou moral, peu importe —, d'intérêt collectif ou général. C'est la définition même consacrée par la loi du 1^{er} juillet 1901 dans son article 1^{er}.

« L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. »

Comment refuser aux syndicats la qualité d'associations ? Les syndicats, il est vrai, offrent à leurs adhérents certains avantages matériels : participation à des caisses de secours ou de retraites, suppression des intermédiaires pour l'achat des engrais, etc... Mais ces avantages matériels sont en réalité *des services* rendus par les syndicats à leurs adhérents plutôt que des opérations ayant un but

lucratif. Il est naturel que les particuliers tirent de l'association un profit personnel : nous n'avons pas dit que l'association avait un but désintéressé, nous avons indiqué seulement qu'elle avait une fin collective... La solidarité qui se manifeste dans les syndicats n'est pas exempte de tout calcul : elle est une forme plus ou moins intelligente de l'égoïsme professionnel.

A quelle espèce d'associations appartiennent les syndicats ?

La loi du 1^{er} juillet 1901 consacre la liberté d'association. Mais elle subordonne l'acquisition de la personnalité civile, soit à une déclaration, soit à une reconnaissance accordée par décret en Conseil d'État.

Les associations simplement *déclarées* ont une personnalité civile assez restreinte : droit d'ester en justice, droit d'acquérir à titre onéreux, droit de posséder et d'administrer les cotisations de leurs membres, le local destiné à leur administration ou à la réunion de leurs membres, les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elles se proposent, enfin les subventions de l'État, des départements et des communes.

Les associations *reconnues d'utilité publique* ont une personnalité civile plus étendue ; elles peuvent faire tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par leurs statuts, mais elles ne sauraient acquérir ou posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elles se proposent, et doivent placer en titres nominatifs toutes leurs valeurs mobilières. Elles peuvent recevoir des dons et legs, mais seulement avec l'autorisation administrative, conformément à l'article 910 du Code civil et à la loi du 4 février 1901.

Suivant que l'on adopte une interprétation plus ou

moins large de la loi du 21 mars 1884, on peut assimiler les syndicats, au point de vue de l'*étendue* de leur capacité civile, soit aux associations déclarées, soit aux associations reconnues. D'après nous, la loi de 1884 accorde aux syndicats, en vertu d'une simple déclaration, les avantages réservés par la loi de 1901 aux associations spécialement reconnues.

Les syndicats sont des *associations déclarées à capacité étendue*.

II

Les controverses relatives à la nature juridique de la capacité civile des syndicats résultent d'une terminologie obscure et se ramènent en somme à des querelles de mots.

D'après Ducrocq, les sociétés privées se distinguent des établissements d'utilité publique, en ce qu'elles existent et fonctionnent en vertu des dispositions générales de la loi, en dehors de toute autorisation spéciale et individuelle du Gouvernement. Dès lors, comment contester aux syndicats le caractère de sociétés privées ? (1)

Comme il arrive souvent, la conclusion serait irréfutable si les prémices n'étaient fausses. La forme de l'attribution de la personnalité civile à une collectivité ne détermine pas la nature juridique de l'être moral.

Le régime de l'autorisation spéciale a été jusqu'en 1867 le régime de *droit commun* des sociétés commerciales, anonymes ou en commandite, et a plus longtemps encore

(1) Ducrocq, *Cours de Droit administratif*, t. VI.

survécu à l'égard des tontines et des sociétés d'assurances ; d'autre part, depuis la loi du 1^{er} juillet 1901, la simple déclaration est devenue le *droit commun des établissements d'utilité publique*, suivant la terminologie de M. Ducrocq. Cette double observation suffit à montrer la vanité du critérium.

Il n'y a donc pas de conclusion à tirer du fait que les syndicats sont appelés à la vie civile par une disposition générale de la loi, qui constitue en réalité pour toutes les associations professionnelles, présentes et à venir, *une reconnaissance globale d'utilité sociale*.

La circulaire ministérielle du 25 août 1884, faite pour l'application de la loi du 21 mars, déclare en termes excellents que les syndicats, personnes juridiques d'une durée indéfinie, capables de posséder un patrimoine propre, sont élevés par la loi au rang d'établissements d'utilité publique, et, par une faveur inusitée, obtiennent cet avantage, non en vertu de concessions individuelles, mais en vertu de la loi, et par le fait seul de leur création (1). Et la circulaire ajoute : « les pouvoirs publics, en aucun temps et en aucun pays, n'ont donné une plus grande preuve de confiance ou de sympathie aux travailleurs ».

III

D'une manière générale, on peut dire que les sociétés ont un but d'intérêt privé, les associations un but d'intérêt

(1) Les syndicats ont un « caractère d'utilité publique », dit également un jugement du Tribunal de la Seine, en date du 16 juillet 1896. — D. 98.2.138. — V. aussi *Répert. de dr. adm.*, v° *Chambres syndicales*, N° 410.

général : la formule est exacte. Mais elle est trop vague : car en poursuivant ses intérêts privés, on peut indirectement servir l'intérêt général, de même qu'en poursuivant l'intérêt général, on peut indirectement servir ses intérêts particuliers. Ce qui importe avant tout, c'est l'intention des associés, intention *lucrative*, ou non, en prenant le mot dans le sens le plus précis, et le plus concret. Voilà le seul critérium qui permette de distinguer la « société privée » de l'« établissement d'utilité publique », suivant la terminologie de M. Ducrocq, ou, plus simplement, les sociétés civiles ou commerciales des associations, sans conduire dans des cas particuliers à des conséquences inadmissibles.

Mais la distinction proposée entre la société et l'association *d'après leur but respectif* se concilie parfaitement avec la distinction faite par M. Marc Sauzet, dans une étude très vigoureuse et très fouillée sur la nature juridique de la personnalité des syndicats professionnels, entre les personnes morales *privées*, et les personnes morales *publiques*.

Étant une association, et une association douée de capacité civile, le syndicat est une personne morale publique.

Le caractère essentiel de la personne morale publique est de posséder à l'égard de ses membres une large autonomie, et pour ainsi dire une sorte d'indépendance. Une personne morale publique, c'est en somme un patrimoine au service d'un intérêt collectif : les individualités passagères qui assurent la gestion de ce patrimoine semblent plutôt les collaborateurs d'une œuvre qui les domine et les dépasse, que les éléments constitutifs de la personne morale elle-même.

C'est ainsi que la mort d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la personne morale publique, tandis qu'elle entraîne la dissolution de la personne morale privée. A Rome, tant qu'il subsistait un seul membre, le collège d'artisans continuait à vivre d'une vie propre, et à jouir de la capacité civile : le célèbre jurisconsulte Savigny, poussant l'idée au paradoxe, est allé même jusqu'à soutenir que le collège pouvait survivre à son dernier membre.

C'est ainsi que l'héritier d'un mutualiste ne recueille pas le droit du *de cujus* sur l'actif de la société de secours mutuels, personne morale publique, tandis que l'héritier de l'associé d'une entreprise commerciale recueille les droits du *de cujus* sur les biens de la société, personne morale privée.

Il y a fusion, absorption, disparition des droits individuels dans le patrimoine de la personne morale publique. Voilà pourquoi la dissolution ne peut pas réveiller les droits individuels, morts sans espoir de « résurrection » : les biens des collèges d'artisans à Rome, des corporations, sous l'ancien régime, devaient être, après dissolution, dévolus à l'État, comme biens vacants et sans maître.

La personne morale publique n'est pas, comme la personne morale privée, un être fictif qui masque pour un temps les intérêts proprement individuels. Elle jouit, dans toute la force du terme, d'une « individualité » juridique propre, d'un patrimoine distinct de celui de ses membres, on pourrait presque dire d'une volonté collective qui est quelque chose de plus que la somme des volontés individuelles de ses membres.

Mais la personne morale publique est moins indépendante que la personne morale privée à l'égard de l'État.

La tutelle de l'Administration est d'autant plus étroite que le but de la personne morale se rattache plus directement à l'intérêt social. C'est d'abord que toute association entend exercer sur ses membres une sorte de souveraineté embryonnaire de nature à les soustraire à l'autorité unique et absolue de l'État. C'est ensuite que les personnes morales publiques —, et les syndicats n'échappent pas à la règle —, sont à raison même de leur permanence des *gens de mainmorte* : l'intérêt collectif est le but, la mainmorte est l'effet...

Illégales et inexistantes au point de vue légal, les associations *de fait*, parce qu'elles sont des personnes morales publiques, ont une irrésistible tendance à constituer à leur profit un patrimoine autonome, échappant à la cupidité de leurs membres, et frappé d'une affectation perpétuelle à un but déterminé. L'interdiction ou le recul indéfini du partage et de la liquidation des biens possédés collectivement, sont parmi les traits caractéristiques du régime en quelque sorte *spontané* des associations, même lorsqu'elles sont légalement privées de capacité, ou se dissimulent sous le couvert de sociétés civiles. La vitalité si remarquable des congrégations religieuses non autorisées a été atteinte par l'intervention coercitive de l'autorité publique : mais au moyen de fraudes plus ou moins innocentes, elles s'étaient fort bien passé de l'appui des lois civiles.

L'édit de 1749, dans son préambule et dans son texte, a mis en lumière, d'une manière définitive, les dangers de la mainmorte au triple point de vue de l'intérêt des héritiers, de l'intérêt de l'État et du développement de la richesse publique. Il convient d'ajouter que l'existence d'une mainmorte, affectée de temps immémorial à un but

déterminé, peut avoir pour effet d'entretenir une forme d'association, de perpétuer un état d'esprit qui tendraient à disparaître devant les progrès de la société, de la science, et de l'esprit critique, si cette forme d'association, cet état d'esprit n'avaient pour substratum un patrimoine collectif héréditairement accumulé et indéfiniment productif de revenus. L'association crée le patrimoine collectif et le patrimoine collectif perpétue l'association. Nous voyons là un danger certain de l'accroissement de la mainmorte en dehors du contrôle préventif ou répressif du gouvernement. La volonté des générations passées, qui n'est rien sans le concours de l'État, ne peut pour toujours engager l'avenir, et il est bon que l'autorité publique surveille et mesure le développement de la richesse collectivement amassée, afin de n'avoir pas à faire périodiquement « vider les mains » aux communautés trop opulentes, suivant le procédé et l'expression de notre ancien régime.

En résumé, le droit commun des personnes morales publiques est inspiré par une double considération : empêcher ou réglementer la formation et l'extension de la mainmorte, maintenir la destination d'utilité publique des biens acquis par l'association. D'où le droit de tutelle de l'État sur les associations dans les termes de l'article 910 du Code civil et de la loi du 4 février 1901, et les règles particulières suivant lesquelles doit s'opérer après dissolution la dévolution de leurs biens.

Dans la mesure où la loi spéciale du 24 mars 1884 n'y a pas dérogé, nous devons faire aux syndicats professionnels l'application du *droit commun des personnes morales publiques*.

CHAPITRE II

L'ÉTAT-CIVIL DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

Avant d'étudier comment vit et meurt le syndicat professionnel, il est nécessaire de savoir comment il naît : à quel moment, et à quelles conditions le syndicat acquiert-il la personnalité juridique ?

I

D'après l'article 4 de la loi de 1884, les fondateurs d'un syndicat sont astreints à une double formalité : 1^o dépôt des statuts du syndicat ; 2^o dépôt des noms de tous ceux qui participent, à un titre quelconque, à la direction et à l'administration du syndicat. Le dépôt est effectué à la mairie de la localité où le syndicat est établi, ou, si le syndicat est établi à Paris, à la Préfecture de la Seine.

L'omission des formalités prévues à l'article 4 expose les directeurs et les administrateurs du syndicat à des poursuites correctionnelles. Le fait même qu'un syndicat a été admis par l'autorité publique à occuper un local dans une Bourse du travail, immeuble officiel, ne saurait le dispenser de l'obligation du dépôt : ainsi jugé par le Tribunal correctionnel de la Seine, le 10 août 1893.

Mais l'omission du dépôt, et c'est une tout autre question, doit-elle être regardée comme frappant le syndicat d'une *nullité* radicale et absolue ? Ou bien, au contraire, faut-il considérer qu'une association professionnelle, conforme et par son but et par sa composition aux dispositions légales, est *de plein droit* investie du bénéfice de la personnalité civile ? (1)

Il semble difficile de trouver, soit dans le texte même de la loi, soit dans les travaux préparatoires, un argument décisif en faveur de l'une ou l'autre opinion.

MM. Goblet, Trarieux et Ribot avaient présenté un amendement qui tendait à imposer aux groupements professionnels aspirant à la personnalité civile l'obligation d'obtenir l'approbation préfectorale de leurs statuts. Il est sans exemple, disait l'un des auteurs de l'amendement, M. Trarieux, que des êtres nouveaux sortent tout-à-coup d'un pacte d'association, sans que la société se soit réservé le droit de voir si ce pacte ne renferme rien de contraire aux prescriptions essentielles des lois générales.

Or, l'amendement Goblet-Trarieux-Ribot fut repoussé.

Le Parlement a-t-il manifesté par là sa volonté d'accorder aux syndicats la personnalité civile de plein droit ? Il est permis d'en douter. En rejetant l'amendement, il est certain que le Parlement a condamné le principe de l'*approbation* préfectorale des statuts, mais rien ne permet d'affirmer qu'il ait entendu soustraire les syndicats à la formalité de la déclaration, destinée à faciliter le contrôle répressif de l'autorité judiciaire. Les auteurs de

(1) La loi de 1865 sur les associations syndicales de propriétaires a pris soin de subordonner expressément la personnalité civile à l'accomplissement des formalités. Une formalité de cette nature dans la loi de 1884 aurait prévenu toute controverse.

l'amendement pensaient au système anglais du « registrar », investi de la mission d'examiner la légalité des statuts présentés par les Trade's Unions aspirant à la personnalité civile : c'est ce système que le législateur a entendu écarter. Rien de plus. Travaux préparatoires et débats parlementaires ne prouvent pas toujours beaucoup par ce qu'ils expriment : ne cherchons pas à deviner ce qu'ils ont sous-entendu. Il ne faut pas abuser de l'hypothèse.

Il est un argument plus sérieux, tiré de l'analyse des textes. L'article 5 autorise les syndicats « régulièrement constitués, d'après les prescriptions de la présente loi » à former entre eux des unions. L'article 6, alinéa premier, est ainsi conçu : « Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice..... etc. ». Il n'est donc plus ici question de « syndicats régulièrement constitués ». Or cette différence de rédaction, qui pourrait être accidentelle, est précisément volontaire. La rédaction primitive de l'article 6 disait : « Les syndicats qui auront accompli les formalités imposées par l'article 5 (devenu l'article 4) pourront..... etc. ». Cette formule a disparu dans le texte définitif de l'article 6. Interprétant à la lettre les articles 5 et 6 actuels, il faudrait donc admettre : 1° que les syndicats ne peuvent former entre eux des Unions, s'ils n'ont accompli les formalités de l'article 4 ; 2° que les syndicats, même irrégulièrement constitués, sont doués de la personnalité civile de plein droit sauf dissolution ultérieure par l'autorité judiciaire, dans les termes de l'article 9. Cette interprétation littérale des articles 5 et 6 nous paraît difficilement acceptable. On ne voit pas clairement pourquoi la loi refuserait aux syndicats le droit de former des unions, dans

le cas où elle leur accorde des droits qui ne sont pas moins importants : droit d'acquérir et d'ester en justice. D'autre part, la différence de rédaction de l'article 5 et de l'article 6 peut s'expliquer d'une manière infiniment simple : c'est qu'il était bien inutile de reproduire dans l'article 6 une formule contenue dans l'article immédiatement précédent. Les articles 5 et 6 font corps et sans les deux derniers alinéas de l'article 5, consacrés aux Unions, ils auraient pu être fondus en un seul article. La formule de l'article 5 est évidemment sous-entendue dans l'article 6. C'est encore une hypothèse. Seulement elle nous semble tout à fait plausible.

Mais on objecte que la sanction civile de la nullité fait *double emploi* avec les sanctions pénales contenues dans l'article 9 de la loi de 1884. L'article 9 en effet prévoit et punit les infractions aux articles 3, 4, 5 et 6 de la loi : amende de 16 à 200 fr. contre les administrateurs et directeurs, *dissolution* du syndicat prononcée à titre complémentaire et facultatif par le Tribunal, à la diligence du ministère public. Ces sanctions pénales ne sont-elles pas largement suffisantes pour réprimer l'omission d'une formalité en somme peu importante ? N'y a-t-il pas, dans le silence de la loi, excès de sévérité à refuser aux syndicats irréguliers le bénéfice de la personnalité civile ? La loi pénale doit être restrictivement interprétée, et les nullités sont de droit étroit : les sanctions pénales de l'article 9 ne sauraient être par conséquent aggravées par une sanction civile qui n'est pas expressément prévue par les textes. Telle est, au point de vue des faits et du droit, la force de l'argumentation.

Cependant, on peut y répondre d'un mot. Si le législateur de 1884 avait entendu reconnaître *deux catégories*

d'associations professionnelles, les syndicats clandestins, et les syndicats déclarés, possédant les uns comme les autres la capacité civile, il aurait manifesté sa pensée d'une manière certaine et explicite. Il ne faut pas oublier qu'en 1884, non-seulement les associations non autorisées étaient illicites, mais encore les associations simplement autorisées étaient des associations de personnes, légalement privées de toute capacité juridique. Bien plus, d'après la loi de 1884, le syndicat occulte restait un *fait délictueux* : comment voir en lui une *personne morale* !

Une difficulté subsiste toutefois. D'après nous, le syndicat non déclaré, au moins avant la loi de 1901 sur la liberté d'association, était dépourvu de l'existence *légale*. Or, l'article 9 parle de dissolution. Comment dissoudre un syndicat qui n'existe pas ? Le raisonnement est spécieux, car les associations *de fait* peuvent être dissoutes comme les associations autorisées ou reconnues d'utilité publique (art. 3, 7 et 18, l. 1901). En donnant aux tribunaux le droit de dissoudre, et remarquez-le aussi, la faculté de ne pas dissoudre les syndicats *irrégulièrement constitués*, le législateur de 1884 a simplement réservé aux juges un certain pouvoir d'appréciation qui leur permet de laisser aux directeurs et administrateurs de bonne foi le temps de réparer l'omission des formalités de l'article 4. Il faut bien que les fondateurs, avant de faire la déclaration, donnent aux syndicats une existence de fait, recrutent les premiers adhérents, cherchent un lieu de réunion, recueillent les souscriptions du début... etc. Le délai dans lequel les fondateurs doivent déposer les statuts et les noms des administrateurs n'ayant pas été fixé par la loi, on admet que l'obligation du dépôt naît, seulement lors-

que la période de formation, pour ainsi dire de *gestation* du syndicat est terminée.

Mais il est impossible d'en conclure que le législateur ait entendu faire bénéficier de la personnalité civile avec tous ses *droits* des associations occultes dont l'existence même, en l'absence d'une déclaration devait rester jusqu'en 1901 un *délit*.

Aussi bien *dissolution* et *nullité* n'ont-elles ni la même nature, ni le même but, ni les mêmes effets. La dissolution est une pénalité, facultative pour le Tribunal correctionnel : elle ne peut être provoquée que par le ministère public, dans un intérêt général, et a pour conséquence d'interrompre pour l'avenir l'existence du syndicat, existence de fait, ou existence de droit, car la *manière d'exister* du syndicat ne présente à cet égard aucune importance. La nullité est invoqué par la voie civile, dans un intérêt privé : le Tribunal a le devoir, si elle est démontrée, d'en assurer la constatation, et la déclaration rétroagit au jour de la nullité. De la nullité ainsi définie, il n'est à aucun moment question soit dans le texte même de la loi, soit dans les travaux préparatoires. Elle relève donc des principes généraux du droit. Or aucun principe ne permet de soutenir que le syndicat constitué sans déclaration échappe à la nullité, sanction civile, parce qu'il n'a pas été frappé de dissolution, sanction pénale. Sinon l'inertie du ministère public pourrait arbitrairement priver les particuliers d'une exception ou d'un recours dont le droit commun leur permet d'user. Bref, nullité et dissolution ne peuvent pas s'exclure, parce que régissant chacune un domaine distinct, elles ne sauraient en aucune manière *se suppléer*.

Depuis la loi du 1^{er} juillet 1901, la situation du syndicat non déclaré est plus claire : à vrai dire la loi de 1901

nous paraît mettre un terme aux controverses sur la capacité du syndicat clandestin.

La loi de 1901 reconnaît l'existence légale des associations de personnes en l'absence de toute autorisation et de toute déclaration. Mais elle subordonne à la déclaration préalable l'acquisition de la personnalité civile. L'association non déclarée prétend-elle usurper les droits reconnus aux seules associations déclarées, elle s'expose à la dissolution judiciaire. Tel est, exprimé par la loi de 1901, le *droit commun des associations*. Or il vient confirmer de la manière la plus claire la double conclusion à laquelle nous sommes précédemment arrivés en prenant pour point de départ la loi de 1884, envisagée en elle-même, à savoir : 1° que la déclaration est l'acte générateur, nécessaire, sinon suffisant, de la personnalité civile ; 2° que la dissolution ne fait en aucune façon double emploi avec la nullité, puisqu'elle est applicable à des associations sans aucun doute dénuées de toute capacité juridique. Il serait donc violemment contradictoire d'attribuer au syndicat occulte la faveur d'une personnalité que la loi refuse à l'association clandestine, alors surtout que le législateur de 1884 frappait encore d'une peine le défaut de publicité, dont il devait faire en 1901 un droit, manifestation éclatante de la pleine liberté désormais reconnue à l'association en général.

Faut-il aller plus loin et dire : le syndicat clandestin, illicite d'après la loi de 1884, peut aujourd'hui se présenter comme une association non déclarée de la loi de 1901, et par conséquent échapper aux pénalités inscrites dans l'article 9 de la loi de 1884 ? Il y aurait en effet, d'après M. Pic, dans son *Traité élémentaire de législation industrielle*, non seulement analogie, mais identité, au

point de vue des conséquences de la non-publicité, entre la condition juridique des syndicats, et celle des associations en général.

Sans doute, d'après l'article 24 de la loi de 1901, il n'est en rien dérogé à la législation spéciale des associations professionnelles. Il n'est pas douteux, en thèse générale, que les syndicats ne sauraient invoquer la loi du 1^{er} juillet 1901 : la Cour de cassation en a ainsi jugé dans un arrêt du 28 février 1902 (D. 02.1.205). Les syndicats, il est vrai, sont bien des associations, mais des associations d'un caractère profondément original, et qui ne sont pas assurément sans présenter, au point de vue économique et social, des dangers particuliers : il est donc naturel que le législateur ait maintenu à leur égard les dispositions d'une loi faite tout spécialement à leur mesure. Nous n'admettons pas, en un mot, au profit des associations professionnelles le *droit d'option* entre deux régimes, celui de 1884, celui de 1901. Sinon, un groupement professionnel, dissous comme syndicat pourrait, cinq minutes après le jugement, ressusciter comme association ordinaire. Autant dire que la loi de 1884 n'existerait plus. Il est certes regrettable que le législateur n'ait pas pris soin de fondre dans la charte générale des associations le chapitre anticipé rédigé en 1884 : mais si le législateur n'a rien fait pour prévenir l'incohérence, nous ne pouvons rien pour la réparer. En résumé, il n'y a *en principe* qu'une loi *et une seule* applicable aux syndicats : la loi spéciale de 1884.

Mais à ce principe il est une *exception* certaine. On sait que l'article 2 actuel de la loi de 1901 ne figurait pas dans le projet déposé par le Gouvernement sur le contrat d'association : il a été introduit dans la loi sur les instances de

M. Groussier, et de plusieurs de ses collègues *socialistes*. Or il résulte des déclarations de M. Groussier et de M. Ribot : 1^o que d'après l'innovation proposée, la formalité de la déclaration ne serait pas exigée des associations n'aspirant pas à la personnalité civile, *et seulement de celles-là* ; 2^o que cette disposition, tout à fait générale par sa formule, devait être applicable aux associations professionnelles comme aux associations ordinaires. Bien plus, la nuance politique à laquelle appartenaient les auteurs de l'amendement suffirait à démontrer qu'ils avaient pensé *surtout* aux syndicats professionnels..... M. Waldeck-Rousseau, combattant l'amendement, invoquait précisément, pour défendre le système de la déclaration obligatoire, imposée par le projet gouvernemental à toutes les associations, l'exemple des syndicats professionnels préservés de bien des risques, disait-il, par la possession d'état dont ils jouissent à raison même des formalités prescrites par l'article 4 de la loi de 1884 (Dalloz, *Lois et Décrets*, 1901. Note sous l'article 2 de la loi du 1^{er} juillet 1901). Pas plus en 1901 qu'en 1884, M. Waldeck-Rousseau, avant tout pénétré des exigences de l'ordre public, ne voulait admettre l'idée de groupements occultes, échappant par l'absence de toute publicité à la connaissance de l'autorité administrative. Mais si en 1884 aucune intervention parlementaire n'est venue déranger son système, le législateur de 1901 a adopté le système diamétralement opposé de M. Groussier..... Lorsqu'un syndicat n'a pas effectué le dépôt des statuts, quelle est sa nature juridique ? *C'est une association non déclarée de la loi de 1901*, c'est-à-dire qu'il possède l'existence légale, sans avoir acquis la capacité juridique. Nous ne voulions pas démontrer autre chose.

La jurisprudence a longtemps hésité à admettre l'opinion qui vient d'être défendue.

D'après un jugement du Tribunal de la Seine en date du 16 juillet 1896 (S. 99.2.221 — D. 98.2.138) la loi de 1884, « en autorisant la formation des syndicats... a attribué à ces associations le caractère de personnes morales par le fait même de leur constitution, et sans qu'aucune formalité fut nécessaire pour l'obtention de cette personnalité ». On ne saurait à notre sens plus complètement méconnaître l'intention du législateur (1).

Mais depuis la loi du 1^{er} juillet 1901, il semble que la jurisprudence ait subi un revirement. Un jugement du Tribunal de Nevers du 19 décembre 1901, recueilli par l'*Annuaire des Syndicats* de 1902 est très net à cet égard. La chambre syndicale avait bien déposé ses statuts, mais elle avait omis de déposer les noms de ses administrateurs et de ses directeurs. Le Tribunal lui refusa le droit d'ester en justice attendu que « n'ayant pas satisfait intégralement aux prescriptions de la loi » elle n'avait pu acquérir la personnalité civile. (Cf. Nevers, 20 février 1902. — *eod. loco*).

II

Il n'y a pas de syndicat personne morale sans une déclaration conforme aux prescriptions de l'article 4. Mais nous avons réservé la question de savoir si cette condition nécessaire était pour le syndicat la condition

(1) Cf. Bordeaux, 25 novembre 1886, S. 87. 2. 129 ; Paris, 20 janvier 1886, *id.* — Voir aussi Seine, 23 juillet 1892 ; Corr. Seine, 9 mai 1894 ; et Paris, 26 janvier 1894.

suffisante de l'acquisition de la personnalité civile. Nous devons maintenant l'examiner.

Il est certain qu'un syndicat, s'il est contraire par son but ou sa composition aux règles de fond posées par la loi s'expose à la dissolution : c'est l'évidence même, et la jurisprudence ne pouvait errer puisqu'elle avait seulement à lire l'article 9 et à l'appliquer. Mais nous avons précédemment établi, d'une manière générale, que la nullité du syndicat était indépendante de la dissolution, opération de police confiée par libéralisme à l'autorité judiciaire. L'abstention du ministère public ne peut avoir ce prodigieux effet de créer quelque chose là où il n'y a rien, en faisant un syndicat doué de capacité civile, d'une association qui n'aurait absolument rien de commun, ni dans le fond, ni dans la forme avec le groupement professionnel, défini explicitement par la loi de 1884. C'est un point acquis, et si nous devons le rappeler, nous n'avons plus à y revenir.

La méconnaissance des règles du fond est-elle pour le syndicat, comme la méconnaissance des règles de forme, une cause de nullité radicale absolue, ou en d'autres termes un obstacle à l'acquisition de la personnalité civile ? Tel est le problème, nettement délimité (1).

La loi de 1884 définit le syndicat et par sa composition, dans l'article 2, et par son but, dans l'article 3 : il ne doit

(1) Lorsque le délégué d'un syndicat agit devant le Conseil d'Etat non seulement au nom du syndicat, mais *en son nom personnel*, pour faire annuler un acte de puissance publique, le juge administratif n'examine pas la validité de l'association professionnelle, car la question est sans intérêt pratique : la recevabilité de l'action personnelle du délégué suffit à rendre nécessaire le débat sur le fond. (C. d'Etat, 1^{er} mai 1896, 24 janvier 1902).

comprendre que des personnes exerçant, soit la même profession, soit des professions similaires ou connexes, il ne peut avoir d'autre objet que l'étude ou la défense des intérêts économiques, industriels, agricoles ou commerciaux. Un groupement qui ne remplit pas cette double condition est tout, sauf un syndicat. C'est une idée qui se trouve à plusieurs reprises exprimée dans les travaux préparatoires. «..... la seule condition que nous ayons exigée, pour donner aux associations syndicales la personnalité civile, c'est qu'elles soient formées uniquement d'ouvriers et de patrons, de gens de travail ». (Chambre des députés, séance du 17 mai 1881. — *J. O.*, 18 mai. Déb. parl., p. 920). Formule incomplète, car elle oublie le second élément constitutif du syndicat : le but professionnel. Un passage du rapport à la Chambre en 1883 est plus exact : il ne reconnaît pour syndicats que les associations composées suivant les termes de l'article 2, et « fonctionnant » suivant les prescriptions de l'article 3. (Documents parlem. — *J. O.*, mars 1883, p. 397 et suiv.). Le Ministre de l'intérieur déclarait à la tribune, en 1884, que l'association professionnelle, pour échapper à l'article 291 du Code pénal, réprimant les groupements de plus de 20 personnes, devait être *un vrai syndicat*. (Sénat, séance du 22 février. — *J. O.*, 23 février. Déb. parl., p. 469). Enfin, et ce sera notre dernière citation, « quant aux associations qui pourront se former dans des conditions autres que celles définies par l'article 2, ces associations-là ne sont pas *évidemment* des chambres syndicales ». (Ch. des dép., 13 mars 1884. — *J. O.* du 14. Déb. parl., p. 741).

La déclaration est une formalité, indispensable pour conférer la personnalité civile au syndicat : mais elle ne saurait le dispenser d'être d'abord *un syndicat*. Un acte

de l'état-civil ne donne pas la vie à un mort-né. C'est une question de bon sens.

Si un ou plusieurs administrateurs du syndicat sont étrangers, ou ne jouissent pas de leurs droits civils, contrairement à l'article 4, *in fine*, le syndicat va-t-il rester privé de capacité civile, malgré la déclaration ? C'est au moins discutable. Car il ne s'agit plus ici d'un élément inhérent à la notion même du syndicat. Une association amicale d'ouvriers en soierie qui se constitue à Lyon pour organiser des parties de boules le dimanche, ce n'est pas un syndicat. Mais une association de patrons tisserands, fondée pour la défense de l'industrie textile, c'est bien un syndicat, au sens plein du mot, même s'il y a parmi ses administrateurs un étranger. D'ailleurs la prohibition de l'article 6 ne trouve-t-elle pas une sanction dans les pénalités de l'article 9 ? Il est vrai, mais il n'en reste pas moins que la convention ayant pour but de créer un syndicat administré par des étrangers a un *objet illicite* : le droit commun la frappe donc de nullité.

D'après la Cour de Paris, dans un arrêt du 1^{er} décembre 1898 (S. 99. 2. 14) la loi de 1884 n'avait exigé pour « l'établissement régulier » des syndicats professionnels qu'une seule condition « la publicité, c'est-à-dire le dépôt des statuts et la désignation de ceux qui, à un titre quelconque sont chargés de l'administration et de la dissolution ». Solution strictement *formaliste* que nous avons nettement combattue, et nous l'espérons, réfutée.

D'après le Tribunal de Lille, dans son jugement du 18 novembre 1903, il semble qu'aucune des conditions de forme ou de fond posées par la loi de 1884 n'ait pour sanction la *nullité* du syndicat : il faudrait toujours, pour anéantir l'existence juridique de l'association irrégulière,

une *dissolution* par voie correctionnelle. La même erreur se trouvait déjà dans un jugement du Tribunal de Bordeaux, en date du 4 juin 1897 (D. 98. 2. 129) : elle repose sur la confusion absolue de la nullité, voie civile, et de la dissolution, voie pénale.

Nous approuvons au contraire les décisions déjà nombreuses qui refusent le droit d'ester en justice, attribut de la personnalité civile, à toute association dont la composition ou le but n'est pas conforme à la définition légale du syndicat. Le juge constate que l'association n'est pas un syndicat, et ne saurait, par cela même, invoquer les termes de la loi de 1884. Ainsi jugé à maintes reprises à l'égard de groupements formés entre personnes appartenant à *toutes* les professions, ou à des professions *diverses* : jugement du Tribunal de commerce du Havre, en date du 17 janvier 1899 (*Recueil du Havre*, 17 janvier 1899), arrêts du Conseil d'État des 3 août et 28 décembre 1907 (*Gaz. des Trib.*, Recueil, 1907. 2^e semestre, 2.300. — *La Loi*, 28 décembre 1907).

La Cour de Douai, par un arrêt du 1^{er} février 1904 (D. 1905. 2. 105. — S. 1906. 2. 57, avec une note de M. Wahl) a très vigoureusement consacré le principe que le syndicat, malgré l'accomplissement des formalités de l'article 5, pouvait rester dénué de toute capacité juridique, s'il ne répondait pas en outre aux conditions de fond déterminées par la loi : il s'agissait en l'espèce d'un syndicat composé de personnes n'ayant pas la même profession, ou ayant quitté la profession. Telle est bien la véritable solution, mais en la limitant, suivant une distinction qui sera bientôt précisée, aux irrégularités concomitantes à la constitution de l'association professionnelle.

En résumé, nous croyons que le fait pour un syndicat

de n'avoir pas été dissous n'exclut en aucune manière la voie de nullité. Or la convention syndicale est nulle de plein droit, à raison de l'objet illicite, si elle a pour but de créer une association *irrégulière*.

III

Si un syndicat, régulièrement constitué à l'origine cesse de l'être ultérieurement, va-t-il *de plano* perdre la personnalité civile qu'il a tout d'abord acquise ?

Ce serait au point de vue pratique la plus regrettable des solutions. Un syndicat admet par erreur au nombre de ses membres un ancien ouvrier, oublie de vérifier la nationalité d'un administrateur, omet de déposer une modification à un article des statuts,... etc. : et le voilà, dans ce système, frappé en quelque sorte d'une mort subite et irrémédiable. La dissolution est une menace moins grave : le Tribunal peut laisser au syndicat le temps de réparer l'irrégularité, de plus la dissolution est facultative, et ne saurait être prononcée à raison d'une faute légère, enfin elle vaut seulement pour l'avenir. La nullité au contraire vient frapper le syndicat au moment le plus inattendu, elle est radicale, et rétroactive. Elle aurait pour effet de soumettre les syndicats au régime d'une insécurité perpétuelle et par conséquent de compromettre les droits des associations sérieuses, tandis qu'elle fournirait aux autres le moyen trop facile, par une irrégularité propice et volontaire, d'échapper à leurs responsabilités... Ainsi, à concevoir trop largement et trop rigoureusement l'application de la nullité, on exposerait tous

les syndicats de France à l'encourir : car en est-il un seul qui puisse se flatter de n'avoir **jamais** commis, ou de ne jamais commettre une irrégularité **quelconque** à un moment quelconque de son existence. Il faut lire **sur ce point** les observations pénétrantes de M. Wahl, dans sa **note** sous l'arrêt de Douai (S. 1906. 2. 57).

Rien, dans les travaux préparatoires, ne vient démontrer que le législateur ait voulu faire découler une nullité de plein droit des infractions postérieures à la constitution du syndicat. Il n'a pas, non plus, consacré l'opinion contraire. Sans doute, il a rejeté un amendement disant que le syndicat ne pourrait invoquer la loi de 1884, s'il accueillait parmi ses membres des personnes étrangères à la profession. Mais pour quel motif ? Parce que l'article 9 disait déjà la même chose : le législateur, par conséquent, songeait à la question de dissolution, non à la question tout à fait distincte de nullité.

D'après le droit commun, auquel il faut maintenant revenir, la nullité suppose une irrégularité concomitante à la convention initiale, à la naissance du lien social. Bien entendu, les irrégularités postérieures peuvent autoriser la dissolution, dissolution volontaire ou dissolution pénale, mais elles ne sauraient entraîner la nullité radicale et rétroactive du syndicat : elles sont des agissements illicites, non une cause juridique de nullité. L'intérêt des tiers est sauf : car les modifications apportées aux statuts ne leur sont pas évidemment opposables avant d'avoir été soumises à la formalité du dépôt. Tel est, si nous l'avons bien compris, le système original de M. Wahl : il repose sur les principes du Code civil, et plus particulièrement sur les articles 1108 et 1865.

Il nous paraît acceptable, au point de vue pratique,

comme au point de vue juridique, lorsque le syndicat se livre aux agissements illicites, d'une manière accidentelle : de ces infractions légères, l'article 9 assure une répression déjà sévère. Mais, si le syndicat cesse d'une manière permanente d'être un vrai syndicat, la solution de M. Wahl paraît trop indulgente. Une association créée comme syndicat, ne perd-elle pas, *en fait*, d'une manière complète son caractère initial, si elle vient à accueillir des personnes appartenant à toutes les professions, ou abandonne l'étude et la défense des intérêts professionnels. Il n'y a plus là un syndicat irrégulier : il n'y a plus de syndicat du tout, et le juge a le droit et le devoir de le constater. (Caen, 18 juin 1903 ; *Revue de Caen*, 1903.87). Sous le couvert d'un syndicat, il peut se former une société commerciale, une association religieuse : comment les autoriser à conserver indéfiniment une qualification légale qu'elles ne méritent à aucun degré. Il semble que sur ce point l'esprit de la loi de 1884 soit assez clair pour permettre une dérogation au système de M. Wahl.

L'arrêt de la Cour de Douai, vivement critiqué par M. Wahl, a le tort de ne pas distinguer, en ce qui concerne la nullité du syndicat, entre les irrégularités concomitantes à la formation du syndicat, et les irrégularités postérieures. La Cour de Douai voit la nullité partout, le Tribunal de Lille nulle part : deux solutions erronées parce qu'elles sont l'une et l'autre trop absolues.

La Cour de Bordeaux, le 20 janvier 1886 (S. 87.2.129) a eu raison de décider qu'un syndicat ne pouvait être considéré comme ayant perdu la capacité civile parce que le nom d'un nouveau directeur n'avait pas été déposé. Mais c'est une simple décision d'espèce, comme l'arrêt déjà cité de la Cour de Paris, du 20 janvier 1886. Dans une affaire,

l'omission d'une formalité, reprochée au syndicat, avait été réparée au cours de l'instance; dans l'autre, le président du syndicat, dont le nom n'avait pas été déposé, était un ancien vice-président, dont le nom avait été déposé, et qui avait succédé *de plein droit* en vertu des dispositions statutaires à un président démissionnaire. Il y avait donc, en faveur des associations incriminées, des circonstances très atténuantes. Il est plus évident encore qu'un syndicat ne devient pas nul, s'il ne dépose pas à nouveau le nom d'un directeur, maintenu à l'expiration statutaire de ses pouvoirs (Amiens, 13 mars 1895. — D. 95.2.553).

Un certain nombre de décisions déclarent en passant, dans les attendus, que le syndicat, étant « régulièrement constitué », possède le droit d'ester en justice (par exemple : arrêt de la Cour de Paris du 20 mai 1897. *Revue des Sociétés*, 98, p. 104). Mais on ne peut deviner, dans l'hypothèse d'une irrégularité, si le tribunal aurait ou non prononcé la nullité.

Il ne faut pas contester une certaine tendance de la jurisprudence à refuser à tout syndicat irrégulier, même lorsque les infractions commises ne lui enlèvent pas le caractère d'*organisme professionnel*, le droit d'ester en justice, inhérent à la personnalité civile. Ne pas déclarer le nom de nouveaux administrateurs, choisir comme membres du bureau, des personnes étrangères : voilà, d'après la jurisprudence, des causes de nullité radicale et absolue (Trib. com. Alger, 30 novembre 1898; *Revue des Sociétés*, 1899, p. 311). Il en a été jugé de même à l'égard de l'omission du dépôt des modifications apportées aux statuts.

Nous ne devons pas nous dissimuler que l'opposition établie entre les diverses catégories d'irrégularités impu-

tables aux syndicats : irrégularités concomitantes à la formation du syndicat et irrégularités postérieures, irrégularités substantielles et irrégularités légères, ne trouve aucune base précise et certaine dans les textes. Mais le juge est bien obligé, à son corps défendant, de se faire un peu législateur, lorsqu'il cherche en vain dans la loi une réponse aux difficultés soulevées devant lui. Où la loi est muette, le bon sens reprend ses droits. Or, il est également impossible d'admettre que la personnalité civile de l'association professionnelle survive aux illégalités les plus graves ou qu'elle succombe aux plus légères.

Solution assurément empirique et provisoire, comme toute solution élaborée sans l'appui d'un texte clair ou d'un principe certain : mais elle nous paraît conforme à l'intérêt légitime des tiers, comme des syndicats. Elle ne porte pas atteinte à l'ordre public : car l'État a, dans l'article 9, les armes les plus vigoureuses contre les associations irrégulières et ne saurait reprocher à d'autres qu'à lui-même la tolérance des pouvoirs publics à leur égard.

IV

Le syndicat est une personne, et, à ce titre, il a droit à un nom propre qui est sa propriété et qu'il peut judiciairement revendiquer contre des associations rivales (Paris, 1^{er} mars 1888, *Revue des Sociétés*, 1888, p. 297). Il a, par exemple, le droit d'imposer à une société le changement d'une dénomination susceptible de créer entre elle et lui une confusion ; il peut même défendre une marque déposée, dont il a fait le symbole de son

action (Bordeaux, 15 décembre 1902, *Recueil de Bordeaux*, 1902, p. 53).

Mais dans le cas où le syndicat choisit un nom très général, par exemple : syndicat des ouvriers mécaniciens de telle ville, il serait cependant difficile de lui en réserver la propriété exclusive. Un syndicat de garantie, ayant pour adresse télégraphique *Syngar*, a voulu disputer cette dénomination générale à un autre syndicat de garantie établi *dans une autre ville* : il a été débouté à raison de l'impossibilité d'une confusion postale (Lyon, 31 octobre 1907, *Le Droit*, 4 janvier 1907).

Il n'y a, en la matière, aucune difficulté juridique : nous n'avons donc pas à y insister.

CHAPITRE III

LE PATRIMOINE SYNDICAL

Les syndicats ont, ou peuvent avoir un patrimoine, comme toutes les personnes morales. N'a-t-on pas défini précisément la personne morale : un patrimoine collectif affecté à l'utilité publique ou privée ? La formule n'est pas inexacte, si l'on ajoute que la personnalité juridique, en même temps qu'une manière de posséder, est une manière d'agir...

Quelles sont les ressources des syndicats et quelle est la consistance du patrimoine syndical.

I

L'article 6 de la loi de 1884 mentionne comme ressource des syndicats et semble mentionner comme leur unique ressource, les *cotisations*. Ces cotisations ne sont pas limitées par la loi à un chiffre maximum : il est facile par conséquent de faire aux syndicats, sous forme de cotisations, des libéralités déguisées. Et l'on sait d'autre part que les statuts des associations prévoient presque toujours le rachat des cotisations. Ainsi l'intérêt de la controverse

relative à la capacité d'acquérir des syndicats se trouve en pratique relativement assez faible.

La cotisation versée est définitivement acquise au syndicat. Cependant le syndiqué démissionnaire conserve le droit de faire partie des *caisses* de secours ou de retraites organisées par le syndicat, lorsque ces caisses sont alimentées, non par les revenus généraux du syndicat, mais par des cotisations spéciales ou une portion spéciale, déterminée par les statuts, de la cotisation syndicale : il faut une décomposition de la personnalité civile du syndicat, faisant à chaque service correspondre un patrimoine (voir notamment Bordeaux, 27 oct. 1902. — *Rec. Bordeaux*, 1903, 1-24).

On reconnaît aux syndicats le droit d'avoir des membres honoraires, dont le trait caractéristique est de payer des cotisations, souvent plus élevées que celles des membres ordinaires ou actifs, sans participer effectivement au fonctionnement, aux travaux et aux avantages de l'association (Bordeaux, 8 février 1889. — *Revue des sociétés*, 1889, p. 264). On pourrait les appeler des membres donateurs...

Les syndicats reçoivent quelquefois des subventions administratives. Mais la loi de 1884 ne les prévoit pas : il en est différemment de la loi de 1901, qui les vise tout spécialement parmi les ressources des associations déclarées.

Enfin, il faut ajouter aux recettes budgétaires de l'association professionnelle le produit des amendes, édictées par les statuts de nombreux syndicats ouvriers, dans les hypothèses les plus diverses : absences répétées aux séances du bureau ou du conseil syndical, refus de cesser le travail conformément aux délibérations de la majorité des membres, travail dans un chantier ou un atelier mis

en interdit..., etc. Il peut y avoir des clauses pénales dans le pacte syndical, comme dans toute convention.

II

Les syndicats peuvent-ils recueillir des dons et legs ? La question réclame une solution, même au point de vue pratique, en ce qui concerne les libéralités testamentaires, et les libéralités entre-vifs faites aux syndicats par des personnes étrangères à la profession.

La loi de 1884 a été tout d'abord interprétée par les auteurs, et notamment par M. Hubert-Valleroux, comme refusant aux syndicats la capacité d'acquérir à titre gratuit (1).

A l'appui de cette opinion qui n'est pas sans conserver des défenseurs, on invoquait les principes, les textes, et les travaux préparatoires.

La question de principe ne nous arrêtera pas longtemps. Le syndicat est une personne morale d'utilité publique. Or les libéralités, qu'elles se présentent sous la forme de cotisations minimales, ou sous la forme de dons et legs, constituent la ressource normale des personnes morales publiques : l'article 910 du Code civil, conçu en termes généraux en est la preuve. Tout en vérité, parmi leurs ressources, doit être à quelque degré libéralité, puisqu'elles se voient par définition interdire les actes

(1) Hubert-Valleroux, *Bull. Soc. de législ. comparée*, 1886, p. 81. — *Rev. des Sociétés*, avril 1886, p. 231-233. — V. du Bled, *Revue des Deux-Mondes*, 14 septembre 1887, p. 109. — Gain, *La Loi*, 18 et 19 janvier 1886, p. 58.

lucratifs. Le législateur de 1884 n'avait donc pas à concéder formellement aux syndicats la capacité d'acquérir : elle leur appartient par le seul fait qu'ils sont des personnes morales publiques.

Mais on a soutenu que la loi de 1884 contenait implicitement l'interdiction aux syndicats d'acquérir à titre gratuit.

L'article 6 de la loi est ainsi conçu : « Les syndicats pourront employer les sommes provenant des cotisations. Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à leurs réunions... etc... »

La tournure de la phrase n'indique-t-elle pas clairement que le législateur avait en vue dans l'article 6 les seules acquisitions faites *avec le produit des cotisations*, c'est-à-dire les acquisitions faites à titre onéreux. Seulement, cette interprétation restrictive de l'article 6 est difficile à concilier avec les dispositions de l'article 8 : « Lorsque des biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la *libéralité* pourra être demandée par le Procureur de la République ou les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus et le prix en sera déposé à la Caisse de l'association. Dans le cas de *libéralités*, les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers ou ayant-cause ». L'article 8 paraît clair. Il prévoit le cas d'une acquisition à titre gratuit, et autorise le Procureur de la République et les intéressés à en demander la nullité, si l'acquisition est contraire aux prescriptions de l'article 6, c'est-à-dire si elle a pour objet un immeuble inutile au fonctionnement de l'association.

Mais de l'article 8, une autre interprétation a été proposée. D'après certains auteurs, il faut entendre par biens

acquis contrairement aux dispositions de l'article 6 tous les biens provenant d'une source autre que l'acquisition à titre onéreux *au moyen du produit des cotisations*. L'article 8 dit : « dans le cas d'acquisitions à titre onéreux, les *immeubles* seront vendus... ; dans le cas d'acquisition à titre gratuit, les *biens* feront retour aux disposants... » N'y a-t-il pas entre ces deux expressions *immeubles* et *biens*, la seconde plus compréhensive que la première, une antithèse préméditée ? L'hypothèse est séduisante, et a le mérite d'effacer toute contradiction entre les articles 6 et 8 de la loi. La loyauté oblige donc à reconnaître qu'il est impossible de trouver dans le *texte même* de la loi de 1884 un argument direct en faveur de la capacité d'acquérir à titre gratuit des syndicats. L'indécision des articles 6 et 8 n'est peut-être pas tout à fait involontaire : trop souvent le législateur laisse à la jurisprudence le soin de compléter la loi et de lui donner les précisions nécessaires. Et la jurisprudence cherche et en l'espèce peut trouver dans les travaux préparatoires la solution qui n'existe pas dans la loi.

Les travaux préparatoires de la loi de 1884 semblent justifier en effet la thèse la plus favorable aux syndicats.

Le texte primitif de l'article 6, dans la rédaction soumise au Sénat, contenait la disposition suivante : « Les syndicats auront le droit d'ester en justice ; il leur est interdit d'acquérir..... *autrement qu'à titre onéreux* » (article 4 du projet devenu l'article 6 de la loi). Or ce texte, voté par le Sénat, fut repoussé par la Chambre qui rétablit, sur une déclaration du rapporteur, le texte antérieurement voté par elle (*J. Off.*, Doc. parl., p., 397). Et le Sénat ratifia purement et simplement la rédaction adoptée par la Chambre des députés. On voit par cet incident des

travaux préparatoires que le législateur n'a pas voulu refuser explicitement aux syndicats la capacité d'acquérir à titre gratuit. A vrai dire, il a laissé la question *en l'air*, si l'on veut nous passer l'expression.

Mais il y a la déclaration de M. Goblet ! M. Goblet a dit au cours des débats que les syndicats ne pouvaient acquérir qu'au moyen des cotisations de leurs membres (Déb. parl. 1881, p. 997, art. 3). Mais cette opinion personnelle n'est pas un article de loi : elle perd même toute sa valeur, si l'on considère les longues délibérations parlementaires, les pérégrinations successives de la Chambre au Sénat et du Sénat à la Chambre qui ont retardé le vote du projet déposé en 1880 par le Gouvernement, et surtout, — l'observation est décisive, — si l'on veut bien remarquer que le projet gouvernemental ne pouvait guère accorder aux syndicats le droit d'acquérir à titre gratuit, puisqu'il ne leur donnait pas la personnalité civile.

Un autre incident des travaux préparatoires a été également détourné de sa signification. Un amendement de M. de Mun, tendant à accorder aux syndicats *mixtes* la capacité d'acquérir à titre gratuit a été rejeté par la Chambre. Mais il faut analyser les motifs du rejet. D'abord, le Parlement ne pouvait, en donnant la capacité d'acquérir à titre gratuit aux seuls syndicats mixtes la dénier aux autres associations professionnelles, et, d'autre part, il n'a pas voulu donner aux syndicats mixtes la capacité d'acquérir des immeubles, *sans aucune limitation*, comme le demandait le comte de Mun, dans le même amendement.

« On veut tenter, disait nettement M. Waldeck-Rousseau, de reconstituer une propriété immobilière sous-

traite au mouvement des ventes et des échanges ». (Déb. parl. 1883, Ch., séance du 13 juin 1883).

Le rejet en bloc de l'amendement de M. de Mun n'a donc en aucune manière la portée qu'on a essayé de lui attribuer.

On a enfin soutenu que les syndicats, en principe incapables de recueillir des libéralités entre vifs ou testamentaires, pouvaient toutefois recevoir des dons manuels. Cette opinion singulière, aujourd'hui abandonnée, était fondée sur une phrase du rapport de M. Lagrange, dans lequel était donnée l'énumération des dons les plus faciles à prévoir : outils, mobiliers, etc., pouvant être faits aux syndicats de la *main à la main*. Mais on oublia de noter qu'aucun passage du rapport ne repousse l'hypothèse d'une libéralité testamentaire. De plus, il n'est pas juridique de reconnaître le don manuel comme valable, alors que le don par acte authentique ne l'est pas. Et pratiquement, on ne voit pas pourquoi le syndicat apte à recueillir 50.000 francs de la main à la main, ne pourrait recevoir 10 francs par testament.

Ainsi, et pour conclure, ou bien les syndicats ne sont pas aptes du tout à recueillir à titre gratuit, ou bien ils peuvent recevoir des dons et legs dans les conditions et les formes du droit commun.

La solution la plus libérale semble consacrée par une jurisprudence constante : Seine, 16 juillet 1896. — S. 99. 2.221 ; — 3 août 1899, S. 00.2.54 ; — enfin, tout récemment, 17 mai 1905. — *Gaz. des Trib.*, 1905, 2.326.

Si les syndicats sont aptes à recueillir à titre gratuit, peuvent-ils accepter les dons et legs sans l'autorisation du gouvernement. Par leur nature juridique, par l'étendue de leur capacité, ils se rapprochent singulièrement des

établissements d'utilité publique, Or, ces derniers, d'après l'article 910 du Code civil, ne peuvent accepter définitivement les libéralités qui leur sont adressées sans obtenir, au préalable, l'autorisation administrative : la loi du 4 février 1901 a simplifié les formes, mais n'a pas fait disparaître le principe de l'autorisation.

Le Conseil d'État, dont l'appréciation est décisive en la matière n'a pas admis l'extension de la tutelle administrative aux associations professionnelles. Un avis du Conseil d'État du 30 juillet 1891 (Legs Montchaussée) déclare, en effet, qu'« aucune disposition ne permet au Gouvernement d'autoriser l'acceptation » d'une libéralité à un syndicat. La rédaction de l'avis est obscure : nous croyons que le Conseil d'État s'est prononcé sur la question d'*autorisation* prise en elle-même, mais on peut également soutenir qu'il a entendu dénier implicitement aux syndicats la capacité d'acquérir à titre gratuit (1).

Le Tribunal de la Seine, dans le jugement déjà cité du 16 juillet 1896, se prononça d'une manière moins équivoque :

« ... Attendu que les syndicats ont un caractère d'utilité publique qui a déterminé le législateur à les soustraire à l'application des anciennes lois restrictives de la liberté d'association, mais que ce caractère n'implique pas à leur égard la nécessité d'obtenir l'autorisation du Gouvernement pour recueillir les dons et legs ; que la loi nouvelle, de même qu'elle leur permettait de se former sans aucun des modes d'autorisation requis pour la fondation des autres établissements d'utilité publique, et qu'elle a affran-

(1) V. *Répertoire de droit administratif*, v° *Dons et legs*, article de M. Th. Tissier, n° 208.

chi leur fonctionnement de toute tutelle, n'a institué aucune procédure pour autoriser les acquisitions à titre gratuit qu'ils pourraient faire ; — que l'article 910 a pour but principal de restreindre la main-morte immobilière, ce que fait l'article 6 de la loi de 1884, et de prémunir les familles contre des entraînements excessifs et des influences condamnables, qui ne sont guère à redouter ici ; — que pour sauvegarder la sécurité publique, et les droits de l'État, la loi de 1884 a cru devoir substituer à l'intervention préventive de l'administration la seule *action répressive* en cas d'infraction aux statuts....., etc. »

Certains arguments du Tribunal de la Seine doivent être écartés.

Assurément, la loi de 1884 n'a institué aucune procédure pour l'autorisation des dons et legs adressés aux syndicats ; mais la formule générale de l'article 910 permet aux lois spéciales à telle ou telle catégorie d'établissements publics ou d'utilité publique de *se référer tacitement* à la procédure de droit commun : il en est un exemple dans la loi de 1865 sur les associations syndicales.

D'autre part, au point de vue pratique, le Tribunal constate que l'article 6 de la loi de 1884 suffit à prévenir l'accroissement de la mainmorte immobilière des syndicats, mais l'article 6 ne prévient pas l'accroissement indéfini de leur richesse *mobilière* : or, la richesse mobilière, c'est aujourd'hui la meilleure part de la richesse publique. L'intervention administrative pourrait donc rendre pratiquement des services. La mainmorte est toujours la mainmorte, et présente les mêmes dangers à des degrés divers, quelle que soit sa nature : nous ne voyons guère, à ce point de vue, la différence entre un titre nominatif et une maison.

Mais, sous cette double réserve, l'argumentation du Tribunal de la Seine, fortifiée dans un jugement plus récent du 17 mai 1905, doit être selon nous acceptée.

La loi de 1884 a libéré complètement et absolument les syndicats de l'intervention discrétionnaire de l'autorité administrative, au moment de leur formation. Logiquement, elle ne saurait avoir maintenu, dans la vie juridique de l'association régulièrement constituée, le régime arbitraire de l'autorisation par acte spécial et individuel. Au moins faudrait-il, pour prévaloir contre la logique, un argument sérieux tiré du texte ou des travaux préparatoires : or, nous l'avons dit, cet argument n'existe pas. La loi de 1884 a donc substitué, dans l'un et l'autre cas, le contrôle répressif de l'autorité judiciaire au contrôle préventif de l'administration.

Aussi bien les deux modes de contrôle ne sauraient-ils être exercés cumulativement. Le jugement du Tribunal de la Seine du 17 mai 1905 dit très bien : « ...il n'est pas admissible que le législateur ait pu mettre en conflit l'autorité administrative et l'autorité judiciaire en leur permettant de donner à la *même* question des solutions *contradictaires* ».

Le zèle du ministère public et surtout la vigilance des héritiers suffisent fort bien à assurer l'observation de la double condition imposée par la loi de 1884 aux acquisitions syndicales, à savoir que ces acquisitions n'aient pas pour objet des immeubles inutiles à l'association, et qu'elles ne soit pas d'autre part contraires, par leur destination, à la mission spéciale du syndicat.

En créant une procédure exclusivement judiciaire en vue de poursuivre l'annulation des libéralités irrégulières, l'article 8 a dérogé aux règles ordinaires de la tutelle

administrative. Dérégulation, il est vrai, implicite, mais elle n'en est pas moins certaine, car elle résulte de la nature des choses.

III

Les syndicats ont le droit d'acquérir, sans limitation, des biens mobiliers, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit. La loi de 1884 n'a pris soin d'organiser elle-même aucun contrôle de la richesse mobilière des syndicats : elle échappe donc à tout contrôle, puisque, suivant l'opinion dominante, il n'y a pas lieu d'appliquer aux libéralités adressées à ces associations privilégiées le principe de l'autorisation gouvernementale. Enfin il convient d'ajouter que la loi de 1884 n'a prescrit aux syndicats aucun mode particulier de placement des valeurs mobilières, par exemple le placement en titres nominatifs ou en valeurs publiques, qui donnerait au patrimoine social un caractère plus stable et moins occulte.

C'est en un mot le régime de la pleine liberté.

Au contraire, à l'égard des immeubles, la loi devient restrictive. Le législateur a redouté le développement d'une mainmorte syndicale : crainte un peu vaine, mais les travaux préparatoires démontrent qu'elle a été sa pensée constante.

Les syndicats ne peuvent acquérir que les immeubles nécessaires à leurs réunions, à l'installation de leurs bibliothèques, de cours professionnels. Cette énumération de l'article 6 doit-elle être considérée comme limitative ? Malgré l'absence d'une formule générale dans la loi, les

auteurs s'accordent à reconnaître aux syndicats le droit d'acquérir tous les immeubles nécessaires à leur *fonctionnement régulier* : immeubles pour champs d'expériences et de culture rationnelle, cercles ouvriers ou patronaux, etc., etc,.. Il faut éclairer à cet égard la loi de 1884 par les articles 6 et 10 de la loi de 1901. Combien d'immeubles sont utiles aux syndicats, en dehors de la liste inscrite dans la loi de 1884 ! On en trouvera une longue énumération dans le projet Millerand de 1899. Et elle pourrait être étendue.

Quelles sont les sanctions de la prohibition posée par l'article 6 ?

Il y a, d'une part, les sanctions pénales de l'article 9 : pénalités individuelles contre les administrateurs et directeurs, et *pénalité corporative* contre le syndicat lui-même, c'est-à-dire la dissolution. Nous savons déjà que la pénalité corporative est prononcée seulement comme peine complémentaire, et facultative, à la diligence du ministère public.

Il y a, d'autre part, les sanctions civiles de l'article 8 : s'agit-il d'acquisitions à titre onéreux ? La loi prescrit la revente judiciaire des immeubles indûment acquis ; s'il s'agit d'acquisitions à titre gratuit, elle prescrit avec plus de sévérité le retour des biens aux disposants.

L'acquisition à titre onéreux d'un immeuble inutile au fonctionnement du syndicat n'est pas frappée d'une nullité d'ordre public. Cela résulte du § 2 de l'article 8. L'acquisition est valable et produit tous ses effets tant à l'égard de l'acheteur qu'à l'égard du vendeur. On applique le droit commun du contrat de vente. Le vendeur doit livrer la chose, l'acheteur doit payer le prix, le vendeur peut demander la résolution du contrat pour inexécution des

conditions, etc... Pour que l'acquisition soit valable, il faut naturellement, et il suffit que le syndicat possède la personnalité civile. Alors il devient propriétaire incommutable de l'immeuble indûment acquis, il peut le revendre, le grever de droits réels, etc..., jusqu'au jour où le tribunal prononce la revente judiciaire, *au profit du syndicat* (§ 2, art. 8). Le prix de l'immeuble vendu est « déposé à la caisse de l'association ». En un mot, la loi exige, et elle exige seulement la substitution, dans le patrimoine syndical, de biens mobiliers aux biens immobiliers irrégulièrement acquis. Cette disposition est logique, puisque la loi autorise l'extension indéfinie de la richesse mobilière des syndicats.

Par qui la revente judiciaire peut-elle être provoquée ? Par le procureur de la République et par les intéressés. Mais l'article 8 contient deux dispositions, l'une relative aux acquisitions à titre onéreux, l'autre aux acquisitions à titre gratuit. Le § 1^{er} de l'article 8 s'applique *collectivement* à ces deux dispositions, mais il ne peut s'appliquer *littéralement* qu'à la seconde.

En effet, il n'y a pas de tiers intéressé à la revente de l'immeuble indûment acquis, puisque le produit de la vente doit tomber dans la caisse du syndicat. On connaît la maxime : *Pas d'intérêt, pas d'action*. Il n'y a en vérité qu'un intéressé : l'État, représenté par le procureur de la République.

Seul, par conséquent, le procureur peut agir devant les tribunaux ; quelquefois, il saisira le tribunal civil d'une action à fin de revente judiciaire, comme partie principale. Le plus souvent, il demandera au tribunal correctionnel de prononcer contre le syndicat et ses administrateurs les sanctions pénales de l'article 9 et à titre

de peine accessoire, d'ordonner la revente de l'immeuble.

Il est toutefois possible que l'action principale devant le tribunal civil soit seule ouverte au ministère public, par exemple : si l'action pénale est prescrite, si le procureur de la République a engagé précédemment des poursuites sans demander la revente, enfin si l'immeuble, acquis régulièrement et affecté à une destination régulière, vient à prendre, après un certain temps, une destination illégale. L'article 6 ni l'article 9 n'ont, d'ailleurs, prévu cette dernière hypothèse.

En ce qui concerne les acquisitions immobilières à titre gratuit, la loi est plus rigoureuse. Elle prescrit, en effet, le retour des biens immobiliers aux disposants ou à leurs héritiers et ayants-cause. Ici, il y a des « intéressés ». Il ne s'agit plus d'obtenir la revente au profit du syndicat, mais de faire prononcer par le tribunal la nullité de l'acquisition, *nullité absolue et d'ordre public*.

L'acquisition à titre gratuit d'un immeuble en contravention de l'article 6 n'est pas valable : le syndicat ne devient pas propriétaire, il ne peut constituer hypothèque sur l'immeuble, etc. L'immeuble indûment acquis doit faire retour, franc et libre de toutes charges, dans le patrimoine du donateur ou de ses ayants-cause ou des héritiers du testateur.

Les intéressés perdent le droit de demander la nullité de l'acquisition, si le syndicat peut invoquer la prescription trentenaire. Mais aucune prescription *extinctive*, aucune confirmation ne peuvent effacer une nullité absolue.

Le ministère public conserve toujours le droit d'agir, car le syndicat n'a jamais le droit de donner à un im-

meuble, même après trente années de possession, une destination contraire à la loi.

Si à la suite d'une action en nullité du ministère public, accueillie par le tribunal, les donateurs, leurs ayants-cause, ou les héritiers du testateur refusent de reprendre la propriété de l'immeuble, il semble impossible d'admettre que ces différentes personnes puissent *d'office* devenir les propriétaires de l'immeuble. Cependant, dans l'état actuel des textes, cette solution est la seule juridique. Lorsque l'acquisition a été déclarée nulle, le syndicat est supposé n'avoir *jamais* été propriétaire et le disposant est censé n'avoir jamais cessé de l'être. Le ministère public ne pourrait-il, devant le refus des disposants, requérir seulement la revente judiciaire de l'immeuble indûment acquis ? On considérerait alors le refus des disposants comme équivalant à une donation de la valeur vénale de l'immeuble.

Mais le texte de la loi est formel : il parle de retour aux disposants, non de revente au profit du syndicat. On peut d'ailleurs relever une contradiction entre le § 2 et le § 3 de l'article 8. On ne voit pas nettement pourquoi l'article 8 ordonne simplement la revente dans le cas d'acquisition à titre onéreux, et prononce la nullité absolue dans le cas d'acquisition à titre gratuit. La contradiction ne disparaîtrait que si le § 3 de l'article 8 s'appliquait aux libéralités *mobilières* comme aux libéralités *immobilières*. Mais nous avons dit que cette interprétation n'était pas conforme aux travaux préparatoires.

Toutes ces incohérences, et toutes ces inconséquences, dont fourmille la loi de 1884, résultent de ce qu'elle n'a pas été conçue d'un seul jet, ni votée d'une seule traite ;

comme la plupart des textes issus d'un débat collectif, elle est une marqueterie de dispositions nées à des moments divers dans des intelligences différentes. C'est à l'interprète, éclairé par la pratique, qu'il appartient de faire les « raccords » nécessaires pour mettre dans cette confusion une relative unité.

CHAPITRE IV

LES CONTRATS SYNDICAUX

On chercherait en vain dans la loi de 1884 un article attribuant expressément aux syndicats la capacité contractuelle ; elle n'est cependant ni contestable ni contestée, car les syndicats sont des personnes morales, et la personnalité morale implique le droit de contracter, comme le droit d'acquérir et le droit d'ester en justice. Les travaux préparatoires ne laissent d'ailleurs subsister aucun doute sur ce point.

Mais il est difficile de préciser dans quel but, et dans quelles limites peut s'exercer l'*activité contractuelle* des syndicats ?

I

Ayant un patrimoine, les syndicats ont évidemment le droit de passer tous les contrats relatifs à la constitution, à la gestion, à la conservation, à l'accroissement de ce patrimoine.

Mais, pour étendre leurs ressources et faire fructifier leurs capitaux, les syndicats ne peuvent se livrer à des opérations de nature commerciale. Cette prohibition ré-

sulte de l'article 3 de la loi de 1884 : créés pour l'étude et la défense des intérêts professionnels, ils ne doivent pas usurper le rôle des sociétés commerciales, soumises à une législation entièrement différente.

Bien entendu, les membres du syndicat, *ut singuli*, peuvent constituer entre eux des sociétés commerciales, notamment des sociétés coopératives de production ou de consommation : les syndiqués sont libres, si le syndicat ne l'est pas. Mais ces sociétés restent absolument distinctes du syndicat personne morale (ainsi jugé : Lyon, 26 mars 1891).

Si le syndicat fait, au mépris de la loi, des actes de commerce, et par exemple s'il exploite un brevet, se porte adjudicataire d'une entreprise publique ou privée....., il tombe sous le coup de l'article 9. Mais il faut noter que, d'après la jurisprudence, les actes de commerce, faits en contravention de la loi de 1884, sont juridiquement valables *en tant qu'actes de commerce*, et, par conséquent, la juridiction commerciale est compétente pour statuer sur les litiges auxquels ils viennent à donner lieu. Il en résulte que pratiquement les syndicats peuvent se comporter comme de véritables sociétés commerciales, si le ministère public et les intéressés s'abstiennent de demander contre eux l'application des pénalités de l'article 9. Le syndicat perd seulement le droit d'invoquer le bénéfice de la loi de 1884 : le juge le traite, et doit le traiter, non en syndicat, mais en société de fait. Ainsi jugé par le Tribunal de commerce du Mans, à la date du 6 mars 1894 (S. 95.2.10). « Attendu que la loi de 1884 est journellement violée par les syndicats qui achètent des marchandises pour les revendre avec un bénéfice souvent supérieur à celui du commerce, qu'ils n'ont ni patente, ni

impôts, tandis que les commerçants, en dehors de la patente, et autres impôts du commerce, ont des frais plus élevés de loyer, de manutention...; que le syndicat agricole du Mans est mal venu à invoquer la loi de 1884, après l'avoir violée dans son esprit et dans son texte, car il ne s'agit pas dans la cause d'actes faits pour l'étude et la défense des intérêts économiques, agricoles, mais d'actes qui ont été une source de bénéfices pour le syndicat....; dit que le Syndicat agricole du Mans a bien fait des actes de commerce, ce qui établit suffisamment la compétence du Tribunal de commerce ». (Le Mans, 6 mars 1884). Et si le syndicat s'est transformé en une véritable société commerciale, il peut être mis en liquidation judiciaire (Riom, 18 mars 1897. — *Revue de dr. industr.*, p. 152. — Cf. Angers, 24 octobre 1891. S. 95.2.80). En un mot, la forme syndicale ne doit pas couvrir le fond commercial, aux dépens de l'intérêt des tiers.

À l'égard de leurs membres, les syndicats peuvent prendre les engagements les plus variés. La loi autorise en effet de nombreuses créations syndicales : caisses ou services de secours ou de retraites, cours professionnels, offices de placement gratuit,... etc. On voit la multiplicité des relations juridiques qui peut naître entre l'association et ses adhérents. Il faut et il suffit que les institutions syndicales aient pour objet l'intérêt professionnel, et ne présentent pas un caractère commercial : dans ces limites, l'initiative du syndicat s'exerce librement. Le principe est très simple, mais les applications ne sont pas sans prêter à la controverse. Par exemple, si les opérations de crédit mutuel, à raison de leur nature aléatoire, sont considérées comme des actes de commerce, et par conséquent interdits aux syndicats, il n'en est pas

de même des opérations d'assurances mutuelles, au moins depuis la loi du 1^{er} juillet 1900.

Enfin les syndicats s'obligent, dans les termes du droit commun à l'égard de leurs fournisseurs, de leurs employés, de leurs propriétaires... (1).

En résumé, on reconnaît sans peine aux syndicats le droit de contracter, toutes les fois qu'ils agissent en tant que personnes morales jouissant d'une vie juridique autonome.

II

Les syndicats, s'ils peuvent contracter pour eux-mêmes, peuvent-ils passer des contrats dans l'intérêt et pour le compte de leurs membres ? Le contrat collectif de travail, le contrat collectif de vente ou d'achat sont les deux types les plus répandus de contrats syndicaux.

Si la question est généralement présentée comme insoluble dans l'état actuel des textes, c'est parce qu'elle est posée en termes inexacts. En dégageant par l'analyse les éléments du problème, on s'aperçoit qu'il est au fond assez simple, et la loi de 1884 permet de lui donner une réponse certaine.

A. — Le contrat collectif de travail.

Pour obtenir l'amélioration des conditions du travail, les ouvriers n'ont qu'une arme efficace : la grève. Mais

(1) Une espèce curieuse. Un syndicat peut créer des « bons de fourniture » au profit d'une personne : le fournisseur n'a alors d'action que contre le syndicat, non contre celui auquel le produit a été livré (Cas., 29 mai 1895. *Le Droit*, 11 août 1895).

la grève est une crise douloureuse dont le renouvellement fréquent est gravement préjudiciable aux intérêts des ouvriers comme aux intérêts des patrons.

La grève n'a d'utilité que si elle produit des résultats durables, c'est-à-dire si elle se termine par un traité de paix, que les parties s'engagent à ne pas dénoncer avant un terme déterminé et non pas un court armistice, prélude d'une lutte nouvelle.

Le contrat collectif du travail est ce traité de paix. Il consolide pour une longue période les avantages obtenus par les ouvriers et préserve les patrons d'une reprise inattendue des hostilités. Il faut reconnaître que la grève est souvent un désordre nécessaire : mais elle doit aboutir à un équilibre stable.

Nous ne voulons pas étudier ici, au point de vue économique, le régime du contrat collectif du travail (1). Il nous suffit de constater qu'il est aujourd'hui de pratique courante dans tous les pays de grande industrie, et prend chaque année une extension plus considérable. Or, dans le développement du contrat collectif, le rôle des syndicats professionnels est capital. Avant d'être un syndicat, les ouvriers d'une industrie ou d'une mine ne sont qu'une foule, et comment traiter d'une manière valable et sûre avec une collectivité amorphe ne se traduisant pas dans un organisme déterminé ? Ouvriers et patrons ne sauraient se contenter, comme garantie exclusive de l'exécution du contrat, de leur bonne foi réciproque. Si la coercion dans les rapports sociaux ne peut entièrement suppléer à la bonne foi, elle peut néanmoins la fortifier. Il est donc intéressant de rechercher si le contrat collectif

(1) V. *La Vie du Droit*, première partie, livre II, chap. iv et v.

de travail, dès maintenant entré dans la coutume, est reconnu par la jurisprudence.

La validité du contrat collectif de travail est, à notre sens, incontestable, si l'on prend pour point de départ, non le Code civil, qui ignorait, et pour cause, l'action collective de la classe ouvrière, mais la loi de 1884, *qui se suffit pleinement à elle-même et doit être interprétée par elle-même*.

Il est possible que le contrat collectif ne puisse être concilié avec les principes du Code civil. Mais entre le Code civil et nous, il y a eu un fait nouveau : la grande industrie, et il est certain que ce fait nouveau est en train de créer de nouveaux principes. Ils ne sont pas dans le Code civil, mais on peut les dégager de la loi de 1884, s'achevant par les mœurs et la jurisprudence (1).

D'après l'article 3 de la loi de 1884, les syndicats ont pour but la défense de l'intérêt professionnel ; d'après l'article 6, ils jouissent de la personnalité civile. Qu'est-ce donc alors qu'un syndicat ? Ce n'est pas autre chose qu'une *personne morale au service de l'intérêt professionnel*. Toute la théorie juridique du contrat syndical de travail est là, et elle n'est pas ailleurs. On ne peut pas refuser aux syndicats le droit d'user de la capacité civile qui leur est conférée par la loi de 1884, en vue de réaliser l'objet même que la loi de 1884 propose à leurs efforts. L'intérêt de la profession, c'est la fin ; la personnalité civile, c'est le moyen.

(1) La loi du 27 décembre 1892, qui a institué une procédure de l'arbitrage facultatif, suppose la validité du contrat collectif. L'accord entre les parties ou leurs délégués, enregistré dans le procès-verbal dressé par le juge de paix, n'est rien s'il n'est une convention collective.

Ainsi, pour démontrer la validité du contrat collectif, il est assurément nécessaire, mais aussi il est suffisant de démontrer que la fixation des conditions du travail appartient à la catégorie des intérêts professionnels dont les syndicats ont légalement la sauvegarde. Le Code civil ne peut pas nous inspirer une solution : il est étranger au problème.

Or les syndicats ouvriers n'ont pas d'intérêt plus immédiat et plus grave, et, disons le mot, de *fonction* plus certaine que d'obtenir pour leurs membres les meilleures conditions de travail. Si les syndicats ne pouvaient agir directement ou indirectement sur le taux des salaires et la durée de la journée de travail, ils ne seraient que des sociétés de secours mutuels, des sociétés amicales de personnes appartenant à la même profession, ils ne seraient pas ce qu'ils doivent être et ce qu'ils sont en réalité, les représentants d'un corps de métier librement recruté, et s'organisant pour la défense de ses intérêts économiques. De même que l'originalité et la raison d'être des corporations sous notre ancien régime était la fixation du prix de vente le plus élevé pour les marchandises des « maîtres », de même l'originalité et la raison d'être des syndicats modernes, c'est la conquête et le maintien des « meilleurs salaires », des « fair day's Wages for a fair day's work ». Le droit de syndicat est le complément du droit de grève. Le législateur a donc fortifié le désordre en permettant la concentration des énergies ouvrières ; il serait absurde de supposer qu'il ait interdit au syndicat de garantir l'équilibre par le contrat collectif. Telle ne pouvait être, et telle n'a pas été l'intention du Parlement.

« Que veulent faire les associations disait, en 1881,

M. Floquet, quel est le but des associations ouvrières, sinon de vendre la plus précieuse des marchandises, le travail humain, et de le vendre aux meilleures conditions..... 'Jusqu'à ce jour, la marchandise qu'on appelle le travail a été vendue au détail, parcelle par parcelle, par des hommes isolés, maintenant il faut, au moyen de l'association, établir le commerce *en gros, collectif* de cette marchandise (Déb. parl., Ch. mai 1881, p. 966, col. 2 et 3).

M. Tolain (rapport au Sénat. — S. *Lois annotées*, 1884, 2^e vol. I, 644) disait de même qu'il fallait considérer les syndicats comme plus aptes que l'homme isolé à débattre en toute liberté les conditions de la fabrication, ou le *chiffre des salaires*.

En présence de ces déclarations peu équivoques, confirmant l'interprétation des textes, la validité du contrat collectif ne devait-elle pas s'imposer à la jurisprudence ? Cependant, la jurisprudence, assez rare sur la question, n'est encore, à l'heure présente, ni très précise, ni très cohérente. Ce n'est pas, en vérité, parce que la jurisprudence refuse d'admettre la validité du contrat collectif, c'est parce qu'elle n'est pas jusqu'ici parvenue à l'*expliquer*.

En 1889, à la suite d'une grève, une convention avait été conclue entre le syndicat des tisseurs de Chauffailles et trois industriels de la région. Cette convention stipulait au profit des membres du syndicat une augmentation des salaires et une diminution de la journée de travail. Les patrons ne tardèrent pas à commettre des contraventions au contrat collectif de travail qu'ils avaient librement consenti, et le syndicat les actionna en dommages-intérêts devant le Tribunal de Commerce de Charolles.

Le Tribunal de Charolles n'hésita pas à reconnaître la pleine validité du contrat collectif, et à consacrer le droit pour les syndicats de fixer par une convention avec les patrons, au nom des ouvriers, le taux des salaires et la durée du travail, ces questions rentrant au premier chef « dans la catégorie des intérêts généraux de la profession » dont la défense appartient aux syndicats professionnels. Le jugement était, d'autre part, fondé sur l'abrogation de la loi du 14 juin 1791, qui déclarait inconstitutionnelles les délibérations des citoyens appartenant aux mêmes professions et métiers, en vue d'établir un accord sur le prix de leurs travaux. Enfin, il était constaté que les patrons, en traitant avec le syndicat avaient, par là-même, reconnu la légitimité des droits des associations professionnelles relativement à la fixation des conditions du travail : dès lors, ils étaient mal venus à invoquer, au moment de tenir la parole donnée, l'antique maxime : *nul ne plaide par procureur*. (Tribunal de Charolles. — S. 96. 1:329).

L'arrêt de la Cour de Dijon, infirmant le jugement de première instance, en ce qui concerne la recevabilité de l'action en justice du syndicat, ne refusa pas cependant d'admettre la validité de la convention syndicale. Il est incontestable, déclare l'arrêt de Dijon, que la fixation du taux des salaires, et la réglementation des heures de travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux pour la sauvegarde desquels les syndicats peuvent se constituer et que par conséquent « les membres de la Chambre syndicale de Chauffailles ont pu intervenir pour faire au nom des ouvriers la convention du 14 septembre 1889 »

L'arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} février 1893

rejeta le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Dijon. Mais il ne faut pas chercher dans l'arrêt de 1893 une théorie juridique du *contrat syndical*. En effet, l'arrêt de la Cour de Cassation faisait avant tout ressortir cette circonstance que la convention avait été passée, d'après les termes mêmes de l'acte, *au nom des ouvriers*. L'arrêt, en d'autres termes, ne la considérait pas comme un contrat signé par le syndicat personne morale, il la regardait comme un acte passé par le syndicat, comme mandataire. Or, un tel contrat n'est pas le vrai contrat syndical. Car dans le vrai contrat syndical, l'association professionnelle est *partie* : elle représente non des ouvriers déterminés, mais la profession même dans sa généralité. La décision prudente et équivoque de la Cour de Cassation a donné lieu aux interprétations les plus diverses : elle contient une solution d'espèce, non une solution de principe. (Dans la même hypothèse, Nantes, 13 avril 1897. — *Revue des Sociétés*, 1898. 1. 131. — Cf. Dijon, 23 juillet 1890. — D. 93. 1. 241).

Le droit pour le syndicat de déterminer contractuellement les conditions du travail a été affirmé clairement par un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, du 4 février 1892 (*Gaz. du Pal.* 1892. 1, p. 221). A la suite d'un conflit entre la Compagnie des Omnibus et ses employés, une convention était intervenue, contenant une clause fixant à douze heures la durée de la journée de travail. La Compagnie, qui s'était longtemps résignée à appliquer la convention, en arriva peu à peu à imposer à ses employés des journées de treize ou quatorze heures. Le Tribunal, saisi d'une action en dommages-intérêts formée par le syndicat, refusa d'accueillir cette action, mais consacra formellement la validité de la convention,

et le droit pour le syndicat d'en imposer l'observation à la Compagnie.

« Attendu qu'il y a lieu, dit le jugement, de rappeler la Compagnie à l'observation du contrat, en disant que sous un délai ou sous une astreinte à impartir, elle sera tenue de ne faire travailler ses employés que 12 heures par jour... ». En conséquence la Compagnie fut mise en demeure de se conformer à la convention dans le délai d'un mois, sous une astreinte de 100 francs par jour de retard, à verser au syndicat demandeur.

Les attendus du jugement du Tribunal de Cholet dans une affaire analogue ne sont pas moins formels. (Cholet, 12 février 1897, D. 03. 2. 25).

« Attendu qu'il ressort clairement des travaux préparatoires, du texte et de l'esprit de la loi de 1884 que le législateur n'a point entendu conférer les syndicats dans le domaine purement abstrait des questions théoriques ; qu'en exprimant, aux termes de l'article 3, qu'ils ont non seulement pour objet l'étude, mais encore la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, il leur a ainsi attribué le pouvoir non pas de s'ingérer dans les affaires personnelles de leurs membres, mais le droit de contracter, ... pour soutenir les intérêts de la généralité des syndiqués ; qu'il y a lieu de rechercher quel est le véritable intérêt en jeu dans la cause, si c'est un intérêt individuel simplement, ou un intérêt collectif ; attendu qu'il n'est pas niable que la réglementation des taux des salaires rentre dans la catégorie des questions générales que les syndicats sont autorisés à traiter et que l'uniformité d'un tarif des prix... est précisément l'objet principal en vue duquel le syndicat s'est constitué..... ».

Dans le même sens : Conseil des Prud'hommes de la Seine, 13 avril 1895. *Rev. prat. de droit industriel*, p. 203 ; Angers, 8 juin 1897. *Rec. d'Angers*, 1897, p. 222 ; — enfin, plus récemment : Bordeaux, 19 février 1906. *Rec. de Bordeaux*, 1906, p. 165, et Saint-Etienne, 11 juillet 1907. *Le Droit*, 15 août 1907.

Lorsque le syndicat passe un contrat collectif de travail est-il tout-à-fait juste de dire qu'il contracte *pour lui-même* ? Oui, parce qu'il contracte pour la profession, et que l'intérêt syndical s'identifie légalement à l'intérêt professionnel. Un contrat collectif de travail, ce n'est pas un contrat de louage, au sens du Code civil, c'est comme on l'a très bien dit, un contrat de réglementation professionnelle, une sorte de cahier des clauses et conditions générales du travail, élaboré d'un commun accord entre le syndicat et les patrons. Et cette réglementation est généralement applicable à tous les ouvriers, qu'ils appartiennent ou non au syndicat : car la solidarité des travailleurs dans le cercle d'une industrie déterminée ou d'un établissement spécial est naturellement si étroite que les stipulations collectives, pour profiter aux syndiqués, doivent profiter à tous. Le syndicat agit en un mot comme *représentant légal de la profession*.

Mais le syndicat agit aussi dans l'intérêt et pour le compte de ses membres : il voit l'intérêt de la profession à travers l'intérêt des syndiqués. C'est un autre *aspect* du contrat collectif : il est générateur d'obligations individuelles. En effet, même lorsque le syndicat ne stipule pas expressément au nom de ses membres, il doit être cependant considéré comme leur mandataire. Il n'y a pas alors procuration expresse de la part des ouvriers. Mais la procuration expresse n'est pas la forme unique du mandat :

il y a le mandat tacite ou légal. Or, pour toutes les questions touchant à l'intérêt professionnel, le syndicat est *le représentant légal de ses membres*, et le seul fait pour un individu d'adhérer au syndicat prouve qu'il accepte les conséquences de cette adhésion telles qu'elles sont définies par la loi et les statuts.

Sans doute, le syndiqué n'est pas lié d'une manière irrévocable : car il peut quitter le syndicat. Mais aussi longtemps qu'il reste dans l'association, il doit en subir la discipline. Et particulièrement, il ne saurait porter individuellement atteinte au contrat syndical, sans encourir les pénalités prévues par les statuts, ou sans être exposé à l'action civile dans les termes du droit commun de la part du groupement lésé. Le contrat syndical cesse d'être opposable aux membres de l'association *ut singuli*, s'il dépasse les limites du mandat tacite résultant de la loi ou des statuts. Le syndicat de la boucherie avait passé avec la ville de Paris un traité d'après lequel chacun de ses adhérents devait contribuer pour une somme déterminée à payer l'assurance de locaux mis par la municipalité à la disposition des bouchers : deux syndiqués ayant refusé de s'acquitter à l'égard de la ville, le tribunal de la Seine leur donna raison pour ce motif que le syndicat *en l'absence d'un mandat formel* ne pouvait engager le patrimoine particulier de ses membres. Cependant l'assemblée générale avait ratifié la convention (Seine, 23 juin 1896. — *Le Droit*, 10 juillet 1896). C'est une exception qui confirme la règle.

D'autre part, le syndiqué peut directement poursuivre contre le patron l'exécution des stipulations collectives. Ainsi jugé par le Conseil des Prud'hommes de la Seine, dans le jugement déjà cité du 13 avril 1895. Mais, à

prendre l'espèce en elle-même, la décision était regrettable : car le syndiqué s'était retiré le droit d'invoquer le bénéfice du contrat collectif en y dérogeant expressément par une convention individuelle.

Nous devons successivement montrer l'aspect *syndical* et l'aspect *individuel* du contrat collectif : cette dualité de nature explique en effet admirablement la coexistence de l'action syndicale et de l'action individuelle, simultanément ouvertes pour en assurer l'application.

Il ne nous paraît en aucune manière nécessaire, pour que le contrat collectif soit valable, qu'il soit passé par le syndicat au nom de *tous* ses membres. Un syndicat d'employés d'omnibus peut, à notre sens, passer des contrats collectifs pour telle ou telle catégorie de ses adhérents : conducteurs, cochers, etc... (Cependant Nantes, Trib. com., 13 avril 1897. *Revue des sociétés*, 1898. 131). Adopter une solution plus rigoureuse serait priver du droit de contracter, au nom de leurs membres, les syndicats composés d'individus appartenant à des professions similaires ou connexes. L'intérêt d'une profession, c'est encore dans cette hypothèse, l'intérêt professionnel. Mais si le syndicat traitait pour quelques membres, ce ne serait plus le contrat syndical, ce serait le contrat par mandataire : il faudrait une procuration expresse, et l'association ne serait nullement *partie* à la convention.

B. — Le contrat collectif d'achat.

Les syndicats agricoles, qui ont été suivant une remarque souvent faite, le fruit inattendu de la loi de

1884 ont pris l'habitude de passer pour le compte de leurs membres des contrats collectifs d'achat. Ils achètent en gros des engrais chimiques, des semences, etc... et répartissent ces produits entre leurs membres d'après les besoins de chacun, au prix coûtant augmenté légèrement en vue de couvrir les frais de l'opération : transport, manutention..., etc.

Ces opérations sont-elles légales ? La jurisprudence a résolu la question affirmativement.

« Ne fait pas acte de commerce, dit un arrêt de la Cour de Toulouse (26 mars 1889. — *Rev. des Sociétés*, 1889, p. 403), le syndicat agricole qui, dans le but de procurer à ses membres, dans des conditions favorables, les matières premières nécessaires à l'agriculture, notamment les engrais chimiques, traite directement avec les fabricants, même s'il fait subir aux matières premières une majoration qui représente simplement les débours du syndicat » (dans le même sens : Marseille, comm., 19 juillet 1889. *Rec. Marseille*, 89.1.296 ; C. Bordeaux, 16 avril 1888. D. 90.2.70. — Même solution pour les sociétés coopératives : Bourges, 19 janvier 1869). S'il y a bénéfice, les opérations deviennent commerciales, et par conséquent illicites (Angers, 29 octobre 1894. D. 95.2.88).

Il est certain que l'abaissement du prix des matières premières utiles à l'agriculture est un des « intérêts professionnels » dont les syndicats agricoles ont la défense. « La loi de 1884, disait en 1888 le Ministre du Commerce, si elle ne conférait aux syndicats le droit de faire des opérations semblables ne pourrait être pour les agriculteurs l'objet d'aucune application pratique. » (Lettre au président de la Chambre de commerce de Paris, 22 avril 1888).

A quel titre agit le syndicat agricole, qui achète en

gros les matières premières nécessaires à ses membres ? Il peut acheter directement à son compte et procéder ensuite à la répartition suivant les demandes individuelles ; il peut aussi acheter comme mandataire, en centralisant les commandes des syndiqués. Le contrat collectif d'achat ne soulève aucune des difficultés qui nous ont arrêté dans l'étude du contrat collectif de travail. Il suffit à son égard de se référer au droit commun de la vente et du mandat.

CHAPITRE V

L'ACTION JUDICIAIRE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

La loi de 1884 reconnaît d'une manière expresse aux syndicats professionnels « d'ouvriers *ou* de patrons » le droit d'ester en justice. Malgré la formule involontairement restrictive de l'article 6, on s'accorde à étendre aux syndicats mixtes de patrons *et* d'ouvriers le bénéfice de la personnalité civile. On se demande comment une équivoque grammaticale aussi légère, démentie par tous les travaux préparatoires a pu égarer une seule fois le bon sens du juge (cependant : Domfront, 6 décembre 1884, d'ailleurs infirmé par la Cour de Caen. D. 86. 1.137).

Les associations professionnelles peuvent procéder devant les mêmes juridictions que les particuliers pour soutenir leurs droits méconnus ou se défendre contre des prétentions injustifiées. Même s'il est composé de commerçants, les opérations du syndicat sont purement *civiles*, car le lien social est de nature *civile* (Paix, Alger, 25 juillet 1907. *J. des Trib. alg.*, 14 août 1907). Si le syndicat veut recouvrer judiciairement les cotisations arriérées, poursuivre un de ses membres en dommages-intérêts, c'est devant les tribunaux civils qu'il doit agir (Caen, 30 mai 1892. S. 94. 2. 139 ; Saint-Nazaire,

16 juin 1894. *Gaz. Pal.*, 94. 2. 81 ; — cependant en sens contraire : Paris, Paix, 6 mars 1896. *Gaz. Pal.*, 96. 1. 610). Il n'en est autrement que pour les actions à l'égard des commerçants : le syndicat peut s'adresser dans les termes du droit commun, à la justice commerciale, comme à la justice civile.

Le syndicat est généralement représenté en justice par une personne désignée d'avance par les statuts, presque toujours le président, quelquefois le secrétaire général ou le trésorier. En l'absence de dispositions statutaires, le président est-il de droit représentant de l'association ? Il en a été ainsi jugé par la Cour de Lyon, le 3 juillet 1890, et la solution a paru à la Cour si naturelle qu'elle n'a pas pris le soin d'en indiquer les motifs (D. 91. 2. 30). Elle est cependant contestable, car la direction d'un syndicat est souvent collective : la recevabilité de l'action serait plus certaine, si elle était formée à la diligence de *tous* les membres du conseil syndical, du « bureau » (1). La justice n'a pas à connaître les noms des membres du syndicat : leur individualité s'efface en quelque sorte derrière la personnalité propre du syndicat. Un syndiqué, *ut singuli*, ne pourrait interjeter appel contre un jugement déboutant le syndicat en première instance (Amiens, 13 mars 1895. *Rev. de Dr. indust.*, 1895, p. 371).

I

Ayant un patrimoine, le syndicat peut ester en justice pour en assurer la conservation.

(1) En ce sens, G. Marais. — *Les Syndicats professionnels et la Jurisprudence*. Paris, 1908, p. 75.

C'est ainsi qu'il lui appartient de poursuivre devant les tribunaux le recouvrement des cotisations (Just. Paix, Grenoble, 29 juin 1889. *Bull. Off. du Trav.*, 1900, 1^{er} semestre, 263) ou le paiement des amendes (*id.*, 30 mai 1892. D., 1893. 2. 245). La légalité des amendes, clauses pénales du pacte statutaire n'étant pas douteuse, nous ne voyons aucune raison de refuser aux syndicats le droit d'en poursuivre judiciairement le recouvrement. Lorsque les amendes sont illicites par leur but et, par exemple, sont de nature à porter atteinte à la liberté du travail, la solution contraire doit évidemment prévaloir.

Le syndicat peut actionner en indemnité ceux de ses membres qui viendraient à violer leurs engagements à son égard. Ainsi jugé par la Cour de Grenoble, le 6 mai 1902. D. 1903. 2. 30 : un syndicat médical avait imposé à une compagnie d'assurances un tarif minimum pour les soins donnés aux victimes d'accidents du travail. Le Docteur C..., membre du syndicat, sans avoir préalablement donné sa démission, accepta de la part de la compagnie des honoraires inférieurs au tarif syndical. Le syndicat forma contre lui une action en dommages-intérêts qui fut accueillie par le Tribunal. Cette solution doit être approuvée, car le seul fait d'adhérer à un syndicat comporte l'engagement de se conformer aux statuts et aux délibérations régulièrement prises, qui deviennent la *loi des parties* au même titre que toute convention valable (1):

(1) Cf. Trib. Bordeaux, 14 décembre 1903. *Rec. Bordeaux*, 1907. 2. 30. Les membres d'un syndicat, par une convention où l'association même n'était pas *partie*, avaient pris l'engagement de ne pas traiter pendant un certain temps avec des patrons déterminés à des conditions inférieures à un tarif minimum, sous peine de dommages-intérêts à payer au syndicat. Le syndicat a été déclaré recevable à exiger le

Dans cette affaire, le syndicat agissait *dans son propre intérêt, et pour son propre compte*. C'est pourquoi le défendeur, ayant voulu opposer au syndicat des faits personnels à certains syndiqués nommément désignés, le Tribunal déclara que les membres du syndicat n'étaient pas en cause et ne pouvaient être attaqués indirectement dans un procès où le syndicat seul figurait comme demandeur.

Ainsi, d'une manière générale, le syndicat a le droit incontestable *d'ester en justice pour la défense de ses intérêts propres de personne morale : l'action syndicale est toujours recevable, lorsque l'intérêt syndical est seul en jeu*.

II

Les syndicats peuvent-ils ester en justice pour la défense des intérêts généraux de la profession ? A notre sens, la solution la plus libérale doit être adoptée sur ce point.

Le droit d'ester en justice, comme le droit de contracter, doit se définir par la fonction économique du syndicat. Contrat syndical, action syndicale, c'est au fond la même question, et elle comporte une seule réponse : l'intérêt du syndicat n'est pas autre chose que le but professionnel.

Ce serait méconnaître profondément la pensée du législateur que de considérer le droit d'ester en justice simplement comme la suite et la garantie du droit de posséder (*sic*, Planiol sous Bordeaux, 4 juin 1897. D. 98. 2. 129) (1).

versement de l'indemnité stipulée au profit de la caisse. Voir aussi corr. Seine, 24 nov. 1900. *Gaz. Pal.*, 1901. 1. 634, et Bourgoïn, 21 juin 1901.

(1) Voir aussi Aix, 22 nov. 1906. — *Rec. Gaz. des Trib.*, 1907. 1^{er} semestre, 2. 144.

Le droit d'ester en justice n'est pas seulement la suite et la garantie des droits inhérents au patrimoine du syndicat, il est encore un des moyens d'action dont le syndicat peut user pour la défense des intérêts collectifs dont il a la garde. Mais, dit-on, l'article 6 de la loi de 1884 détermine, non les moyens d'action des syndicats, mais les limites de leur capacité civile, de leur droit d'acquérir : cette assertion n'est pas exacte, car les moyens d'action du syndicat dérivent précisément de la personnalité civile. La personnalité civile n'a de raison d'être, d'utilité pratique pour le syndicat que s'il peut en faire un instrument de l'intérêt professionnel. Pourquoi lui accorder la personnalité, si on lui interdit aussitôt de s'en servir ? L'action en justice n'est-elle pas le moyen le plus énergique, le plus efficace de défendre des intérêts ? Si les syndicats n'avaient d'autre moyen d'action que la publication d'un bulletin, ou l'organisation de conférences, comment pourraient-ils en vérité « défendre » quelque chose ?

Le motif pour lequel on conteste aux syndicats le droit d'ester en justice dans l'intérêt de la profession est que les intérêts *professionnels* sont toujours dans une certaine mesure des intérêts *individuels* et que par conséquent l'action en justice du syndicat paraît faire double emploi avec l'action personnelle de chacun de ses membres. On ne refuse pas aux syndicats le droit de défendre en justice les intérêts de la profession dans le cas où une action similaire ne peut-être exercée par aucun de ses membres, on condamne seulement le *cumul* de l'action syndicale avec les actions individuelles, mais comme les intérêts de la profession sont toujours à quelque degré les intérêts de plusieurs membres, ou de la majorité ou de la totalité des membres de la profession, on voit clairement que le

syndicat, si l'on admet ce système, n'aura jamais le droit d'exercer l'action collective. Il est difficile de défendre les intérêts du corps médical, sans défendre les intérêts des médecins, les intérêts de l'agriculture, sans défendre les intérêts des agriculteurs. Qu'est-ce que l'intérêt de la profession si ce n'est l'intérêt de l'ensemble de ceux qui pratiquent cette profession ?

Il semble au premier abord inexplicable que le même fait puisse donner lieu à une double action, l'une syndicale, l'autre individuelle. Mais c'est parce qu'on ne veut pas se rendre compte que ce fait unique présente un double aspect et que l'action syndicale, par rapport à l'action individuelle, bien loin d'être superflue, est en vérité *complémentaire*. Il y a deux actions, parce qu'il y a deux intérêts.

III

Prenons un exemple. Les pharmaciens diplômés ont le monopole de la préparation et de la vente des médicaments. Toute atteinte à ce monopole lèse évidemment les intérêts généraux de la profession. Il semble par conséquent légitime de reconnaître aux syndicats de pharmaciens le droit de poursuivre devant les tribunaux les individus qui exercent illégalement la profession. La recevabilité de l'action collective n'est-elle pas suffisamment justifiée par le préjudice moral causé à la collectivité ?

Mais d'autre part, certains pharmaciens peuvent se trouver lésés dans leurs intérêts particuliers par la concurrence irrégulière de leurs confrères non diplômés, et il est impossible de leur refuser le droit de demander par voie

d'action individuelle, réparation du dommage qui leur a été causé.

M. Waldeck-Rousseau a défendu la solution la plus rigoureuse.

« Le syndicat, disait-il en 1887, envisagé comme personne morale n'est pas pour ainsi dire la somme et la résultante des intérêts privés de chacun de ses membres ; il en demeure parfaitement distinct et les droits qu'il représente, les intérêts qu'il personnifie sont précisément ceux qui, n'étant dans le patrimoine d'*aucun* sociétaire, ne peuvent être défendus par *aucun* d'entre eux ». Reconnaître aux syndicats le droit d'ester en justice dans l'intérêt de leurs membres, c'est, d'après M. Waldeck-Rousseau, les transformer en « agences » et donner aux syndiqués contrairement à l'adage un « procureur ».

Il faut distinguer. Le syndicat ne peut ester en justice, dans l'intérêt de ses membres, lorsque l'intérêt de ses membres ne se confond pas avec l'intérêt de la profession tout entière : par exemple, un syndicat de pharmaciens, de commerçants, ou d'ouvriers ne saurait ester en justice pour défendre l'intérêt d'un ou de plusieurs, ou même de tous ses membres considérés comme *contribuables* ou *propriétaires* (dans ce sens, Conseil d'État, 29 juin 1900, S. 03.3.1).

Mais si les intérêts individuels des membres et les intérêts généraux de la profession sont lésés par *un même fait*, par exemple l'exercice illégal de la profession, on doit admettre *parallèlement* l'action du syndicat, représentant de la profession, et les actions individuelles de ses membres, puisqu'il y a un préjudice moral collectif distinct du préjudice matériel causé à quelques-uns des membres.

Dans ce cas, à vrai dire, le syndicat ne défend pas les intérêts privés de ses membres, il ne *syndicalise* pas les actions qui se trouvent dans le patrimoine de quelques individus, il exerce une action originale dont le succès profitera indirectement à quelques-uns de ses membres, dans le présent ou dans l'avenir, mais dont la seule raison d'être est la défense des « intérêts économiques, commerciaux, ... etc., de la profession ». Seul le syndicat agit dans l'intérêt permanent de la profession entière : un membre du syndicat, exerçant une action individuelle, ne défend au contraire que ses intérêts propres. Même lorsque l'action syndicale s'exerce à l'occasion d'un fait individuel, elle doit se justifier par un intérêt collectif, distinct et spécial : c'est, en un mot, la dualité des intérêts, qui crée la dualité des actions. La maxime « nul ne plaide par procureur », en admettant qu'elle soit d'ordre public, — et la jurisprudence commencée à hésiter sur ce point —, n'est donc pas applicable à l'hypothèse considérée.

Si l'on admettait, dit M. Waldeck-Rousseau, que l'association, par là même que les syndiqués sont lésés par les actes d'un concurrent, a qualité pour agir « ce n'est plus un syndicat que l'on aurait devant soi, c'est une corporation ». Eh bien ! précisément, le syndicat, en tant qu'il est le représentant légal de la profession, est une corporation rajeunie, modernisée : l'intérêt professionnel, c'est l'intérêt corporatif. Que devient, dira-t-on, dans ce système le principe de la liberté du travail ? Il survit sans doute, mais il faut reconnaître avec franchise que la loi de 1884, en donnant la consécration juridique à l'action collective de la classe ouvrière, en a singulièrement limité la portée et transformé les applications. Il convient

cependant de remarquer que la liberté de la profession n'est pas atteinte si le syndicat exige seulement qu'elle soit loyalement et légalement exercée (V. cependant Aix, 26 janvier 1887. *Rev. des Sociétés*, p. 254).

La jurisprudence, chaque année plus claire et plus ferme, avec d'inévitables dissidences, tend à admettre l'interprétation *corporative* de la loi de 1884.

De nombreuses décisions ont reconnu aux syndicats de pharmaciens le droit de poursuivre les individus qui exercent illégalement la profession, ou se rendent coupables d'infractions aux lois et règlements sur la pharmacie. (Paris, 20 janvier 1886. D. 86. II. 170 ; Rouen, 21 juin 1888. S. 1891.1.55 ; Saint-Étienne, 17 décembre 1889. S. 91.1.55 ; Caen 1^{er} mai 1890. S. 92.2.14 ; Grenoble, 7 juillet 1892. S. 93.2.84 ; Cass. 5 janvier 1894. S. 95.1.382 ; Bayonne, 6 juillet 1899, *La Loi*, 23 décembre 1899 ; Alger, corr., 2 novembre 1907. *Le Droit*, 22 janvier 1908). La répression de la concurrence illicite, dit une de ces décisions, constitue un *intérêt collectif*. Et le syndicat a le droit d'agir même contre ceux de ses membres qui commettent des infractions aux lois sur la pharmacie, et nuisent ainsi au bon renom, à la dignité de la profession ; c'est ainsi que la Cour de Cassation a déclaré recevable l'intervention comme partie civile d'un syndicat de pharmaciens dans des poursuites engagées contre deux de ses membres pour vente de médicaments falsifiés (Cass., 5 janvier 1894, précité) ; la loi de 1884, dit l'arrêt, ne renferme aucune dérogation aux règles ordinaires de l'action civile. Le droit de citation directe, qui fait de tout particulier le collaborateur ou le suppléant du ministère public, appartient également au syndicat professionnel. (Lyon, 15 mars 1888. D. 89.2.257). Il faut

seulement qu'il y ait un préjudice certain aux intérêts de la profession, sinon l'action du syndicat est irrecevable (Cass., 20 décembre 1907, qui a favorablement accueilli le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Aix, admettant le syndicat à se porter partie civile, mais sans préciser l'existence du préjudice causé à l'intérêt collectif). La jurisprudence paraît aujourd'hui fixée : si elle est contradictoire dans les applications, elle ne discute plus le principe (Cass., 27 juillet 1907, et Nîmes, corr., 18 janvier 1907, et 7 février 1907. *Rec. Gaz. Trib.*, 1^{er} semestre, 2, p. 286).

Les syndicats de médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes peuvent invoquer un texte spécial, l'article 17 de la loi du 30 novembre 1892. Cet article confère aux syndicats de cette nature le droit exprès de saisir les tribunaux par voie de citation directe (art. 182 du Code d'instruction criminelle), en ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire et de la pratique des accouchements, sans préjudice du droit de se porter partie civile dans toute poursuite intentée par le ministère public (Seine, 25 mai 1895. S. 95. 2.22; Montbéliard, 30 juin 1896. D. 96. 2.168). Dans la première affaire, le syndicat avait formé une action civile contre un chirurgien-dentiste étranger, qui avait pris le titre de docteur en médecine sans en indiquer la provenance exotique (article 20, loi de 1892). Dans la seconde affaire, le syndicat s'était porté partie civile dans des poursuites engagées contre un dentiste non diplômé ayant pratiqué l'anesthésie locale ou générale sans l'assistance d'un docteur ou officier de santé (voir aussi Nevers, corr., 3 novembre 1904).

On doit considérer l'article 17 de la loi de 1892 comme

donnant la consécration législative à la jurisprudence qui s'était formée sans texte spécial en faveur des syndicats des pharmaciens (Déclaration de M. Loubet, au cours des débats parlementaires, *J. off.*, 2 avril 1892, p. 364). La disposition explicite de l'article 17 ne constitue pas une innovation apportée à la loi de 1884 au profit d'une seule catégorie de syndicats : elle était justifiée seulement par l'utilité de trancher une controverse doctrinale toujours pendante. C'est pourquoi elle doit être étendue, dans son principe, à toutes les associations professionnelles.

La loi du 29 juin 1907, dans son article 9, a également consacré, d'une manière expresse, au profit des syndicats agricoles et viticoles le droit de se porter partie civile dans les affaires de fraudes ou falsifications des vins (Seine, 18 oct. 1907).

Mais, quelle que soit la profession représentée par eux, les syndicats sont autorisés par la jurisprudence à poursuivre directement les faits de concurrence illicite ou déloyale qui entraînent pour la profession une déconsidération générale.

Ainsi jugé au profit des marchands de vins. Le syndicat du commerce des vins de Champagne ayant engagé une instance contre un fabricant, accusé d'avoir qualifié de « champagne » un simple vin mousseux de Saumur, la Cour de cassation déclara l'action syndicale recevable pour ce motif que les intérêts généraux de la profession avaient été lésés, et le syndicat demandeur « représentait un intérêt absolument distinct de l'intérêt individuel que peut avoir un négociant champenois à se plaindre de la contrefaçon de sa marque ou de son nom commercial » (Cass., 26 juillet 1889. S. 90. 1.90). Dans une autre espèce

(Nancy, 19 avril 1902. D. 1903. 2.30), la même solution a été adoptée par les juges : il s'agissait d'actes de réclame blâmables ayant causé un préjudice matériel et moral, non à chacun des membres syndiqués pris individuellement, mais bien à « la collectivité même de tous les négociants qui avait pour organe le syndicat » (1).

Les syndicats peuvent agir devant les tribunaux pour contraindre les tiers au respect des usages de la profession (Pau, 28 juillet 1902. D. 1903. 2.27).

Lorsque l'issue d'un procès engagé entre des tiers présente un intérêt pour la profession, le syndicat peut user du droit d'*intervention*. C'est ainsi que la jurisprudence a déclaré recevable, et recevable même en appel, l'intervention du syndicat des acétylénistes dans l'instance engagée par un locataire contre son propriétaire, qui prétendait lui interdire l'emploi du gaz acétylène, comme mode d'éclairage (Lyon, 7 novembre 1900. — Besançon, 14 novembre 1900). L'intervention du syndicat est également admise dans le cas très intéressant où l'application d'une loi générale, dont les dispositions profitent à la profession, est en jeu dans une instance devant les tribunaux civils ou correctionnels (Paris, 10 mars 1903. *Gaz. Pal.*, 1903, 1.518 ; — Seine, 1^{er} et 10 mars 1904. *Gaz. Pal.*, 1904, 1.729 ; — Aix, 26 juin 1906. S. 06. 2.95 ; — Bordeaux, corr., 21 mars 1906. *Rec. Bordeaux*, 07. 1.148 ; — voir aussi un jugement du Tribunal de la Seine, S. 1907. 2.227). Le principe est proclamé par les décisions mêmes qui semblent n'en pas faire l'application

(1) Voir encore pour la définition de l'intérêt collectif justifiant la recevabilité de l'action syndicale : Bourges, 1^{er} avril 1894. D. 98. 2.129. — Aix, 9 juin 1906. *Gaz. Palais*, 1906, n° 185 — et com. Seine, 20 janvier 1908 (*Gaz. Trib.*, 17-18 février 1908).

(par exemple : police Paris, 23 mars 1907. S. 07. 2.252).)

Lorsqu'un patron refuse d'embaucher un syndiqué, *parce que syndiqué*, peut-il être actionné par l'association professionnelle, à raison du préjudice certain qui lui est causé ? L'intérêt *syndical*, au sens strict du mot, est ici en question. La recevabilité de l'action collective ne saurait donc être discutée. Mais, au fond, le syndicat a-t-il droit à une indemnité ? En termes précis, le refus d'embauchage d'un syndiqué, *en tant que syndiqué*, est-il un acte illicite, donnant lieu à réparation civile ? « Rien dans la législation actuelle, dit un jugement du tribunal de Bordeaux, du 14 décembre 1903 (S. 1905. 2.17), ne paraît empêcher un patron d'annoncer son intention de ne pas faire travailler les ouvriers du syndicat ». Le refus d'embauchage d'un syndiqué n'est pas un délit, mais il est des actes illicites, au point de vue civil, qui ne constituent pas des infractions pénales. Sans doute, le patron est parfaitement libre de recruter la totalité de son personnel hors du syndicat ; bien plus, est nul comme portant atteinte à la liberté du travail, l'engagement pris de n'employer dans une entreprise que les membres d'un syndicat. Mais la qualité de syndiqué ne saurait être une cause de disgrâce, si elle n'implique pas un droit de préférence. Car tout ouvrier a la faculté légale d'être syndiqué : il y a en un mot une *liberté du syndicat*, comme il y a une *liberté du travail*. Or, à nos yeux, la liberté du syndicat est atteinte par un refus d'embauchage, exclusivement motivé par le fait que l'ouvrier est syndiqué. Le patron abuse de son droit arbitraire d'embaucher ou de ne pas embaucher, parce qu'il en use dans le but de mettre obstacle à l'application d'une loi régulièrement votée et promulguée. Et encore n'est-il pas très nécessaire

de faire intervenir la théorie complexe de l'abus du droit ; car il y a violation directe du droit primitivement reconnu par la loi à tout ouvrier. Maintenant, c'est une question très délicate de savoir dans chaque espèce si le syndiqué a été repoussé pour ce motif *exclusif* qu'il était syndiqué. On voit clairement, suivant les expressions de M. Planiol, que le juge possède alors « le pouvoir de statuer alternativement dans les deux sens, *pour des raisons de fait* ». A vrai dire, si le patron a quelque prudence, la preuve est presque impossible contre lui, et le débat perd ainsi beaucoup de son intérêt pratique. Mais enfin il est des cas où le principe de la responsabilité patronale peut trouver des applications utiles, et par conséquent il est intéressant de constater qu'il tend à prévaloir dans la jurisprudence, jusqu'ici peu abondante. (Lille, 12 novembre 1906. D. 1907. 5.14. — Commerce Epernay, 28 février 1906. *Rec. des sommaires*, 1906 ; et Cas., 13 mars 1905, avec la note de M. Planiol. D. 06. 1.113).

Le caractère *collectif* du préjudice n'apparaît pas toujours avec autant de netteté que dans les espèces précédemment analysées.

En 1894, les poissonniers de la Somme, constitués en syndicat, réclamaient des mesures destinées à empêcher l'introduction dans les étangs de la région des eaux malsaines provenant des raffineries et sucreries. Le tribunal de Péronne, considérant que l'action syndicale n'avait pas pour objet la défense des intérêts collectifs et professionnels, refusa d'accueillir les prétentions du syndicat. La cour d'Amiens, au contraire, considérant que le syndicat avait été créé en vue d'assurer la reproduction et la conservation des poissons, qu'il existait d'autre part

entre les syndiqués une solidarité naturelle résultant de ce fait que les étangs de la région communiquaient tous entre eux et se trouvaient contaminés par les mêmes eaux, que dans ces conditions l'intérêt collectif et professionnel se trouvait réellement en jeu, infirma le jugement du tribunal de Péronne (Amiens, 13 mars 1895). Mais le tribunal n'avait pas méconnu le principe, il en avait seulement regardé l'application comme impossible dans une hypothèse déterminée. (De même Paris, 20 mai 1897. Brochure, A. Jouve, Paris 1897, à propos de la contrefaçon de marques de fabrique individuelles. Dans ce sens : Aix, 22 novembre 1906. *Gaz. Trib. Rec. mensuel*, février 1907, 1^{er} semestre, 2.144, et Nîmes, corr, 21 novembre 1907. *Gaz. Pal.*, 11 décembre 1907. *Le Droit*, 21 décembre 1907).

S'agit-il d'obtenir pour les membres des avantages purement *individuels*, l'action collective est irrecevable. C'est ainsi qu'un syndicat n'a pas été admis à réclamer à une compagnie d'assurances une pièce personnelle à un de ses adhérents (Seine, 20 juin 1906, *Mon. Just. de paix*, 1906. p. 306 ; — même solution en ce qui concerne la restitution d'une taxe indûment perçue, Cambrai 1^{er} août 1901 ; — dans le même sens, Paris, 21 novembre 1907 ; — et dans un cas plus douteux, Rouen, 7 janvier 1903, *Monit. Lyon*, n° 25, fév. 1903) (1).

Mais, pour que l'action du syndicat soit recevable, est-il nécessaire que *tous* les membres du syndicat aient subi un préjudice ? L'affirmative a été admise par un jugement du Tribunal de commerce du Havre (17 juin 1899, S. 1900.2.98). Dans cet espèce, le syndicat qui représentait

(1) Parmi les décisions plus anciennes, Évreux, 21 octobre 1887. D. 88.3.136 ; Arras, 13 juin 1888. D. 90.3.55.

plusieurs professions similaires (vêtement, ameublement) avait intenté une action en concurrence déloyale contre un fabricant de vêtements. Selon nous, l'action était recevable. Il n'y avait pas lieu de rechercher si tous les membres du syndicat avaient intérêt au succès de l'action syndicale, dont la recevabilité était suffisamment justifiée par le préjudice causé à l'ensemble de la *seule* profession, l'industrie du vêtement, au nom de laquelle agissait le syndicat. Lorsqu'un syndicat représente plusieurs professions similaires, il ne peut évidemment ester en justice dans l'intérêt de toutes ces professions *à la fois*.

Il n'est pas non plus nécessaire à la recevabilité de l'action syndicale que le syndicat comprenne la totalité ou la majorité des individus pratiquant la profession. Un syndicat n'a pas besoin, pour agir au nom de la viticulture, d'avoir pour adhérents tous les viticulteurs. A l'exception d'un arrêt isolé de la Cour de Paris, dont la Cour de cassation a condamné la solution, la jurisprudence est formée en ce sens : Nîmes, 18 janvier 1907, *Le Droit*, 23 février 1907, — et 21 novembre 1907, *Le Droit*, 21 décembre 1907 ; — Cour de cassation, 27 juillet 1907. (Cf. Angers, 26 décembre 1906). Alors, dira-t-on, tous les syndicats de viticulteurs vont pouvoir intervenir dans toutes les instances concernant la viticulture..... Soit, mais le danger n'est pas grand : car l'indemnité, si « les juges n'ont pas à spécifier sur quelles bases ils en ont évalué le montant » (Cass., 1^{er} mars 1906, *Gaz. Trib. Rec.*, 1907.1.90), ne saurait dépasser toutefois le préjudice total causé à l'ensemble de la profession. Seulement, elle sera répartie suivant le nombre variable des syndicats... (*Sic* : Narbonne, 19 mars 1905. — *Gaz. Trib.*, 2 juillet 1905).

Le champ de l'action syndicale est immense, si l'on songe qu'un simple préjudice *moral* à la collectivité suffit à lui donner ouverture (Nîmes, 11 novembre 1897, S. 98.2.176 : — Saint-Étienne, 26 avril 1901, S. 1904.2.116; — Toulouse, 17 avril 1902, S. 1905.2.81).

Ainsi les syndicats deviennent, pour ainsi parler, une sorte de ministère public, s'attachant à poursuivre d'office la répression ou la réparation de toutes les infractions aux lois intéressant la profession.

IV

Les syndicats ont le droit, suivant la jurisprudence, de passer des contrats réglementant les conditions du travail. La validité même de ces contrats nous paraît entraîner, par une conséquence nécessaire, la recevabilité de l'action par laquelle le syndicat demande, soit leur exécution, soit la réparation qui lui est due à raison de leur inexécution.

Dans l'affaire du Syndicat de Chauffailles, dont nous avons précédemment indiqué la genèse, la Cour de cassation a refusé d'admettre la recevabilité de l'action.

« Attendu que les administrateurs du syndicat prétendent qu'ils ont été *parties principales* à la convention, soutiennent qu'ils ont le droit de former au nom et au profit exclusif du syndicat une action en dommages-intérêts pour réparation des infractions qu'ils imputent aux demandeurs ;,... attendu que l'arrêt dénoncé, tout en reconnaissant que la fixation du taux des salaires et la réglementation de la durée du travail rentrent dans la caté-

gorie des intérêts généraux dont les syndicats ont la garde, déclare que celui de Chauffailles n'a été dans l'espèce qu'un *simple intermédiaire* entre les propriétaires de l'usine et leurs ouvriers...; que le syndicat n'a nullement souffert des manquements reprochés aux patrons; que les ouvrières, en nombre très restreint, au préjudice desquelles ces manquements ont pu être commis en ont éprouvé un dommage *purement personnel*; que de ces circonstances et du texte même de la convention, ledit arrêt a conclu que si les patrons étaient réellement engagés à l'égard de leurs ouvrières, et si ces dernières pouvaient puiser dans la convention, le cas échéant, le principe d'une action *individuelle* en dommages-intérêts, le syndicat qui n'est intervenu que pour accepter, en leur nom, les offres qui leur étaient faites, n'avait pas été de ce chef partie au contrat, et n'avait pas par conséquent de droit propre pour en revendiquer les effets..., etc. » De l'arrêt même, il résulte que si la Cour de cassation n'a pas admis la recevabilité de l'*action syndicale*, c'est pour la raison excellente qu'il n'y avait pas à proprement parler, d'après le juge du fait, de *contrat syndical*.

Le Tribunal de Commerce de la Seine, dans son jugement du 4 février 1892, a bien reconnu aux syndicats le droit de poursuivre en justice l'exécution des contrats collectifs qu'ils ont passés, mais en leur déniaut le pouvoir d'obtenir des dommages-intérêts en cas d'inexécution.

« Attendu, en ce qui touche le préjudice moral, que le rappel de la Compagnie à ses engagements, et la condamnation de celle-ci aux dépens sont la seule réparation à laquelle le syndicat puisse prétendre; — attendu, en ce qui touche le préjudice matériel, que la demande de la Chambre syndicale n'est pas recevable, que le syndicat

peut citer en justice, mais seulement pour la défense des intérêts communs et collectifs en vue desquels il a été créé, d'où il suit qu'il n'est recevable que dans les instances où le jugement à intervenir est de nature à intéresser l'association, et non un ou plusieurs membres du syndicat, à l'exclusion des autres ; — attendu que le préjudice dont il est demandé réparation (paiement d'heures supplémentaires imposées par la Compagnie à ses employés) ne peut être réparé qu'à l'égard de ceux auxquels il a été causé ; — qu'il s'agit là non d'intérêts communs à l'universalité des membres du syndicat, mais biens de droits individuels..... Par ces motifs, dit que, dans le mois, la Compagnie sera tenue de ne faire travailler ses employés que 12 heures par jour... et la condamne, dès maintenant, à payer au syndicat la somme de cent francs par jour de retard ; déclare la Chambre syndicale non recevable et mal fondée en sa demande de dommages-intérêts, l'en déboute » : (Dans le même sens : Cholet, 12 février 1897, déjà cité).

Si l'on accorde aux syndicats le droit de conclure des contrats, il semble logique de leur reconnaître le droit d'en assurer le respect.

Le Tribunal, dans le jugement de 1892, établit une distinction entre l'action par laquelle le syndicat demande l'exécution du contrat et l'action par laquelle il réclame des dommages-intérêts à raison de l'inexécution de ce même contrat. Cette distinction nous paraît arbitraire. Qu'il s'agisse d'infractions passées ou d'infractions futures au contrat, la condamnation des patrons à l'égard du syndicat est un moyen d'assurer le respect des engagements pris. Le syndicat n'a pas, si l'on peut ainsi dire, passé la convention *pour rien* : s'il avait au contrat un

intérêt, la violation du contrat lui cause un préjudice. Ne suffit-il pas de constater que le prestige du syndicat en est atteint, sinon aboli ?

La validité du contrat doit entraîner la recevabilité de l'action contractuelle, *dans toute sa plénitude*. Il n'est pas besoin, pour armer le syndicat, de contester, avec la Cour de Bordeaux, le caractère d'ordre public de la maxime : nul ne plaide par procureur. (Bordeaux, 19 février 1906. — *Recueil de Bordeaux*, 1906, 1.165).

Mais le syndicat, représentant les intérêts de la corporation, ne peut agir pour la défense des intérêts individuels de ses membres.

Le syndicat passe un contrat, il a, selon nous, le droit d'en imposer le respect aux patrons, dans les termes du droit commun. Rien de plus. La condition nécessaire et suffisante, c'est qu'une infraction ait été commise au contrat, alors même que cette infraction n'aurait pas été relevée par les syndiqués individuellement lésés.

Mais chacun des syndiqués puise dans le contrat un droit propre, pour la protection duquel il dispose d'une action personnelle. Les syndiqués peuvent agir en justice individuellement pour obtenir le paiement des sommes qui leur sont dues d'après le tarif syndical. C'est la conséquence naturelle de la *dualité* intime du contrat collectif.

Le syndicat, à cet égard, n'a pas le droit de se substituer à chacun de ses membres. Ceux-ci peuvent, en effet, renoncer au bénéfice du tarif syndical, et en n'agissant pas en justice pour en réclamer l'application, ils y renoncent en effet, tacitement.

Le syndicat, en d'autres termes, ne peut demander d'indemnité que *pour lui-même* : il ne saurait, d'office, en

demander une pour ses membres, *ut singuli* (1). Le syndicat ne pourrait certainement pas, *en l'absence d'une procuration expresse* de la part de ses membres, recouvrer en leur nom les salaires prévus par le contrat collectif (Paix Aubigny, 20 janvier 1906. — D. 1906, 5.39).

L'action syndicale et les actions individuelles sont tout à fait indépendantes : celle là ne peut ni exclure, ni remplacer celles-ci.

V

D'après la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, les syndicats sont admis à intenter des recours contre les actes administratifs portant atteinte aux intérêts généraux de la profession. Il est sur ce point une longue série de décisions : 25 mars 1887, 21 mars 1890, 3 juin 1892, 3 août 1893, 1^{er} mai 1896, 17 décembre 1897, 24 février 1899, 24 mai 1899, 9 mars 1900, 19 février 1904, 2 février 1906 (S. 07. 3. 1), 9 février 1906 (D. 07. 3. 99), 27 décembre 1906. En un mot, les syndicats peuvent ester en justice dans tous les cas où les actes qui rentrent dans l'exercice de leur mission donnent lieu à des contestations (29 janvier 1900) (2).

La jurisprudence du Conseil d'État, comme celle des Tribunaux judiciaires, définit la recevabilité de l'action

(1) Cont. Bordeaux, arrêt de 1906 déjà cité, et Marais, *Les syndicats professionnels et la jurisprudence*. Paris, 1908, p. 107. Mais sol. implicite dans Cass. 5 janvier 1897. — D. 97.1.10.

(2) Le principe est le même en ce qui concerne les associations qui se forment sous le régime de la loi de 1901, par exemple les associations de propriétaires, constituées pour la défense des intérêts d'un quartier (C. d'Ét., 21 décembre 1906. S. 07. 3. 33).

syndicale pour la défense de l'intérêt professionnel (29 juin 1900, avec une note de M. Hauriou. S. 1903. 3. 1). Comme la jurisprudence des Tribunaux judiciaires, elle n'autorise pas le syndicat à poursuivre par l'action collective le bénéfice d'avantages individuels, *nominatifs* (28 décembre 1906, avec les conclusions de M. Romieu, bref et lumineux exposé de toute la question de l'*action syndicale* ; voir aussi 10 mars 1893. S, 95. 3. 8, et 27 novembre 1896. S. 98. 3. 134, mais il s'agissait d'associations syndicales de la loi de 1865). Un syndicat peut faire annuler un règlement, un acte positif de l'administration, portant atteinte à l'intérêt de la profession, mais il ne peut demander au nom de ses membres une dérogation à la loi sur le repos hebdomadaire, parce que la dérogation, si elle doit être étendue à tout établissement semblable, comporte cependant un examen préalable et particulier de chaque situation individuelle, il peut poursuivre l'annulation d'un refus administratif, mais seulement si ce refus a pour objet un acte général, et non un acte personnel, alignement, autorisation sur un cours d'eau, admission à l'entrepôt d'octroi.

Dans ses conclusions, M. Romieu a fait toutefois cette réserve capitale que le syndicat a parfaitement le droit d'ester en justice dans l'intérêt *individuel* d'un ou plusieurs membres, à la condition, bien entendu, que cet intérêt individuel soit à quelque degré, sinon un intérêt de la profession, du moins un intérêt professionnel : mais alors le syndicat doit présenter un mandat *ad litem*, une procuration expresse. L'association n'est-elle pas le meilleur *agent d'affaires* de ses membres, comme de la profession ?

CHAPITRE VI

LA DÉVOLUTION DES BIENS SYNDICAUX

I

Les syndicats sont en général constitués pour une durée illimitée.

Quelquefois cependant, les statuts assignent au syndicat, soit un terme déterminé, soit un but particulier : dans ce cas, l'arrivée du terme ou la réalisation du but entraînent de plein droit la dissolution du syndicat, sauf prorogation votée par l'assemblée générale. On donne en Amérique à ces syndicats éphémères le nom pittoresque de *mushrooms-unions* ou syndicats-champignons : ils naissent et meurent généralement dans l'espace d'une grève.

Même constitué pour une durée illimitée, le syndicat ne jouit pas cependant du privilège de l'immortalité. Né du consentement unanime de ses fondateurs, il peut être dissous par le vote unanime de ses membres.

Mais, en l'absence de dispositions statutaires, le vote de la *majorité* suffit-il à entraîner la dissolution ? Les membres mécontents ont la ressource de se retirer, malgré toute clause contraire, en payant la cotisation de l'année courante ; ils ne sauraient en outre, revendiquer le droit de détruire une association qu'ils n'ont peut-être pas créée

et qui, possédant une personnalité propre et pour ainsi dire autonome, doit la conserver jusqu'à son dernier membre, substratum nécessaire et suffisant de l'être moral. Cette relation est conforme à la tradition suivie à Rome pour les collèges d'artisans, et en France pour les corporations et les congrégations religieuses : on la trouve affirmée dans un arrêt de la Cour de Cassation du 23 mai 1849 (D. 49. 1. 16). Elle a d'autre part l'avantage pratique de mettre les syndicats à l'abri des menées des personnes de mauvaise fois, qui pourraient être tentées de s'introduire au sein d'une association et d'en voter la dissolution, soit afin d'en partager les dépouilles, soit afin d'en suspendre l'activité : On a fait observer que la démission des membres de la majorité aurait pour effet un enrichissement injustifié de la minorité..... (1). Mais c'est une crainte un peu théorique : la majorité n'a guère de raison valable pour dissoudre une association, qu'elle peut diriger ou transformer, et d'ailleurs, généralement maîtresse de changer les statuts, elle pourrait, s'il était nécessaire, modifier la procédure même et les conditions de la dissolution. Les syndiqués mécontents n'ont qu'un droit : c'est de quitter l'association. Le point essentiel est que, malgré les dissidences, le patrimoine syndical reste affecté au but professionnel.

La dissolution *forcée* des syndicats peut être prononcée par l'autorité judiciaire : nous avons eu l'occasion d'indiquer dans quelles hypothèses. Mais l'autorité administrative ne peut pas plus décréter la suppression des syndicats qu'elle n'a reçu le pouvoir d'empêcher leur création, ou d'intervenir dans leur fonctionnement. C'est en

(1) V. G. Marais, *loc. cit.*, p. 172.

core pour les associations professionnelles, même après la loi du 1^{er} juillet 1901, un véritable privilège.

II

Quels sont les effets de la dissolution ? Il s'est élevé sur ce point de vives controverses qui ne sont pas encore éteintes.

Le débat ne présente guère qu'un intérêt théorique. Car aucun syndicat ne paraît avoir laissé jusqu'ici, après sa dissolution, une succession assez considérable pour justifier une instance judiciaire de la part des héritiers possibles, membres du syndicat ou État. A notre connaissance, il n'y a pas, sur la question, une seule décision de jurisprudence.

La loi de 1884 n'a pas déterminé explicitement les droits des syndiqués sur l'actif de l'association dissoute.

Mais elle a réglé dans son article 7 les droits du syndiqué démissionnaire sur le patrimoine syndical. Des dispositions de l'article 7, il résulte que le syndiqué, s'il démissionne, ne peut revendiquer *aucun droit* sur l'actif syndical proprement dit, bien qu'il ait contribué à le former par ses cotisations. Le syndiqué démissionnaire conserve seulement, nous avons dit ailleurs à quelles conditions, le droit de faire partie des caisses de secours ou de retraites organisées par le syndicat. Le syndiqué exclu doit être assimilé au syndiqué démissionnaire, car l'exclusion n'est en somme qu'une démission *d'office*.

Eh bien ! N'est-il pas logique d'envisager la dissolution volontaire comme une démission en masse, et la dissolution forcée comme une exclusion en masse ? Il y a donc

lieu, dans ce système, de refuser aux membres du syndicat dissous tout droit sur l'actif social. Telle est la conclusion qui nous paraît ressortir du texte même de la loi de 1884. Il convient de remarquer que le Sénat refusa d'accueillir un amendement de M. Barthe tendant à attribuer au syndiqué démissionnaire le droit à une indemnité pécuniaire proportionnelle à sa part contributive dans l'actif syndical, et plus spécialement dans la portion de cet actif, distincte de la « caisse de résistance ». M. Barthe, devant l'opposition du Sénat, retira son amendement et déclara, d'accord avec le rapporteur, que les litiges relatifs aux droits des syndiqués sur l'actif social devaient être réglés conformément au droit commun. Or, d'après le droit commun, que deviennent les biens des personnes morales publiques, après dissolution ? Ils doivent faire retour à l'État, propriétaire des biens vacants et sans maître. Ce principe a été consacré dans des cas particuliers par des textes nombreux : loi du 24 mai 1825 sur les communautés et congrégations de femmes, loi du 15 juillet 1850 sur les sociétés de secours mutuels, loi des 12-27 juillet 1875 sur les établissements d'enseignement supérieur libre. Mais les lois précédemment énumérées ont, d'une manière expresse, déterminé l'emploi par l'État de l'actif des établissements dissous, afin de maintenir autant que possible l'affectation sociale des biens collectifs. En l'absence d'une disposition analogue dans la loi de 1884, il est à craindre que l'actif des syndicats dissous n'aille se perdre dans les ressources générales du budget sans profit réel pour la collectivité professionnelle. Sans doute, mais le principe du retour à l'État des biens syndicaux, lorsque l'association meurt *ab intestat*, n'en est pas moins incontestable.

Mais si le syndicat a réglé lui-même par les statuts la dévolution de ses biens, c'est-à-dire s'il a fait son testament, la situation n'est pas la même. Les statuts peuvent, à notre sens, conférer aux associés les droits les plus étendus sur l'actif syndical, déterminer les biens et la répartition entre syndiqués, décider que tout ou partie des biens seront dévolus à des établissements d'utilité publique existants...., etc. ; on peut tirer à cet égard un puissant argument d'analogie, et de la loi spéciale de 1875 sur les établissements d'enseignement supérieur, et surtout de la loi générale de 1901 sur les associations. Car les syndicats sont des *associations déclarées*. Aussi bien si le législateur de 1884 n'a pas réglé la dévolution de l'actif syndical, c'est qu'il a voulu laisser le champ libre à l'initiative même des intéressés. Suivant les expressions du rapporteur au Sénat, il n'a pas voulu imposer aux syndicats, à cet égard, des *statuts-modèles*. Mais, bien entendu, les dispositions statutaires concernant la dévolution des biens syndicaux doivent être inspirées par le souci de l'intérêt professionnel, elles ne doivent pas revêtir de la part des membres une intention proprement lucrative....

Quant aux libéralités, que l'actif syndical soit dévolu suivant le droit commun, ou selon les statuts, elles doivent faire retour aux disposants ou à leurs ayants-droit. Lorsque l'émolument d'une libéralité cesse d'être employé d'après les intentions des disposants, le droit du disposant renaît en quelque sorte.

CHAPITRE VII

LA RESPONSABILITÉ DES SYNDICATS

Les syndicats n'ont pas seulement des droits : droit d'acquérir, droit d'estimer en justice, droit de contracter, ils ont aussi des obligations qui dérivent, soit de la convention, soit de sources autres que la convention : la loi, les quasi-contrats, les quasi-délits, les délits.

Dans le domaine contractuel et quasi-contractuel, l'application du droit commun aux syndicats professionnels ne soulève aucune difficulté. Comme les simples particuliers, les syndicats sont tenus d'exécuter les contrats qu'ils ont passé, de payer le prix des achats qu'ils ont fait ; ils peuvent devenir les débiteurs d'un gérant d'affaires..., etc.... En un mot, ils ont une responsabilité *contractuelle* propre, qui ne se confond nullement avec la responsabilité individuelle de leurs membres. Le contrat passé par un mandataire au nom de la personne morale engage directement cette personne morale, et non les individus qui la compose considérés *ut singuli*.

Mais doit-on accorder aux syndicats une individualité juridique aussi accentuée dans le domaine délictuel que dans le domaine contractuel ? L'article 1382 du Code civil est-il applicable aux personnes morales ? Les syndicats sont-ils des personnes punissables ?

En d'autres termes, quel est le fondement juridique et quelle est l'étendue de la responsabilité des syndicats professionnels ? A notre sens, la responsabilité des personnes morales en général et des syndicats professionnels en particulier n'est autre que la responsabilité directe et intégrale du droit commun.

I

Les syndicats sont responsables de leurs quasi-délits ou contraventions, simplement parce qu'ils sont des personnes morales et se trouvent par conséquent soumis à toutes les obligations qui incombent aux particuliers, dans la mesure, bien entendu, où ces obligations sont compatibles avec l'absence d'individualité physique.

Pas de capacité juridique sans responsabilité, pas de responsabilité sans capacité juridique : tel est le droit commun applicable aux associations, comme aux individus.

Les syndicats ont une responsabilité distincte de celle de leurs membres, comme ils ont un patrimoine distinct de celui de leurs membres : la capacité juridique et la responsabilité sont deux aspects, — l'aspect positif et l'aspect négatif — de la personnalité civile, et il est difficile, sinon impossible de concevoir une personne *capable* qui ne soit pas en même temps une personne *responsable*.

On objecte, il est vrai, que les syndicats ne sauraient s'engager par leurs fautes ou leurs délits, attendu qu'ils ne peuvent commettre *eux-mêmes* des fautes ou des délits et ne sont jamais, matériellement parlant, les

« auteurs » d'un dommage ou d'une infraction à la loi pénale. Pour commettre un délit, comme pour passer un contrat, les syndicats, êtres fictifs, sont obligés d'avoir recours à un mandataire, instrument de la volonté collective.

Dès lors, comment les syndicats pourraient-ils être déclarés directement responsables d'un dommage causé indirectement par la volonté collective ?

L'art 1382 est ainsi conçu : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ». On propose d'appliquer cet article, non au syndicat, auteur moral de la faute ou du délit, mais au mandataire, qui a réellement, matériellement causé le dommage, en exécution des décisions de la collectivité syndicale.

Et pour éviter l'irresponsabilité absolue des syndicats, on assimile le mandataire du syndicat à un « préposé ». D'où une responsabilité civile indirecte de l'association à raison de la faute commise par son délégué. En effet, d'après l'art. 1384 du Code civil, on est responsable non seulement du dommage causé par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre et en particulier de celui qui est causé par le fait des « préposés » dans l'exercice de la fonction à laquelle ils sont employés.

Cette assimilation entre mandataire et préposé nous paraît inexacte. Entre le syndicat et son mandataire, il y a un rapport juridique spécial qui n'existe pas entre un maître et son domestique par exemple. Lorsque le représentant d'un syndicat agit du chef de la collectivité, il engage directement cette collectivité. D'une manière générale on peut dire que le fait du mandataire agissant dans

les limites du mandat, se confond de la manière la plus complète avec le fait du mandant. Cette fiction est admise sans contestation, en ce qui concerne les contrats des personnes morales, toujours passés par mandataire ; n'y aurait-il pas contradiction à la repousser en ce qui concerne les délits et quasi-délits des syndicats, toujours commis, il est vrai, par des individus, mais par des individus agissant pour le compte des syndicats. Il est naturel que les syndicats supportent les conséquences des actes illicites qui sont leur œuvre, autant et plus que l'œuvre du mandataire.

Mais, dit M. Planiol (S. 94.11.305, note), le fonctionnaire qui dépasse ses pouvoirs n'engage que sa propre personne. Cela n'est absolument vrai que du fonctionnaire qui commet une faute personnelle et par conséquent viole le mandat *sui generis* qui lui a été confié par l'État.

Si le mandataire du syndicat excède les limites de sa mission, s'il dépasse ses pouvoirs, il n'engage évidemment que sa propre personne : nous n'avons jamais dit autre chose.

. D'ailleurs il n'y a pas lieu d'étendre aux syndicats les règles applicables, soit à l'État, dont la responsabilité échappe, d'après l'opinion dominante, au droit commun, soit même aux établissements publics qui sont présumés, en raison de leur caractère administratif et officiel, incapables de commettre des fautes ou des délits. Le premier devoir du fonctionnaire est d'observer la loi civile ou pénale : s'il commet un délit, il cesse d'agir comme mandataire de la personne administrative et tout au plus peut-on le considérer comme un simple préposé, coupable d'une faute de service.

Le mandataire d'un syndicat se rapproche beaucoup

plus du représentant légal d'une société commerciale que d'un préposé ou d'un fonctionnaire. Or d'après la jurisprudence, les sociétés commerciales sont directement responsables, en vertu de l'article 1382, du dommage causé par le fait de leur représentant légal, agissant dans l'exercice de sa fonction.

La responsabilité délictuelle directe des syndicats n'est pas une simple fiction légale, elle est avant tout l'expression juridique d'une réalité incontestable, à savoir que le représentant ou le mandataire n'est que l'instrument de la volonté collective, l'agent d'exécution du délit conçu et ordonné par la personne morale.

II

Quelle est l'étendue de la responsabilité délictuelle directe des syndicats ? La jurisprudence admet la responsabilité civile et non la responsabilité pénale des syndicats. La fiction de la personnalité civile, fondement juridique de la responsabilité syndicale, n'est pas valable, d'après une fraction considérable de la doctrine, en droit criminel ou pénal.

« Le droit criminel, dit M. Garraud, n'admet pas de fictions, car sous les fictions vivent et agissent des personnes physiques et ce serait sur ces personnes physiques que porterait, en dernière analyse, l'incidence de la peine ».

M. Planiol exprime, sous une autre forme, la même opinion : « Les personnes morales ne peuvent pas commettre de délits. Ce sont des fictions instituées pour la

commodité de certains actes juridiques, mais qui ne peuvent pas servir de paravents pour les auteurs d'actes délictueux. Cela est évident, si le délit est puni par la loi pénale ».

Le délit suppose une imputabilité, or, cette imputabilité n'existe pas dans la personne morale, simple abstraction. Voilà l'argument dans toute sa force.

Nier l'imputabilité du syndicat, n'est-ce pas méconnaître la nature juridique de la personnalité civile ?

C'est un truisme de dire que l'être moral, ayant le pouvoir de contracter, n'est pas dépourvu du pouvoir de consentir. Or, si l'être moral a une volonté propre pour contracter, pour consentir, il a, *a fortiori*, une volonté propre pour agir, pour commettre des délits. C'est cette volonté propre qui est l'élément essentiel de l'imputabilité. Pour être logique, il faudrait nier la responsabilité civile directe aussi bien que la responsabilité pénale, la responsabilité contractuelle aussi bien que la responsabilité délictuelle des syndicats professionnels : mais alors que resterait-il de leur individualité juridique ?

La loi pénale doit frapper non l'instrument d'exécution, mais la personne qui a voulu le délit. Mais il est évident que si l'instrument d'exécution est un individu capable et responsable, les sanctions pénales doivent aussi l'atteindre. Le gérant d'un syndicat n'est pas seulement un instrument passif : en devenant le mandataire d'une personne morale, *il n'abdique pas sa propre personnalité*, sa propre imputabilité. C'est pourquoi un acte illicite peut engager *simultanément* et la responsabilité de l'être moral, et la responsabilité pénale individuelle du mandataire. Comme mandataire, l'auteur matériel du délit engage par son fait la responsabilité syndicale ; comme individu, il engage

en même temps sa propre responsabilité. En d'autres termes, il n'est pas seulement un mandataire, il est encore un complice.

Admettre la responsabilité pénale du syndicat, ce n'est donc pas « exempter le gérant des conséquences de ses actes pour les reporter entièrement sur le représenté » (Planiol. Loc. cit.). La responsabilité corporative n'est pas la négation des responsabilités individuelles, elle en est le complément.

Quelles sont les pénalités applicables aux personnes morales ? Les pénalités du droit commun, lorsqu'elles se manifestent sous la forme d'une obligation de payer. Rien ne s'oppose à ce que le syndicat soit tenu de payer les amendes, comme il est tenu de payer les dommages-intérêts. Mais par nature, le syndicat échappe à un grand nombre de pénalités : on ne condamne pas une personne morale à la déportation, on ne met pas une association en prison, on ne guillotine pas une collectivité. Cela va de soi, cependant les pénalités corporatives, au Moyen-Age, n'étaient pas exclusivement pécuniaires. Un arrêt du Parlement de 1294 condamna la ville de Laon à la perte de sa charte et de ses privilèges. Un autre arrêt frappa d'excommunication la ville de Lyon.

L'ordonnance de 1670 réglait minutieusement la manière de faire les procès aux communautés : *universitates* ou *collegia*. L'art. 5 de l'Ordonnance criminelle de 1640 prévoyait le cas où la communauté étant responsable, il y aurait lieu cependant d'exercer des poursuites *parallèles* contre les individus coauteurs et complices du délit en même temps qu'instruments de la communauté.

La Révolution supprima les corporations ou communautés et par voie de conséquence les pénalités corporatives.

Depuis, on peut citer dans notre législation et dans notre jurisprudence quelques exemples peu nombreux de pénalités collectives. Les sociétés minières doivent payer l'amende lorsqu'elles commettent des contraventions aux lois et règlements sur les mines (Cass. 6 août 1829, S. 1829.1.346). L'art. 199 du Code forestier sur les délits de pâturage a été appliqué aux communes (Toulon, 6 février 1862, D. 1862.2.97). La loi du 15 juillet 1846 édicte des pénalités à l'égard des compagnies de chemins de fer (1). D'après la loi du 2 novembre 1892, art. 26, § 4, les chefs d'industrie qui sont quelquefois *des sociétés*, sont responsables des condamnations, réparations civiles, ou *amendes*, poursuivies contre leurs directeurs et gérants.

Ainsi, tantôt la loi édicte des pénalités contre les personnes morales, tantôt la jurisprudence applique aux personnes morales des pénalités édictées contre les individus.

La loi du 21 mars 1884 admet-elle le principe de la responsabilité pénale des personnes morales ? L'art. 9 de la loi de 1884 est ainsi conçu : « Les infractions aux art. 2, 3, 4, 5, 6 de la loi seront poursuivies *contre les directeurs ou administrateurs des syndicats*... Les tribunaux pourront en outre, à la diligence du Procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat. » Cet article édicte, il est vrai, des pénalités individuelles contre les administrateurs et directeurs. Mais la dissolution, qui a été définie la peine de mort des personnes morales, constitue une véritable pénalité *corporative* : on peut donc pertinemment soutenir que l'art. 9 écarte toute idée de responsabilité pénale, pouvant atteindre le syndicat —

(1) Cf. loi du 17 juillet 1874 sur la répression collective des incendies dans les régions boisées de l'Algérie.

personne morale. La disposition visant les administrateurs et directeurs est suffisamment justifiée par cette double considération que les administrateurs et directeurs ont le mandat tacite ou légal d'accomplir les formalités prévues par la loi de 1884 et de gérer conformément au texte de cette loi le patrimoine du syndicat — et qu'en second lieu, il est plus facile d'atteindre pénalement des individus que des personnes morales, comme les syndicats ouvriers, par exemple, associations *insolvables* composées de membres *anonymes* et *insaisissables*, comme les a spirituellement qualifiés M. Hubert-Valleroux. La plupart des infractions qui peuvent être commises du chef des syndicats tombent sous le coup de l'article 9 et les tribunaux préfèrent avec raison frapper les administrateurs et les directeurs sans dissoudre à titre complémentaire la personne morale.

En dernière analyse, la répugnance des auteurs à admettre la responsabilité civile ou pénale des personnes morales s'explique par des raisons de fait plus encore que par des motifs d'ordre juridique.

En effet, s'il est possible, en droit, que les personnes morales se rendent coupables d'un délit ou d'une contravention, il est rare en fait, qu'elles soient assez imprudentes pour donner à un ou à plusieurs de leurs membres le mandat de commettre une infraction punie par la loi pénale, ou une faute dont réparation civile pourrait leur être demandée. C'est dire que la responsabilité corporative ne saurait être mise en jeu que dans les cas exceptionnels.

Les syndicats professionnels n'en sont pas moins en principe des personnes responsables et des personnes punissables. Et l'examen de la jurisprudence suffit à

montrer que la responsabilité délictuelle des syndicats *au moins en ce qui concerne les réparations civiles*, n'est pas restée à l'état d'affirmation théorique.

III

La jurisprudence reconnaît en effet pleinement la responsabilité *civile* des syndicats professionnels, en vertu de l'article 1382 du Code civil.

Le plus souvent, la responsabilité du syndicat se trouve engagée par l'exercice abusif d'un droit, c'est-à-dire par un détournement de pouvoirs.

C'est ainsi que les syndicats sont civilement et directement responsables du dommage causé par la mise à l'index d'un patron et d'un ouvrier si cette mise à l'index est étrangère à la défense des intérêts professionnels, ou s'accompagne de manœuvres délictueuses ou illicites, menaces, violences, diffamations...., etc.

La mise à l'index est l'interdiction faite par le syndicat sous menace de grève, soit à un ouvrier de ne pas travailler chez tel patron, soit à un patron de ne pas employer ou de ne pas conserver tel ou tel ouvrier. Sous cette double forme, la mise à l'index ou « consigne » est de pratique constante dans les milieux syndicaux.

La question de la responsabilité civile du syndicat à raison du dommage causé par une mise à l'index abusive, s'est posée dans une affaire célèbre, l'affaire Joost.

Le sieur Joost, après avoir donné sa démission, qui ne fut pas acceptée par le syndicat, refusa d'acquitter ses cotisations en retard, malgré des avertissements répétés.

Le syndicat des imprimeurs sur étoffe de Jallieu-Bourgoin prononça l'exclusion du sieur Joost et décida en outre de cesser le travail dans l'usine où il travaillait, si le patron le conservait dans ses ateliers. Le patron s'inclina devant la volonté des syndiqués et Joost fut renvoyé. Joost intenta contre le syndicat une action en dommages-intérêts fondée sur le double préjudice à lui causé par son exclusion du syndicat et par son renvoi de l'usine. Il s'agissait de savoir si la responsabilité du syndicat était engagée dans les termes de l'art. 1382, c'est-à-dire si le fait dommageable : 1^o était la conséquence d'un acte illicite ; 2^o avait lésé les droits légaux ou conventionnels du demandeur.

Le Tribunal civil de Bourgoin (11 janvier 1899) n'hésita pas à reconnaître la légitimité de la mise à l'index. Tout ouvrier a le droit de cesser le travail chez un patron, avec ou sans raison, ou simplement parce qu'il ne lui plaît pas d'avoir à ses côtés un autre ouvrier nommément indiqué. Or, la mise à l'index n'est que l'exercice collectif de ce droit, et l'exercice d'un droit n'a jamais engendré l'obligation de réparer le dommage causé. La violence morale qui résulte d'une menace collective de cessation du travail ne suffit pas à donner le caractère illicite à la mise à l'index prononcée par le syndicat. D'après le tribunal de Bourgoin, l'abrogation de l'art. 416 du Code pénal a une portée plus haute et plus large que de supprimer des pénalités, elle entraîne la légitimité des actes qui sont les conséquences de l'exercice du droit de coalition : les amendes, les proscriptions et les interdictions. Il est impossible de supposer que le législateur ait commis l'intolérable contradiction d'autoriser les groupements collectifs, en leur défendant l'action collective.

Le syndicat de Jallieu-Bourgoin, en mettant à l'index le sieur Joost, n'avait donc pas commis un délit ou quasi-délit pouvant donner lieu à réparation civile.

La Cour de Grenoble confirma l'argumentation du tribunal de Bourgoin. D'après l'arrêt de la Cour de Grenoble, la pression *morale* ne constitue pas une faute. L'arrêt remarque, en outre, qu'en l'espèce les faits litigieux étaient déterminés par des considérations d'intérêt professionnel, plutôt que par un sentiment d'hostilité, de malveillance personnelle à l'égard de l'ouvrier mis en interdit. Le patron de Joost avait, d'autre part, le droit absolu de renvoyer son ouvrier sans être obligé d'invoquer aucun motif particulier. Joost était ainsi désarmé à l'égard du patron comme à l'égard du syndicat.

La Cour de cassation (22 juin 1892) cassa l'arrêt de la Cour de Grenoble. L'arrêt de la Cour de cassation est ainsi conçu :

« Vu les art. 7 de la loi du 21 mars 1884 et 1382 du Code civil,

« Att. que l'art. 7 sus-visé donne à tout membre d'un syndicat professionnel le droit de se retirer de l'association quand bon lui semble, que si, depuis l'abrogation de l'art. 416 du Code pénal, les menaces de grève adressées sans violence ni manœuvres frauduleuses par un syndicat à un patron, à la suite d'un concert entre ses membres, sont licites, quand elles ont pour but la défense des intérêts professionnels ; elles ne le sont pas quand elles ont pour but d'imposer au patron le renvoi d'un ouvrier, *parce qu'il s'est retiré de l'association et refuse d'y rentrer* ; que, dans ce cas, il y a une atteinte au droit d'autrui, qui, si ces menaces sont suivies d'effet, rend le syndicat responsable de dommages-intérêts ; Casse, etc. »

La Cour de cassation, dans cet arrêt, a condamné la fausse application du principe, mais n'a pas touché au principe lui-même, affirmé dans le jugement de Bourgoin et l'arrêt de Grenoble.

La Cour de Chambéry (14 mars 1892. D. 93. 11.139) saisie sur renvoi de l'affaire Joost, se prononça dans le même sens que la Cour de cassation.

Depuis l'affaire Joost, une série de décisions judiciaires ont consacré la légitimité de la mise à l'index, *professionnelle et pacifique* (Chambéry, 14 mars 1893. D. 93. 2.191 ; — Lyon, 2 mars 1894. D. 94. 1.305 ; — Paris, 31 mars 1896. D. 96. 2.184 ; — Lyon, 15 mars 1895. D. 95. 2.310 ; Nîmes, 2 février 1898. D. 98. 2.103 ; — Cass. civ., 9 juin 1896. D. 96. 1.582. S. 98. 1.17 ; — Lyon, 16 décembre 1896. *Revue des Sociétés*, 1897, p. 229 ; — Paris, 7 décembre 1903. S. 1905. 298 ; — Amiens, 7 juillet 1905. *Gaz. Trib.*, 11 novembre 1905 ; — et surtout : Cass. req., 25 janvier 1905. S. 06. 1.209 avec une note de M. Wahl, et D. 1905. 1.153 avec le rapport de M. Letellier et une note de M. Planiol) (1).

La mise à l'index est-elle illicite lorsqu'elle a pour but exclusif le renvoi d'un syndiqué *parce que non syndiqué* ? Il s'agit alors d'un intérêt syndical au premier chef, puisque la mise à l'index est alors inspirée par l'esprit d'égoïsme corporatif qui anime à quelque degré toutes

(1) Quel que soit le préjudice causé à l'ouvrier ou au patron, frappés d'interdit, il n'engage pas à lui seul la responsabilité du syndicat, si la mise à l'index est *licite* et par son but et par ses procédés. C'est l'application du droit commun. Il serait donc proprement absurde de déclarer illicite toute mise à l'index dommageable : ce serait retirer en fait aux syndicats le bénéfice du principe posé en droit, car la mise à l'index n'est efficace que par la gravité de ses résultats.

les associations. Mais elle est évidemment et directement contraire à la liberté du travail. La mise à l'index pour la défense des conditions syndicales de travail limite singulièrement la liberté du travail, elle en supprimerait jusqu'à la dernière trace, si elle pouvait devenir un moyen de rendre le syndicat *indirectement* obligatoire. Notez que le syndicat pour la conquête ou la défense des conditions du travail a un intérêt capital à comprendre la majorité ou la totalité des membres de la profession : mais cet intérêt *professionnel* par nature n'en est pas moins illicite d'après les textes parce que le législateur a repoussé le principe du syndicat obligatoire.

La Cour de Lyon (15 mai 1895. Syndicat des robinetiers de Lyon c. Bernichon. 96. 2. 30. — *Idem*. Trib. Lyon 10 avril 1895. *Bull. Off. Trav.* 1895. 600) déclare que l'interdiction générale faite aux patrons d'employer des ouvriers non syndiqués engage la responsabilité des syndicats à l'égard des ouvriers, qui en sont les victimes.

L'arrêt de la Cour de Paris du 31 mars 1896 (S. 96. 2. 98) a été rendu dans une affaire particulièrement intéressante. Le syndicat poursuivi avait prévu dans ses statuts l'emploi de la mise à l'index et publiait régulièrement dans l'organe de la profession sous le titre de « Piloni corporatif » le nom des ouvriers ou des patrons mis en interdit.

Le sieur Bonnissent, qui actionnait le syndicat en dommages-intérêts avait été, suivant les termes du jugement « signalé à la mésestime et à l'animadversion des autres ouvriers, aussi bien qu'à l'inquiétude des patrons, alors qu'il n'avait fait qu'user du droit qu'a tout homme d'exercer librement son industrie en se conformant aux lois. La situation de Bonnissent était d'autant plus intéressante

qu'il était père de quatre enfants et que l'un de ses fils avait été lui aussi victime de l'intervention persistante du syndicat et de son organe *La Fonderie*, uniquement parce qu'il était fils d'un ouvrier frappé d'interdit. Dans l'espèce, la mise à l'index était bien une manifestation abusive du droit reconnu aux ouvriers et aux syndicats d'adresser des injonctions aux patrons sous menace de grève, et constituait « l'abus le plus révoltant », « la violation la plus sérieuse de la liberté du travail », la confiscation du droit individuel de travailler au profit du syndicat, qui aspirait ainsi à devenir « le maître absolu » de la profession. Le Tribunal de la Seine ne pouvait que reconnaître en ces circonstances la responsabilité civile du syndicat et du journal corporatif à l'égard du sieur Bonnissent. (Voir Douai, 19 avril, 1902. S. 1906. 2.155. — Trib. paix, Besançon, 17 juillet 1906. *Gaz. Trib.* 1^{er} avril 1907. Cass. requête, 25 janvier 1905).

Les syndicats commettent souvent des délits de presse (diffamation, injures). Ils engagent alors leur responsabilité propre (Corr. Seine, 11 juillet 1907. D. 1907, 5.37). Une chambre syndicale a été condamnée à réparer civilement le préjudice causé par les allégations mensongères contenues dans une affiche apposée par le syndicat : s'il n'est pas une escroquerie au sens de l'article 405 du C. P., il est une manœuvre au sens de l'article 414 (Trib. Seine, 9 août 1900, *Annuaire des synd. prof.*, 1901, 1.556 ; dans le même sens, à l'occasion de faits analogues, Seine, 18 juin 1903, *Gaz. Pal.* 1903, 2.204. — Amiens, 7 juillet 1905. *Gaz. Pal.*, 1905, 2.607. — Nîmes, 30 juillet 1907. *Mon. Judic.*, Lyon, 26 septembre 1907.

Mais il est excessif de considérer toute affiche comme un acte de publicité abusive : l'affichage ne devient,

comme la mise à l'index elle-même, un procédé illicite que s'il cesse d'avoir une portée strictement professionnelle (*Contrà* Douai, 7 mai 1902. D. 1903, 2.329, mais Cass., 25 janvier 1905. D. 1905. 1.153).

L'affiche doit-elle s'adresser *aux seuls syndiqués* : la Cour de Cassation semble l'avoir pensé. Mais si l'affiche est licite et par son objet, et par son contenu, le fait d'en appeler à *toute* la profession, ou à l'opinion publique de l'attitude d'un patron doit-il en faire un quasi-délit ? D'une manière générale, les invitations aux non-syndiqués à travailler ou à ne pas travailler, si elles sont inspirées par le *seul* intérêt professionnel, ne sont contraires à aucun traité ni à aucun principe (Note de M. Wahl s. Riom, 7 février 1900. S. 1903. 2.225. Cependant, Paris, 5 février 1901. S. 1902. 2.277. Cf. Limoges, 10 juin 1902-1903. 2.233).

Les syndicats ont le droit d'exclure leurs membres, mais la responsabilité civile du syndicat est engagée si l'exclusion n'a pas été prononcée conformément aux dispositions limitatives des statuts et si le syndiqué exclu n'a pas été mis préalablement en demeure de présenter sa défense. Aucune clause statutaire ne peut déroger à cette dernière règle. Une violation du statut social n'entraîne donc pas de plein droit l'exclusion : il faut une mise en demeure préalable avertissant l'intéressé, que le syndicat ne renonce pas tacitement à exiger l'application des obligations statutaires (V. Rouen, 24 mai 1890. S. 1892, II-20. Trib. Lyon, 29 novembre 1901. *Annuaire des Synd. prof.* 1902, 631. Même principe à l'égard des associations. Seine, 17 décembre 1907).

La nullité de l'exclusion peut être prononcée : l'appréciation des tribunaux est souveraine. Comme il s'agit d'une sorte de pénalité, les cas d'exclusion prévus par les

statuts sont restrictivement interprétés (Dijon, 4 juillet 1890. D. 91. 2.21 ; — Seine, 5 avril 1900. S. 1901. 2.118 ; — Toulon, 14 fév. 1901. *Annuaire des S. P.*, 1902, 1.605). Ces principes étaient admis avant 1884, en ce qui concerne les exclusions prononcées par les sociétés de secours mutuels.

L'exclusion n'est légitime que si elle est justifiée par des motifs professionnels : par exemple, le refus de s'associer à une grève votée par le syndicat (Paris, paix, 22 juin 1904. *Rec. décis. des juges de paix*, 1904, n° 253 ; — Aix, 22 novembre 1904. D. 1905. 2.120, avec une note de M. Planiol) ou le fait de travailler au-dessous du tarif syndical (Havre, 26 octobre 1894. D. 95. 2.202).

Lorsqu'un syndiqué cesse d'appartenir à la profession, l'association a non seulement le droit, mais le devoir d'en prononcer l'expulsion (Trib. civ. Lyon, 20 juin 1902. *Monit. Lyon*, 8 avril 1902).

Le refus d'admission peut-il engager la responsabilité du syndicat ? Non, en principe. Mais il en serait autrement si le refus était motivé par des considérations entachant l'honneur et la considération du candidat (Paix, Paris, 25 oct. 1907, *Gaz. Pal.*, 1907, n° 351).

Comme les syndicats ouvriers, les syndicats de patrons se sont rendus trop fréquemment coupables d'atteintes à la liberté du travail et du commerce. L'art. 1382 du Code civil a été appliqué à un syndicat patronal qui avait engagé le public, par circulaire, à retirer sa clientèle à une maison de gros qui vendait au détail à certains clients, contrairement à un usage prétendu constant. La publicité en vue d'enlever à une maison sa clientèle commerciale ne rentre pas dans les attributions des syndicats (C. de Riom, 11 août 1897, Thioust, et 7 février 1900). On pour-

rait soutenir que dans cette espèce la mise à l'index patronale était licite, car il y avait un intérêt professionnel en jeu (*sic* Wahl. S. 1905. 225). Les syndicats de patrons ne doivent pas chercher à s'assurer le monopole de la profession, notamment en prenant des mesures spéciales à telle ou telle personne individuellement désignée : réparation du préjudice causé est due aux personnes lésées (C. de Douai, 13 juillet 1900. *Annuaire des S. P.*, 1900, p. 545). La responsabilité civile est un obstacle nécessaire à la tendance naturelle qui pousse les syndicats à dépasser les limites de leurs attributions normales.

Dans ces décisions nombreuses, la jurisprudence a reconnu de la manière la plus large la responsabilité délictuelle civile du syndicat, personne morale, dans les termes de l'art. 1382. Mais la responsabilité syndicale a-t-elle pour effet de couvrir la responsabilité individuelle des syndiqués ? Nous ne le croyons pas. Généralement, la part individuelle de chaque syndiqué dans l'action collective est insaisissable : et c'est pourquoi il convient alors de frapper la personne morale, dont la responsabilité apparaît seule. Mais dès qu'une responsabilité individuelle se dégage en fait de l'action collective, elle doit être juridiquement mise en jeu. Le syndicat leur a peut-être donné le mandat de commettre un délit ; c'est l'idée qui justifie la responsabilité directe de l'association. Seulement ils ont commis une faute en l'acceptant... On trouve dans la jurisprudence une série d'applications de la responsabilité individuelle des syndiqués (Cass., 25 juin 1889. D. 1890. 1.151 ; — Moutiers, 28 janvier 1892. *France judiciaire*, 1892, 350 ; — Bourges, 19 juin 1894. D. 1894. 2.441 ; — Seine, 5 décembre 1905. *Bull. Union des Ind. textiles*, 1906, 408. *Le Droit*, 6 février 1906 ; — Château-

Gontier, 13 novembre 1906. *Gaz. Pal.*, 1907, n° 31).

Si la responsabilité du syndicat est pratiquement utile, lorsque l'action individuelle s'est dissimulée sous l'action collective, la responsabilité individuelle est pratiquement indispensable, lorsque le syndicat a eu la prudence de ne pas se montrer, ou a la mauvaise foi de se dissoudre. Car, on l'a dit, en cinq minutes, une personne morale peut mourir, pour éteindre avec elle un passif, et ressusciter sous un nom nouveau, sans prendre même la peine de changer d'administrateur ou de local. Ce serait, assurément, si l'on refusait d'admettre simultanément avec la responsabilité du syndicat celle des syndiqués, « organiser légalement... une flagrante violation du droit » et accorder aux associations « le bénéfice monstrueux de devenir irresponsables » (Planiol. D. 1907. 2.32). Il serait trop facile, par une fraude légale, d'escamoter la personne morale après en avoir fait le paravent des délits individuels. La coexistence des responsabilités s'impose pratiquement, autant qu'elle se justifie en droit.

La jurisprudence repousse-t-elle toute idée de responsabilité *pénale* corporative? En réalité, la question ne s'est jamais posée d'une manière très nette devant les tribunaux. Nous nous refusons à voir dans l'arrêt de la Cour de Besançon de 1889 (25 juillet 1889, Contrib. directes contre Bouvet, président du syndicat agricole de Poligny) la négation de la responsabilité pénale des syndicats. Le syndicat, dont le sieur Bouvet était président, se livrait à la vente au détail des boissons, sans avoir fait de déclaration préalable, conformément à la loi du 28 avril 1816. La Cour de Besançon, sans examiner la légalité des opérations commerciales faites par le syndicat, a déclaré le président de l'association passible des

peines édictées par la loi (art. 47, 50, 95 de la loi de 1816). La Cour de Besançon ne s'est pas prononcée clairement sur la responsabilité syndicale — et il paraît bien que l'omission de la déclaration préalable ait été une faute personnelle du président et non l'œuvre de la volonté collective. La contravention n'était pas un acte matériel ou juridique accompli par un mandataire et constituant la traduction extérieure d'une décision de la personne morale. L'arrêt de 1889 n'a donc pas la portée qu'on voudrait lui attribuer. Sur le point de savoir si le syndicat est personnellement responsable, nous ne connaissons pas d'autres décisions : la question reste ouverte,

CHAPITRE VIII

LES UNIONS DE SYNDICATS

Les syndicats « régulièrement constitués » peuvent librement *se concerter* pour la défense des intérêts professionnels : en d'autres termes, ils peuvent former des *Unions* ou *Fédérations*.

Mais il résulte de l'art. 5, § 3, de la loi de 1884 que ces Unions ne jouissent pas du bénéfice de la personnalité morale. Cet article refuse en effet aux Unions le droit d'ester en justice, sans lequel il n'est pas de personnalité civile (1).

Lorsque les syndicats composant une Union ont à défendre en justice des intérêts communs, ils peuvent joindre leurs demandes, sans toutefois les confondre dans un seul et même exploit (Cholet, 18 fév. 1897. D. 1903.2.25). La procédure est ainsi rapide et peu coûteuse.

Les Unions ne peuvent acquérir de meubles, ni d'immeubles.

Les immeubles nécessaires au fonctionnement des Unions doivent être acquis *indivisément* par les syndicats

(1) Un jugement du Tribunal de commerce de la Seine (1^{er} mars 1888, *Rev. des soc.*, 1888.1.291) a reconnu à une Union le droit de se constituer en société civile et commerciale. Cette solution est inacceptable : la prohibition de faire des actes de commerce s'étend évidemment aux Unions.

fédérés dans les limites déterminées par l'art. 6 de la loi de 1884.

Les valeurs mobilières déposées dans la caisse des Unions sont la propriété *indivise* des syndicats.

N'ayant pas de capacité civile propre, les Unions n'ont pas de responsabilité civile ou pénale propre.

Quelquefois un groupement de syndicats dont chacun n'est pas individuellement déclaré, conformément à l'art. 4 de la loi de 1884, se présente devant les tribunaux comme formant *un seul syndicat*. Chaque unité organique composant ce syndicat est alors qualifiée de section. Ce procédé est illégal. Une *section* pourvue de ses organes doit se conformer individuellement aux formalités légales (Com. Nevers, 20 fév. 1902, *Annuaire des syndicats*. — Bourges, 1^{er} mai 1902. D. 1902.2.413. S. 1903.2.108) et former un syndicat *distinct*.

N'ayant pas de personnalité, les Unions ou Fédérations n'ont pas de responsabilité : au point de vue civil, comme au point de vue pénal, elles échappent à toutes poursuites (Trib. Toulouse, 30 janvier 1899, *Revue prat. de dr. industriel*, 1899.97 ; — Paris, 5 janvier 1901. D. 1901.2.427, et 22 février 1904 ; — Com. Lyon, 30 juillet 1904).

CHAPITRE IX

LES PROJETS DE RÉFORME

La loi du 21 mars 1884 n'a pas tracé avec une précision suffisante les limites de la capacité civile des associations professionnelles. Sur trois points notamment elle présente des difficultés d'interprétation presque insurmontables.

En premier lieu, elle ne reconnaît pas aux syndicats professionnels la *capacité d'acquérir à titre gratuit*. La jurisprudence, il est vrai, n'a pas hésité à interpréter, dans le sens le plus libéral, le silence du législateur. Mais cette jurisprudence n'a pas encore désarmé toute opposition.

En second lieu, la loi de 1884 ne permet pas de résoudre avec certitude la question de savoir si les syndicats professionnels ont le droit de *contracter et d'ester en justice dans l'intérêt et pour le compte de leurs membres*. Il est à présumer, d'après les débats parlementaires, que le législateur de 1884 n'avait pas aperçu toute la portée de la question. Quoiqu'il en soit, les hésitations et les incohérences de la jurisprudence sont un sérieux obstacle au développement si désirable du contrat collectif de travail : le Parlement a le devoir d'engager sur ce point un débat approfondi. Il ne serait pas moins utile aux syndicats, plus particulièrement aux syndicats agricoles, de savoir dans quelles limites et à quelles conditions ils peuvent vendre et acheter pour le compte de leurs adhérents.

Enfin la loi du 21 mars 1884 est muette sur *les effets de la dissolution des syndicats*, c'est-à-dire sur la dévolution de leurs biens, soit à l'État, propriétaire des biens vacants et sans maître, soit au contraire aux membres du syndicat disparu. N'osant se prononcer entre deux systèmes, dont l'un peut se défendre au nom des principes et l'autre au nom de l'équité, le législateur a esquivé la difficulté par un renvoi au droit commun, il faut entendre : à la jurisprudence.

Ces obscurités de la loi de 1884 portent sur des points assez importants pour justifier une refonte du texte organique des associations professionnelles.

La jurisprudence, sans doute, a suppléé au silence du législateur en donnant de la loi de 1884 l'interprétation la plus large. Mais les controverses doctrinales sont loin d'être éteintes et risqueraient, si l'État, avec l'appui de l'opinion publique, reprenait les hostilités contre les associations professionnelles, d'entraîner une évolution inattendue de la jurisprudence. Pas plus que la tolérance administrative, une jurisprudence fondée sur un article de loi équivoque, ne saurait donner aux associations la sécurité du lendemain. « La légalité, c'est la sécurité », a-t-on dit : encore faut-il que la loi soit claire.

Aucune objection ne peut être présentée contre la nécessité d'apporter certaines précisions, certaines additions, certaines modifications de forme à la loi de 1884.

Il suffit en somme de *consacrer* par un texte formel les décisions des tribunaux ou le vœu unanime des intéressés.

Faut-il aller plus loin et demander l'extension de la capacité civile des syndicats, jugée par beaucoup trop restreinte, même si l'on admet l'application la plus libérale de la loi de 1884 ? D'après le texte actuel, les syndicats ne

peuvent acquérir des immeubles au-delà de ceux strictement nécessaires à leur fonctionnement et les actes de commerce leur sont rigoureusement interdits. Cette double prohibition a pour effet de restreindre l'activité des syndicats : car les cotisations et les libéralités sont insuffisantes pour faire face aux frais des œuvres multiples que les syndicats ont le devoir et non le pouvoir de créer et d'entretenir. Pour les associations comme pour l'État, la question budgétaire est d'importance capitale. La loi de 1884 a pour ainsi dire ouvert au budget des chambres syndicales un nombre indéfini de chapitres éventuels : caisse de secours mutuels, caisse de retraites, offices de placement, etc..., mais elle a négligé d'indiquer ou d'autoriser les recettes correspondantes. En donnant aux syndicats la capacité civile, on leur a fait cadeau d'une bourse vide : ils réclament, non sans apparence de raison, les moyens de la remplir.

Telles sont les obscurités et les lacunes de la loi du 21 mars 1884, au point de vue de la capacité civile des associations professionnelles.

Des projets de réforme ont été présentés pour préciser ou étendre les frontières trop étroites de la capacité juridique des syndicats. Aucun d'eux n'a été adopté par le Parlement. Mais ils fournissent à la discussion un terrain solide, et ils seront les bases du travail législatif de demain : à ce double point de vue, il nous paraît intéressant d'en faire brièvement l'analyse et la critique.

I

Le législateur de 1884 n'avait pas prévu le développement rapide des associations agricoles. Il avait en vue

surtout le progrès des syndicats industriels d'ouvriers ou de patrons. Or, les syndicats agricoles, plus encore que les syndicats industriels, ont besoin d'un champ d'action étendu : ils ne peuvent vivre et prospérer qu'en rendant à leurs membres des services matériels, notamment l'*achat ou la vente pour le compte des membres et le crédit*. En présence des termes généraux de l'art. 3 de la loi du 21 mars 1884, on reconnaît sans doute aux syndicats le droit de vendre et d'acheter, sans but lucratif, pour le compte de leurs membres. Mais, les opérations de crédit doivent leur être, en l'état actuel des textes, rigoureusement interdites : le crédit, même purement mutuel et syndical, présente en effet un caractère commercial et aléatoire indiscutable.

Le projet déposé par M. Méline sur le bureau de la Chambre, le 10 mai 1890 (*J. off.*, Doc. parlem., t. 700 et suiv. — Rapport de M. Mir, 1892. *J. off.* Ch., Doc. parlem., p. 207) avait pour but d'autoriser les syndicats à introduire dans leurs statuts des clauses relatives à certaines opérations de crédit.

Le projet Méline reconnaissait aux syndicats le droit d'acheter pour les revendre *avec bénéfice*, les matières premières, les machines, les outils et d'une manière générale tous les objets nécessaires à l'exercice de la profession. Le projet consacrait explicitement le droit pour les syndicats de vendre les produits du travail de leurs membres. En ce qui concerne les opérations de crédit ou de banque, les syndicats étaient autorisés à garantir le paiement des achats et ventes directement passés par leurs adhérents ; à recevoir en compte courant avec ou sans intérêts les dépôts de fonds de leurs membres, à opérer pour eux ou sur eux les recouvrements ; à faire,

sans toutefois émettre d'*actions*, les emprunts nécessaires pour constituer et augmenter le fond de roulement de l'association ; enfin, à répartir entre les syndiqués, au prorata de leurs souscriptions, les sommes provenant des retenues et bénéfices sur les opérations faites par le syndicat, après prélèvement des intérêts du fond de roulement et des emprunts, et constitution d'une réserve égale à dix fois le montant des cotisations et souscriptions annuelles. L'extension de la capacité du syndicat avait pour corollaire naturel une extension de la responsabilité des syndiqués : le projet Méline édictait en effet la responsabilité *solidaire* des membres du syndicat, responsabilité qui ne devait s'éteindre que *deux années* après leur sortie du syndicat. Le projet permettait des dérogations statutaires à cette règle, les droits des tiers étant alors protégés par la *publicité* de l'association.

On pouvait adresser au projet Méline une double critique : il méconnaissait le caractère essentiel de l'association professionnelle, en l'assimilant à une sorte de société commerciale ou financière, et il imposait d'autre part aux syndiqués une responsabilité dangereuse et trop prolongée. Adopté en première lecture par la Chambre, le projet Méline souleva de vives protestations, pleinement justifiées. Le Gouvernement, qui avait plus particulièrement en vue l'organisation du *Crédit agricole populaire*, nomma une Commission extra-parlementaire chargée d'approfondir la question. La Commission substitua au projet du Gouvernement un projet nouveau très différent, qui est devenu la loi des 5-6 novembre 1894 sur le Crédit agricole. D'après cette loi, le syndicat ne peut se livrer à des opérations de crédit : il a seulement la faculté de créer entre ses membres une société distincte de lui-même

et ayant une personnalité et un patrimoine propre. Le crédit est la plus dangereuse des opérations commerciales : la loi de 1894 doit être louée pour avoir donné satisfaction aux vœux légitimes des populations agricoles sans compromettre le mouvement syndical. Le projet Méline n'a plus qu'un intérêt rétrospectif.

II

La proposition Dussaussoy, du 5 février 1895 (Ch., Doc. parlem. n° 1164), qui tend à accroître la capacité civile des syndicats et à régler la dévolution de leurs biens en cas de dissolution, est animée d'un esprit de conservation sociale. M. Dussaussoy propose en effet de reconnaître aux syndicats la capacité d'acquérir à titre onéreux ou gratuit des meubles et des immeubles, sans aucune limitation, en vue d'intéresser la classe *ouvrière* au maintien de la propriété et de l'ordre public. La proposition de M. Dussaussoy est d'ailleurs applicable à toutes les catégories d'associations professionnelles.

L'extension indéfinie de la capacité civile des associations professionnelles serait acceptable, si elle était limitée aux syndicats ouvriers. La formation d'une mainmorte ouvrière est plutôt à désirer qu'à craindre, on peut affirmer surtout qu'elle n'est pas à prévoir, elle ferait tomber la grande objection contre le contrat collectif de travail, nous voulons dire, l'insolvabilité des syndicats ouvriers. Mais il est permis de douter qu'il y ait lieu d'accorder à un syndicat patronal, formé en vue de procurer directement ou indirectement à ses membres des avantages

matériels, un droit que le législateur n'a pas voulu reconnaître à des associations charitables, autorisées par le Gouvernement après une enquête approfondie, et soumises à la tutelle administrative.

La jurisprudence actuelle du Conseil d'État et des tribunaux judiciaires refuse d'appliquer aux libéralités faites aux syndicats les principes ordinaires de la tutelle administrative : M. Dussaussoy pense, au contraire, que « dans un but indiscutable d'ordre public, il est nécessaire que l'origine, la destination et le montant des libéralités soient contrôlés ». En conséquence, il croit utile de soumettre les libéralités adressées aux syndicats, comme celles dont bénéficient les établissements d'utilité publique en général, au régime de l'autorisation préalable. Cette disposition nous paraît conforme à l'intérêt de l'État : elle est d'autant plus justifiée dans le système de M. Dussaussoy que d'après lui, les syndicats auraient la faculté de constituer une mainmorte *illimitée*. La forme de l'autorisation, proposée par M. Dussaussoy, est également acceptable : elle serait donnée par arrêté préfectoral *motivé*, afin de soustraire les syndicats à l'arbitraire, et dans le délai de *trois* mois à partir de la notification de la libéralité, afin de prévenir, à leur égard, les lenteurs administratives.

M. Dussaussoy prévoit l'extension aux syndicats de la taxe de mainmorte, contre-partie naturelle, à ses yeux, du régime de la liberté d'acquisition.

Enfin, comment doit être réglée la dévolution des biens des syndicats disparus par dissolution naturelle, volontaire, ou administrative ? La proposition Dussaussoy fournit, sur ce point, une solution séduisante. L'exposé des motifs rejette nettement l'attribution des biens à l'État,

non seulement parce que l'État pourrait céder à la tentation de dissoudre les syndicats pour s'emparer de leur patrimoine, mais parce que cette attribution ne répondrait pas, le plus souvent, au but que s'étaient proposé les fondateurs. D'autre part, la répartition entre les membres du syndicat disparu doit être rejetée comme incompatible avec la destination du patrimoine syndical, c'est-à-dire avec l'affectation des biens de l'association à une idée, à un objet d'intérêt général. Un syndicat professionnel a pour héritiers naturels les organisations similaires. A défaut d'associations similaires, les biens du syndicat peuvent être affectés à une œuvre d'utilité sociale, à celle qui se présente le plus naturellement à l'esprit, l'*assistance*. Tel est le système adopté par M. Dussaussoy. La désignation de l'association similaire serait confiée au Préfet, ou, s'il n'y avait pas d'association similaire dans le département, au Ministre de l'Intérieur. A défaut d'association similaire en France et en Algérie, les biens seraient dévolus au *bureau de bienfaisance* du siège social de l'association dissoute. Mais « en aucun cas, dit l'art. 6 de la proposition, les biens du syndicat dissous ne pourront être attribués à l'État ». M. Dussaussoy n'admet ces règles qu'en l'absence de clauses statutaires : le syndicat, dit-il, doit pouvoir faire son *testament*, comme un simple particulier.

III

Nous n'insisterons pas longuement sur la proposition Dansette du 20 juin 1898 (Doc. parlem., Ch., n° 82). Elle tend à l'abrogation de l'art. 8 et à la modification de l'art. 6 de la loi de 1884. Le nouvel art. 6 proposé par M. Dan-

sette est ainsi conçu : Les syndicats pourront librement acquérir des immeubles à titre onéreux ou *gratuit*, et les administrer au mieux des intérêts communs, *au même titre et dans les mêmes conditions que les particuliers* ».

Les auteurs de la proposition, MM. Dansette, Motte, de Pontbriand, expriment leur admiration pour les Trade's Union « qui sont l'une des créations les plus extraordinaires de la raison et de la sagesse humaine », et pour ainsi dire « l'organisation légale de la liberté ouvrière ». Ces unions anglaises ont réalisé des réformes importantes grâce à leur esprit méthodique, à leur volonté ferme et aussi grâce « à l'accumulation lente et progressive d'un capital puissant ».

Pour donner aux syndicats français la possibilité et le désir d'imiter les puissantes Unions anglaises, il faut leur confier le droit *indéfini* à la propriété immobilière, sans craindre la création problématique et les dangers illusoi-res d'une mainmorte contre laquelle l'État est d'ailleurs « armé jusqu'aux dents ». « Plus les syndicats seront riches et puissants, plus ils bénéficieront d'aptitudes légales et plus aussi ils auront de force régulatrice dans l'éternel conflit du capital et du travail ».

Comme la proposition Dussaussoy, la proposition Dansette est l'œuvre d'esprits modérés, très éloignés des conceptions socialistes. Nous verrons bientôt que l'extension de la capacité civile des syndicats est également demandée par les partis avancés. M. Dussaussoy et M. Dansette semblent croire que l'extension de la capacité civile des syndicats serait de nature à exercer sur leurs tendances politiques actuelles une influence modératrice ; les autres, par exemple M. Basly et M. Dejeante, ont surtout en vue la création de ressources nouvelles pour le développement

de l'action économique, politique et sociale du « prolétariat organisé ».

IV

L'exposé des motifs de la proposition Basly nous donne une note nouvelle. La loi de 1884 y est traitée avec quelque vivacité : « ce n'est pas le droit d'association qu'elle a sanctionné, mais comme l'a dit Cantagrel, c'est la négation même de la liberté et du droit d'association » (Prop. Basly. Exposé des motifs. — Ch. juillet 1898. Ch. Doc. parl. n° 180). Dans cette loi, tout est piège, s'écriait un orateur, au Congrès ouvrier de Lyon en 1886.

M. Basly veut supprimer les formalités actuellement nécessaires pour la formation des syndicats : dépôt de statuts, déclaration du nom des administrateurs, afin de rendre impossibles « les persécutions patronales » contre les ouvriers syndiqués. Au début du mouvement syndical, la *publicité*, qui est le corollaire naturel de la *liberté* d'association présentait, en effet, des dangers particuliers pour les syndicats ouvriers : un certain nombre de patrons, qui regardaient la loi de 1884, suivant l'expression d'un sénateur, comme un véritable *Sedan industriel*, essayèrent d'arrêter l'essor des groupements ouvriers. Aujourd'hui, les préventions à l'égard des syndicats ouvriers se sont presque complètement dissipées et, d'autre part, les syndicats sont, en général, assez puissants pour se faire respecter. A l'époque où M. Basly déposait sa proposition de loi sur le bureau de la Chambre, la suppression de la déclaration préalable, seule garantie sérieuse du caractère exclusivement professionnel de l'association

ne s'imposait nullement. Aujourd'hui, la suppression est chose faite : en vertu de l'article 2 de la loi du 1^{er} juillet 1901, toutes associations de personnes peuvent se former librement sans déclaration préalable.

Mais M. Basly, plus généreux que la loi du 1^{er} juillet 1901, voudrait accorder aux syndicats, *et aux fédérations* de syndicats, en l'absence de toute autorisation préalable une *personnalité civile illimitée*. L'exposé des motifs fait observer justement que le droit de s'associer ou de se fédérer serait illusoire, s'il supposait la seule concentration des efforts et des bonnes volontés.

Il nous est impossible de nous rallier à la proposition de M. Basly. Elle aurait pour effet d'accorder aux syndicats professionnels un privilège exorbitant du droit commun : la faculté de constituer une mainmorte illimitée, en dehors du contrôle *préventif* ou *répressif* de l'État. Il ne faut pas oublier, en effet, que la loi du 1^{er} juillet 1901 refuse même aux associations reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'État, le droit d'acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elles se proposent.

V

La proposition Berthet a une portée plus restreinte. (Doc. parl. 1898, n° 350). Elle a pour but de donner aux syndicats le droit d'acquérir les terrains nécessaires à la construction des habitations à bon marché. Ces habitations seraient vendues aux membres du syndicat, n'étant pas encore propriétaires d'une maison. L'acquisition des

terrains serait subordonnée à une autorisation préfectorale. Un arrêté préfectoral autoriserait de même les emprunts, gagés par les moyens ordinaires, en vue de la construction des habitations à bon marché. En aucun cas, sauf action résolutoire pour le paiement du prix, le syndicat ne pourrait recouvrer la propriété ou la jouissance des habitations vendues. Enfin toute nouvelle acquisition de terrains ne serait possible qu'après justification de la destination légale des deux tiers des acquisitions précédentes.

Nous n'avons aucune critique à formuler contre la proposition de M. Berthet. La construction des habitations à bon marché, en effet, n'a rien de contraire à la mission des associations professionnelles. Mais c'est un texte un peu spécial sur lequel il n'y a pas lieu d'insister.

VI

Le projet Waldeck-Rousseau-Millerand de 1899 (Ch., Doc. parl. n° 1185) a un double objet : garantir par des sanctions pénales les libertés syndicales, accroître la capacité civile des associations professionnelles. Notre analyse restera limitée à ce dernier point.

L'esprit du projet nous est révélé par un discours prononcé le 2 mai 1898 à Roubaix par M. Waldeck-Rousseau, alors Président du Conseil.

« Les syndicats, disait-il, ont à jouer un rôle décisif dans le développement des associations ouvrières. Pour qu'ils puissent poursuivre légalement cette tâche, il faut élargir leur capacité.... J'ai la conviction profonde que

devenus capables de recevoir et d'employer les capitaux d'épargne, profitant des expériences faites, représentant une solvabilité incontestable, les syndicats doivent devenir les générateurs d'associations ouvrières, les agents décisifs de la grande évolution qui est à nos yeux la solution de l'avenir : l'accession du salariat à la *propriété* individuelle et commerciale. Il est nécessaire qu'ils puissent acquérir, constituer, sans perdre leur physionomie propre, de vastes participations dans lesquelles chacun de leurs membres ait une part d'intérêt, qu'ils se groupent par affinité... ; que ces groupes constituent des banques coopératives destinées à favoriser le développement des associations et à leur procurer du crédit. Ce n'est pas là du socialisme, c'est du progrès social. Nous ne rêvons pas de supprimer le capital, mais de le répandre et d'en assurer la conquête. Il faudra dans un avenir prochain que le capital travaille, et que, par une réciprocité certaine le travail possède ».

La même idée se trouve développée dans un discours de M. Millerand, co-auteur du projet de 1899.

« ... Il est impossible d'opposer les syndicats aux associations de production ; les unes ne sont que la floraison des autres. Il suffit de regarder chez nos voisins, dans ce petit pays de Belgique, qui nous offre tant de sujets de réflexion, pour voir, à côté d'un puissant effort d'association ouvrière, un puissant effort de production prolétarienne et, côte à côte, associations politiques, sociétés coopératives de production et de consommation prospérant les unes à côté des autres, les unes pour les autres.

« Le projet de loi que notre gouvernement a déposé et qui a pour but précisément, en même temps qu'il

éclairer sur certains points de la loi de 1884, de la développer, de la compléter, est tout entier lui aussi inspiré de cette idée.

« Il veut permettre aux associations ouvrières de donner tout ce qu'elles peuvent donner, de produire tous les fruits qu'on est en droit d'en attendre. Il reconnaît aux syndicats le droit de propriété le plus large. Et comment, en vérité, les ouvriers reculeraient-ils devant le don qui leur est offert, sans avouer par là même qu'ils ne s'en croient pas encore dignes. C'est impossible ; ils l'accepteront au contraire avec la conscience du devoir qu'il leur crée, avec le sentiment aussi qu'ils arrivent à un moment où ils peuvent recevoir une telle capacité et en user pour le mieux des intérêts légitimes qui sont les leurs ».

D'après l'exposé des motifs du projet, la loi de 1884 n'a donné aux syndicats qu'une capacité étroite « qui ne s'étend visiblement à aucune entreprise positive et matérielle en dehors des cours d'instruction professionnelle et des bureaux de placement ».

MM. Waldeck-Rousseau et Millerand proposent de donner aux associations professionnelles la personnalité civile la plus étendue, on pourrait dire, une personnalité civile *intégrale*. Les modifications apportées par le projet au texte actuel de la loi de 1884 relativement à la capacité civile des syndicats isolés sont les suivantes :

1° Les syndicats ont le droit d'acquérir à titre onéreux ou gratuit, sans aucune limitation ni autorisation, des meubles et des *immeubles*.

2° Ils ont le droit de passer des *contrats collectifs de travail* et d'ester en justice pour en assurer l'observation.

3° Ils peuvent faire, au moins d'une manière indirecte, *des actes de nature commerciale*.

Nous avons dit en examinant la proposition Dussaussoy ce qu'il fallait penser d'une extension de la capacité immobilière des syndicats; nous n'avons pas à y revenir.

Le projet consacre, — mais seulement d'une façon peu explicite, — le droit pour les syndicats de déterminer conventionnellement les conditions du travail de leurs membres. L'art. 10 du projet ne permet pas la mise en interdit prononcée par un syndicat, lorsqu'elle a pour but d'imposer l'observation des conditions du travail adoptées par lui : cette disposition du projet, éclairée par l'exposé des motifs, tend manifestement à la consécration législative du contrat collectif de travail, dont la validité est déjà reconnue par la jurisprudence. On peut déduire de la combinaison de l'art. 10 du projet avec l'art. 6, le droit pour les syndicats d'ester en justice pour imposer l'exécution de conventions de cette nature; un texte formel serait évidemment préférable (1).

En ce qui concerne la capacité commerciale des syndicats, le projet prête également à l'équivoque. L'art. 6 § 2 du projet est ainsi conçu : « Les syndicats pourront faire des actes de commerce en se conformant aux dispositions ci-après. Les syndicats de plus de sept membres qui dans le but d'exploiter une entreprise commerciale formeront une société à responsabilité limitée régie par

(1) Voir dans le Bulletin de la Société d'études législatives une série de documents et de discussions sur le contrat collectif de travail, 1907-1908. Il nous semblerait préjudiciable au développement même des conventions collectives d'en fixer les formes précises, les modalités détaillées avant l'achèvement de la grande expérimentation sociale qui se poursuit actuellement dans tous les pays industriels.

les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893, bénéficieront des exemptions suivantes aux dispositions des dites lois.

Le syndicat, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions. Dans ce cas, les syndiqués auront le droit d'être administrateurs, sans être individuellement porteurs de parts ou actionnaires, et l'assemblée générale sera formée de mandataires désignés par le syndicat, chaque mandataire possédant une voix et tous étant considérés comme représentant chacun une part égale dans le capital social..... ».

Cet article confère la capacité commerciale aux syndicats, en des termes un peu « énigmatiques », comme l'a fait observer M. Pic, dans son *Traité de législation industrielle*. L'exposé des motifs n'est pas fait pour élucider la nature juridique du lien qui existerait entre une société commerciale créée dans les termes de l'article 6 et le syndicat-fondateur, propriétaire de la totalité des actions. « Si le syndicat, dit l'exposé des motifs, fait des actes de commerce, s'il se livre à des entreprises, s'il obtient et exploite des concessions, ne s'agirait-il que de la main-d'œuvre, sans aucune fourniture de matériaux, alors en vérité une société se juxtapose au syndicat. C'est ce qui existe pour les caisses de secours et de retraites constituées par le syndicat. Celui-ci fournit un personnel tout trouvé, uni depuis longtemps dans des relations de communauté professionnelle, mais, il n'y en a pas moins, de façon plus ou moins explicite, société distincte ».

Ainsi donc d'une part, l'art. 6 n'autorise pas le syndicat à faire directement le commerce : il doit créer une société commerciale conforme à la législation ordinaire, modifiée en sa faveur. D'autre part, l'exposé des motifs semble reconnaître au syndicat le droit de se livrer lui-

même à des « entreprises », d'exploiter des « concessions », en un mot de faire des actes de commerce : car il n'y a pas deux manières — la manière implicite et la manière explicite — de se soumettre à des textes précis comme la loi de 1867 et la loi de 1893. Il est donc difficile de savoir si le projet oblige le syndicat, qui veut faire le commerce, à constituer une société distincte, comme l'exige le texte de la loi de 1884. Dans ce cas, c'est la société qui pourra faire les actes de commerce, non le syndicat ; le projet aurait seulement pour effet de faciliter la constitution de la société commerciale et de rendre plus intime la pénétration de l'organisme syndical, mais cette pénétration nous paraît tout de même aboutir à une véritable confusion.

Il faut faire application aux syndicats d'un principe directeur de la théorie des établissements publics ; la *spécialité*. Comme une fabrique, comme une faculté, comme un bureau de bienfaisance, le syndicat a une mission *spéciale*. L'art. 3 de la loi de 1884 en donne la formule : l'étude et la défense des intérêts économiques, agricoles, industriels et commerciaux de leurs membres. A la multiplicité des fonctions doit correspondre la complexité et la diversité des organes.

Le projet Waldeck-Rousseau étend bien au-delà de ces sages limites l'activité possible du syndicat : l'article 6 du projet est un encouragement pour les syndicats à sortir de leur rôle professionnel d'étude, de défense et de solidarité. Selon nous, le syndicat, patronal ou ouvrier, ne doit pas devenir une société de production ou une société commerciale, même d'une manière implicite. Les syndicats ne peuvent obtenir de résultats pratiques qu'en concentrant leurs efforts dans une direction déterminée.

La capacité commerciale aurait-elle au moins pour effet d'augmenter les ressources financières de l'association professionnelle ? Nous ne le croyons pas. M. Paul Beauregard exprime énergiquement cette opinion que la capacité commerciale des syndicats serait pour eux la déconfiture à bref délai. M. Keufer, Secrétaire général de la puissante fédération du Livre, nous donne l'opinion semblable des intéressés : « les syndicats ouvriers, devenus industriels et commerçants, seraient voués aux plus funestes divisions, à la désagrégation rapide par la poursuite exclusive des intérêts matériels, par les inévitables soucis, les rivalités, les difficultés d'argent et d'administration... ».

Dans le discours, dont nous avons cité déjà un passage, M. Millerand faisait le tableau des progrès de l'association ouvrière en Belgique sous ses deux formes : syndicale et coopérative. Il est vrai que la coopération fournit à la Belgique des ressources considérables au mouvement syndical et à la propagande socialiste. Mais MM. Waldeck-Rousseau et Millerand demandent en réalité aux syndicats de *subventionner la coopération* : pour créer une société coopérative, le syndicat devra trouver des capitaux et placer dans une entreprise commerciale et aléatoire les fonds qu'il aurait pu affecter à l'œuvre de défense et de solidarité professionnelles, qui est la véritable et normale destination des ressources syndicales. En offrant aux syndicats la capacité commerciale, on ne crée pas une source nouvelle de recettes à leur profit, on ouvre au contraire dans leurs budgets une large fissure.....

Le projet donne aux syndiqués le droit de régler par des dispositions statutaires la dévolution des biens du syndicat, et notamment de déterminer les droits des

membres du syndicat sur « l'actif commercial », en cas de dissolution ou de partage.

Sur la question de la responsabilité syndicale, le projet ne soulève pas d'objections particulières : il se contente en effet de consacrer en la précisant la jurisprudence chaque jour mieux établie des tribunaux judiciaires. Il fait parallèlement, ou pour mieux dire symétriquement, un délit civil de toute atteinte portée à liberté de l'ouvrier libre par le syndicat, et à la liberté du syndiqué par le patron. « L'entrave volontairement apportée à l'exercice des droits reconnus par la présente loi par voie de refus d'embauchage ou de renvoi, la mise en interdit prononcée par le syndicat dans un but autre que d'assurer les conditions du travail fixées par lui et la jouissance des droits reconnus aux citoyens par la loi constituent un délit civil, et donne lieu à une action en réparation du préjudice causé ». C'est la formule même que nous avons dégagée de la masse des décisions intervenues depuis la loi de 1884. L'article 10 du projet indique nettement que l'action peut être formée par « le syndicat » comme par la partie lésée.

Enfin l'article 5 nouveau, proposé par M. Waldeck-Rousseau, intéresse les unions de syndicats. Les unions sont dotées d'une personnalité civile semblable à celle dont les syndicats isolés jouissent en vertu du texte actuel : droit d'acquérir à titre onéreux ou gratuit des meubles sans limitation et les immeubles nécessaires à leur fonctionnement, droit de créer des bureaux de placement, bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, collections, laboratoires, champs d'expériences, machines, abris pour bestiaux, bourses du travail, ateliers d'apprentissage, hospices et hôpitaux (art. 5 du projet). Le projet

Waldeck-Rousseau ne reconnaît pas aux unions la capacité *commerciale* comme aux syndicats isolés : il n'y a donc pas à craindre, ou à espérer, — l'accaparement de champs entiers de la production et du commerce par les Unions de syndicats au moyen de puissantes organisations coopératives, suivant le vœu et la prophétie du socialiste allemand Lassalle.

Il n'y a aucun danger à accorder aux Unions une capacité étendue à la condition de les enfermer dans leur rôle *professionnel* : ce qui intéresse l'État n'est pas tant la puissance des associations que la *direction* dans laquelle s'exercent leurs efforts.

Le projet gouvernemental de 1899 est de beaucoup le plus complet des projets de réforme analysés ; il méritait en outre une étude particulière, en raison de la personnalité de ses auteurs, dont l'un, — M. Waldeck-Rousseau, — est l'auteur même de la loi de 1884. M. Millerand redevenu simple député a repris en 1902 sous forme de proposition de loi le « projet gouvernemental de 1899, sans aucune modification.

VII

Les innovations proposées par M. Dejeante, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues socialistes, (Ch., annexes, session 1903. N° 649) sont relatives à la constitution des syndicats, à leur capacité juridique et à la personnalité civile des Unions ou fédérations de syndicats. La proposition Dejeante est la reproduction d'un texte de Code du travail présenté sous les législatures précédentes par M. Groussier.

M. Dejeante, comme M. Basly dans une proposition analogue, demande la suppression d'une formalité actuellement exigée pour la constitution des syndicats : la déclaration du nom des administrateurs ou directeurs, « qui désigne les travailleurs aux mesures répressives de la part du patronat ».

Art. 514 de la proposition Dejeante : « Les syndicats ne sont astreints à aucune déclaration et sont régis par les statuts adoptés en assemblée générale ».

Les art. 515 et 516 accordent aux syndicats libres « la disposition de leurs fonds » et le droit de créer des ateliers coopératifs, caisses de retraites, *sociétés de travail*...

L'art. 518 oblige les syndicats — dans le cas où ils voudraient obtenir la personnalité civile — à opérer le dépôt de leurs statuts, sans déclaration des noms des administrateurs et directeurs.

La proposition assimile aux syndicats isolés les unions et fédérations de syndicats, et autorise ces unions et fédérations à se grouper entre elles.

Elle ne s'applique qu'aux syndicats exclusivement composés soit d'ouvriers, soit de patrons. « Les travailleurs, dit l'exposé des motifs, doivent pouvoir discuter librement leurs intérêts et personne ne prétend qu'ils puissent le faire lorsque leurs employeurs sont présents. » Cette dernière disposition est dénuée de tout intérêt pratique : les syndicats mixtes d'ouvriers et de patrons constituent en France de rares exceptions et, d'autre part, ouvriers et patrons pourront toujours former des associations mixtes dans les termes du droit commun.

VIII

M. Vaillant, dans sa proposition (Ch., Doc. parl. 1903. S. O., p. 93), accorde au syndicat le droit d'acquérir sans autorisation et les meubles et les immeubles..... Mais il ne veut pas cependant leur donner la personnalité civile, et la proposition conserve sur l'action en justice un silence prémédité. L'exposé des motifs en fournit la raison sans aucune équivoque : « Ni capacité commerciale, ni personnalité civile pour le syndicat qui doit rester à l'abri des poursuites patronales et des tribunaux... »

Tous les droits sans responsabilité : tel est le système. Mais il est contradictoire, car si le syndicat existe juridiquement pour faire des actes, il faut bien qu'il existe aussi pour répondre de ses fautes. La proposition Vaillant, à ce point de vue, échappe à l'analyse juridique, si du moins on en voit nettement les raisons pratiques.

M. Vaillant supprime toutes les formalités préalables à la constitution du syndicat et toutes les restrictions relatives à la composition nationale de son bureau. Selon M. Vaillant, le syndicat deviendrait une force libre échappant en somme à tout lien juridique. En matière civile, M. Vaillant, plus qu'une loi sur les syndicats, veut décréter l'absence même de loi. Il ne convient de faire de l'organisme syndical une simple foule coalisée : la classe ouvrière a intérêt à élaborer un droit nouveau non à échapper à tout régime de droit.

IX

Le projet de la commission du travail de la Chambre des députés, dont on trouvera le texte et le commentaire dans le livre de M. Barthou sur l'*Action syndicale*, ne diffère pas sensiblement soit dans ses grandes lignes, soit même dans le détail de ses articles, du projet présenté par MM. Millerand et Waldeck-Rousseau en 1899.

Il concède aux syndicats le droit illimité d'acquérir, à titre gratuit comme à titre onéreux, des meubles et des immeubles. Il leur concède, d'autre part, dans les termes les plus larges et en dérogeant en leur faveur au droit commun des sociétés, la capacité de faire le commerce. Il prévoit que les statuts devront régler, et le mode de liquidation des droits des associés cessant de faire partie du syndicat, sur l'actif commercial, et la destination des biens syndicaux dans le cas de dissolution. C'est en effet dans cette double hypothèse que la confusion de l'organisme syndical et de l'organisme commercial serait de nature, en l'absence de dispositions prévues dans le pacte statutaire, à entraîner les difficultés les plus graves.

Au point de vue de la responsabilité syndicale, le projet de la commission est calqué sur le projet Millerand, il en est de même en ce qui concerne la personnalité civile restreinte dont il propose l'attribution aux syndicats.

Il est donc inutile de le soumettre en lui-même, à une analyse approfondie. C'est le projet Millerand qui reste la base de la discussion parlementaire de demain (1).

(1) V. aussi Prop. Lemire (Doc. parl., 1902. S. E., p. 530 — et *id.*, 1907. S. E., 1906, p. 67).

L'examen critique des divers projets de réforme nous conduit aux conclusions suivantes :

Il est désirable qu'un texte formel consacre et, sur certains points, complète la jurisprudence, en reconnaissant explicitement aux syndicats : 1^o le droit d'acquérir à titre gratuit, dans les termes de l'art. 6 de la loi de 1884, et 2^o le droit de contracter et d'ester en justice pour la défense des intérêts généraux et collectifs de la profession, même dans les cas où les adhérents possèdent, *parallèlement*, le droit individuel de contracter et d'ester en justice. Nous avons justifié cette jurisprudence en disant que les dons et legs constituent la ressource normale et en fait la ressource unique des associations dépouillées par définition du droit de faire des « gains » et que, d'autre part, en ce qui concerne la fixation contractuelle des conditions du travail et la défense des membres du syndicat contre la concurrence déloyale ou illégale, l'intervention de la collectivité syndicale était légitimée par le caractère collectif des intérêts en jeu.

La loi du 21 mars 1884 doit être précisée sur un second point : la dévolution des biens du syndicat *dissous*. Le législateur devra s'inspirer des principes contenus dans le projet Dussaussoy ou dans la loi du 30 novembre 1894 sur les comités d'habitations à bon marché.

La proposition Berthet mérite également d'être prise en considération. Enfin on peut accorder aux unions de syndicats une capacité semblable à celle des syndicats isolés d'après la loi de 1884.

Sur tous les autres points, le texte actuel de la loi du 21 mars 1884, en ce qui concerne la capacité civile des syndicats nous paraît devoir être maintenu. Les mesures proposées pour augmenter les ressources financières des

syndicats ou bien n'ont pas de portée pratique ou bien sont contraires à l'objectif naturel de l'association professionnelle. Donner aux syndicats la capacité commerciale et la capacité immobilière, c'est confondre « association » et « société » et surtout c'est offrir aux syndicats un espoir chimérique de gain contre une chance probable de ruine.

Il est à présumer d'ailleurs que les syndicats n'utiliseraient pas des facultés nouvelles qu'on propose de leur accorder. A peine usent-ils des droits que leur confère la loi du 21 mars 1884 : combien de syndicats peut-on citer qui soient propriétaires des immeubles les plus utiles à leur fonctionnement ?

Les syndicats doivent demander leurs ressources, non pas aux spéculations commerciales ou immobilières mais, comme les Trade's Unions, aux cotisations et aux libéralités de leurs membres.

LU ET APPROUVÉ :

Le Président,

RENÉ JACQUELIN.

Vu : *Le Doyen,*

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES

TRAVAUX CONSULTÉS

I. — LIVRES

- Abauzit. — *De l'Influence des Associations sur l'exercice de l'action publique.* — Th. Paris. — 1907.
- Barthou. — *L'Action syndicale* (loi du 21 mars 1884. — Résultats et réforme). — Paris, A. Rousseau. — 1904.
- Bergeron. — *Du Droit des Syndicats d'ester en justice.* — Th. Paris. — 1898.
- Bohler. — *Personnalité et responsabilité civiles des Syndicats professionnels.* — Th. Aix. — Paris. — 1905.
- Boncour. — *Le Fédéralisme économique.* — Alcan. — 1900.
- Bouschet. — *Les Syndicats viticoles dans leur lutte contre la fraude.* — Th. Paris. — 1907.
- Brochard. — *La mainmorte ouvrière* (à l'occasion du projet de loi Waldeck-Rousseau du 14 novembre). — 1899.
- Brunschwig. — *La responsabilité civile des Syndicats professionnels à raison des atteintes à la liberté du travail.* — Paris, Boyer. — 1902.
- Bureau. — *Le Contrat de travail.* — *Le Rôle des Syndicats professionnels.* — Paris. — 1902.
- Courot. — *Du Syndicat demandeur en justice dans l'intérêt de ses membres.* — Th. Paris.

- Crouzel. — *Un Syndicat professionnel peut-il, sans commettre un délit civil, imposer par la grève ou la menace de grève le renvoi d'un ouvrier?* — Th. Paris, A. Rousseau. — 1898.
- Deusy. — *Droits des Syndicats professionnels en matière d'actions judiciaires.*
- Duthoit. — *Les Syndicats professionnels ont-ils quelque intérêt à faire du commerce?* — Tours et Blois. — 1903.
- Ferland. — *La Vente directe des produits agricoles par les Syndicats agricoles et les coopératives.* — Th. Paris. — Giard et Brière. — 1902.
- Garreau. — *L'Action en justice des Associations professionnelles en France et en Belgique.* — Th. Paris. — 1907.
- Gairal. — *Les Droits et les Devoirs des Syndicats agricoles.* — Pedone. — 1900.
- Jay (R.). — *La personnalité civile des Syndicats professionnels.* — 1888.
- Jay (R.). — *L'Organisation du travail par les Syndicats professionnels.* — 1894.
- Jolly. — *De la capacité d'acquérir des Syndicats professionnels.* — Th. Paris, Jouve. — 1900.
- Laffargue. — *De la Responsabilité des Syndicats à raison des atteintes à la liberté du travail.* — Th. Toulouse. — 1898.
- Lagardelle. — *L'Évolution des Syndicats ouvriers en France. — De l'interdiction à l'obligation.* — Paris. — 1901.
- Lafond. — *Rôle des Syndicats professionnels en vue de modérer la concurrence.* — Th. Paris. — 1905.
- Martin Saint-Léon. — *La Revision de la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels et le projet Waldeck-Rousseau.* — Paris. — 1904.
- Moindrot. — *Les Réformes à introduire dans la législation des Syndicats professionnels.* — Th. Lyon. — 1899.
- Moissenet. — *Étude sur les contrats collectifs en matière de conditions du travail.* — 1903.
- Misset. — *Le Contrat collectif du travail au point de vue juridique.*

- Monanges. — *De la Nature de la personnalité civile des Syndicats professionnels.* — 1888.
- Nast. — *Des Conventions collectives relatives à l'organisation du travail.* — Th. Paris. — 1907.
- Passama. — *Les Conventions collectives relatives aux conditions du travail en droit privé français.* — Th. Paris. — 1908.
- Pascaud. — *Le Contrat du travail au point de vue économique et juridique.* — 1903.
- Paulet. — *Les Syndicats patronaux et ouvriers.* — 1894.
- Péronnet. — *La Personnalité civile des Syndicats professionnels.*
- Pic. — *Traité élémentaire de législation industrielle.* — 1903.
- Raynaud. — *Le Contrat collectif du travail.* — 1901.
- Richard. — *Le Contrat collectif et la Sous-entreprise ouvrière.* — 1904.
- Rome. — *Le Contrat collectif et les Syndicats professionnels.* — 1906.
- Sauviat. — *De l'Extension de la capacité juridique des Syndicats professionnels.* — Th. Paris. — 1904.
- Séon. — *Étude sur la responsabilité civile et pénale des Syndicats professionnels.* — Th. Dijon. Paris, A. Rousseau. — 1900.
- Sylvestre. — *Œuvre des Syndicats agricoles pour l'organisation collective de l'achat et de la vente.* — Th. Bordeaux. — 1905.
- Tirlemont. — *Étude sur la nature juridique de la grève, et sur l'abus du droit de grève par les ouvriers et leurs Syndicats.* — Th. Lille. Paris. — 1904.
- Vavasseur. — *Sociétés, Syndicats, Associations devant la justice.* — *Seize ans de jurisprudence civile et correctionnelle, 1883-1899.* — Fontemoing. — 1900.

II. — ARTICLES

- Brémond. — *Droit d'ester en justice des Syndicats professionnels.* — *Revue critique de législation et de jurisprudence, 1899,* 2^e série, t. 28, p. 128 et suiv.

- *Des Syndicats professionnels. — Examen doctrinal de la jurisprudence administrative. — Revue crit.*, 1899, t. 66, p. 129.
- Cabouat. — *La Réforme des Syndicats professionnels. — Revue politique et parlementaire*, 1904, t. 41, p. 122.
- César-Bru. — *Personnalité civile des Syndicats. — Revue générale du droit*, 1891, p. 126.
- *Du droit pour les Syndicats professionnels d'acquérir. — Ibid.*, 1891, p. 199.
- *De la Portée de l'abrogation de l'article 416 du Code pénal par la loi de 1884. — Ibid.*, 1892, p. 408.
- Fontaine. — Article sur le Louage de travail, dans le *Répertoire de droit administratif*.
- Hubert-Valleroux. — *Les Achats et les Ventes des Syndicats agricoles. — Revue catholique des institutions du droit*, 1895, t. 1, p. 441.
- Guyot (Yves). — *Le Droit d'association. — L'association corporative et l'association contractuelle. — Revue politique et parlementaire*, 1898.
- Leroy (Maxime). — *Le Rapport Barthou et les Syndicats professionnels. — Vie socialiste*, 20 novembre 1904.
- Mongin. — *Les Bureaux de placement et les Syndicats professionnels. — Économiste français*, 21 août 1886.
- Mongin. — *Capacité civile des Syndicats professionnels. — Lois nouvelles*, 1884-1888.
- Mercier. — *Les Intermédiaires et les Syndicats agricoles. — Ibid.*, 1887, 1^{er} semestre, p. 723.
- Perreau. — *Les Syndicats professionnels peuvent-ils agir en justice pour la défense de l'intérêt professionnel de leurs membres ? — Rev. crit.*, 1904, t. 71, p. 129.
- *Un Syndicat peut-il, sans s'exposer à des dommages-intérêts, user du procédé de la mise à l'index ? — Ibid.*, p. 138.
- Sauzet. — *De la Nature de la personnalité civile des Syndicats professionnels. — Rev. crit.*, 1888, t. 17, 2^e série, p. 296, 391 et suiv.

- Sauvaire-Jourdan. — *Corporations et Syndicats obligatoires*. —
Revue de droit public, 1903, t. 19, p. 214.
- Voran. — *A propos de la capacité des Syndicats professionnels*. —
Revue cathol. des instit., 1895, t. 1, p. 541 et suiv.
- *Du Rôle des Syndicats professionnels devant la justice*. —
Ibid., avril, mai et juillet 1897.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — La loi du 21 mars 1884 devant la jurisprudence.	1
CHAPITRE I. — La nature juridique des syndicats professionnels	5
I. — La place du syndicat dans la classification des personnes morales : établissements publics, sociétés, associations.	5
II. — Les syndicats, et les établissements d'utilité publique, d'après M. Ducrocq.	9
III. — Les syndicats, et le droit commun des personnes morales publiques, d'après M. Sauzet	10
CHAPITRE II. — L'état-civil des syndicats professionnels	15
I. — L'acquisition de la personnalité civile, et les conditions de forme	15
II. — L'acquisition de la personnalité civile, et les conditions de fond.	24
III. — Les irrégularités postérieures à la constitution du syndicat lui font-elles perdre <i>de plano</i> le bénéfice de la personnalité civile ?	29
IV. — Le syndicat, propriétaire de son nom. \	33
CHAPITRE III. — Le patrimoine syndical	36
I — Les recettes normales du budget syndical.	36

	Pages
II. — Les dons et legs : les syndicats peuvent-ils acquérir à titre gratuit?	37
III. — La consistance du patrimoine syndical : liberté des acquisitions mobilières, limitation des acquisitions immobilières.	45
CHAPITRE IV — Les contrats syndicaux	51
I. — Les contrats dans l'intérêt du patrimoine.	51
II — Les contrats dans l'intérêt de la profession	54
A. — Le contrat collectif de travail.	54
B. — Le contrat collectif d'achat.	64
CHAPITRE V. — L'action judiciaire des syndicats professionnels	67
I — L'action judiciaire dans l'intérêt du patrimoine	68
II. — L'action judiciaire dans l'intérêt de la profession.	70
III. — Action syndicale et action individuelle : la dualité des actions justifiée par la dualité des intérêts. Le champ d'application de l'action syndicale	72
IV. — Examen particulier de l'action judiciaire des syndicats pour la défense des contrats collectifs de travail : domaine et objet respectifs de l'action collective et de l'action individuelle	83
V. — La loi de 1884 et le Conseil d'État : conformité de la jurisprudence administrative et de la jurisprudence judiciaire	87
CHAPITRE VI. — La Dévolution des biens syndicaux.	89
I. — La dissolution des syndicats	89
II. — Les héritiers <i>ab intestat</i> et les héritiers testamentaires du syndicat dissous.	91
CHAPITRE VII. — La Responsabilité des syndicats.	94
I. — La responsabilité délictuelle des syndicats est-elle directe, dans les termes de l'article 1382, ou indirecte, dans les termes de l'article 1384 du Code civil?	95

TABLE DES MATIÈRES	149
	Pages
II. — La responsabilité des syndicats est-elle à la fois pénale et civile ?	98
III. — La responsabilité civile des syndicats et la jurisprudence.	103
CHAPITRE VIII. — Les Unions de syndicats	114
CHAPITRE IX. — Les projets et propositions de réforme	116
I. — Projet Méline de 1890.	118
II. — Proposition Dussaussoy de 1895	121
III. — Proposition Dansette de 1898.	123
IV. — Proposition Basly de 1898.	125
V. — Proposition Berthet de 1898	126
VI. — Projet Waldeck-Rousseau-Millerand de 1899	127
VII. — Proposition Dejeante de 1903.	135
VIII. — Proposition Vaillant.	137
IX — Projet de la commission du travail de 1904	138
CONCLUSION	139
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	141

Imp. Ed. JOLIBOIS, Bar-le-Duc (Meuse).
